

Spécimen

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

6^e Année

Vol. 6 - N° 1-2

S O M M A I R E

Le centenaire du
" **MANIFESTE COMMUNISTE** "
K. MARX - Adresse à la Ligue des
Communistes.

- **PABLO** - Le plan Marshall.
 - **E. GERMAIN** - La ruine de l'économie allemande.
 - **G. LAVAN** - Les militaires aux États-Unis.
 - **P. L.** - La situation réelle en Tchécoslovaquie.
 - **R. DE SILVA** - L'indépendance de Ceylan.
 - **F. FOREST** - Le cas d'Eugène Varga.
- Et les livres, documents et nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

JANVIER - FÉVRIER 1948



SOMMAIRE

EDITORIAL

Le centenaire du " Manifeste communiste " 1

NOTES EDITORIALES

La situation dans le mouvement ouvrier 3

La réforme monétaire en U. R. S. S. 6

PABLO. - Le plan Marshall 9

JEAN-PAUL MARTIN. - Karl Marx et les révolutions de 1848 20

Première adresse du Comité central de la Ligue communiste à ses membres en Allemagne 22

SPERO. - La situation en Grèce 28

E. GERMAIN. - La ruine de l'économie allemande 31

GEORGES LAVAN. - Les militaires s'installent aux Etats-Unis 42

P. L. - La situation réelle en Tchécoslovaquie. 45

COLVIN R. DE SILVA. - Quelle indépendance pour Ceylan ? 53

- La victoire électorale des Trotskystes et le projet d'indépendance de Ceylan (Déclaration du Secrétariat International de la IV^e Internationale) 54

CHRONIQUE DE L'U.R.S.S.

F. FOREST. - Le cas d'Eugène Varga 56

LES LIVRES

La Lutte pour la domination mondiale, de J. BURNHAM ; Stalingrad, de Th. PLIVIER 59

DOCUMENTS

Projet de résolution sur le mouvement national et la guerre aux colonies, par la Ligue communiste de Chine ; Thèses du R. C. P. (Section néerlandaise de la IV^e Internationale) 60

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE.

Australie : La lutte pour les 40 heures. Hollande : Le 2^e Congrès du R.C.P. Canada : Succès trotskyste aux élections municipales de Toronto. Viet-Nam : Les Trotskystes au Tonkin. Italie : La scission du parti de Saragat 68

Prenez note du nouveau numéro de notre boîte postale :

Mademoiselle Weill. Boîte postale N° 124, Paris-15^e**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !****IV^E INTERNATIONALE**Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationaleéditorial**LE CENTENAIRE
DU "MANIFESTE COMMUNISTE"**

LE centenaire du MANIFESTE COMMUNISTE est, en fait, le centenaire du socialisme scientifique et celui du mouvement ouvrier conscient. Mais il clôt en même temps une période de luttes élémentaires de la classe ouvrière qui avait atteint, en France et surtout en Grande-Bretagne, un stade étonnant d'organisation POLITIQUE. N'oublions pas que les organisations chartistes et blanquistes précèdent la rédaction du MANIFESTE de nombreuses années. Et comment pourrait-il en être autrement ! Le socialisme n'étant rien d'autre que « l'expression consciente du processus historique inconscient », le MANIFESTE, ce document le plus puissant que la littérature socialiste ait jusqu'ici produit, n'a pu être, lui aussi, non pas le simple résultat du génie idéologique des deux jeunes géants allemands, mais l'aboutissement d'une période de premier essor de la classe ouvrière et de ses combats. Ceci n'est pas seulement une constatation théorique abstraite. Il vaudrait de se donner la peine de déterminer un jour exactement quels éléments positifs D'EXPERIENCE ouvrière ont été incorporés par Marx et Engels dans leur ouvrage génial, à travers leurs contacts successifs avec les sections essentielles du prolétariat de leur temps.

Mais en même temps, le MANIFESTE exprime, par sa maturité exceptionnelle, l'écart formidable qui existe en 1848 entre la masse ouvrière et son avant-garde la plus avancée. Au travers des événements de 1848, que les auteurs du MANIFESTE avaient pressentis avec tant de lucidité, les idées exprimées dans le MANIFESTE, qui reçoivent la confirmation la plus éclatante, ne trouvent pourtant qu'une application PRATIQUE tout à fait limitée. Et le prolétariat français, politiquement le plus avancé et le plus actif de tous les prolétariats européens, et dont Marx suivait la lutte avec tant de passion, ignore complètement le MANIFESTE, non seulement pendant la Révolution de 1848, mais même pendant les longues années qui suivirent 1848. L'organisation pour laquelle Marx et Engels composèrent ce document disparut elle-même quelques années après sans laisser de traces, et le MANIFESTE resta connu seulement par quelques initiés. Mehring, dans sa magistrale « Histoire de la Social-Démocratie allemande », résume le sort du MANIFESTE comme suit :

« A sa première publication, il fut accueilli avec enthousiasme par une avant-garde extrêmement réduite, car la Ligue des Communistes ne pouvait, dans l'ensemble des pays où elle possédait des partisans, pas compter plus que quelques centaines d'adhérents. Puis le MANIFESTE disparut avec le reflux momentané du mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais sa nouvelle montée... » (L. p. 371, 11^e éd.)

Quelques centaines d'adhérents... disparus avec le reflux... mais la nouvelle montée... Comme ces notions nous sont familières ! Le MANIFESTE supporté en 1848 par « quelques centaines d'adhérents dans l'ensemble de tous les pays » disparut pour une décennie et demie de l'actualité ouvrière. Puis, quand Mehring écrit son « Histoire », vers la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire plus de cinquante années plus tard, il pouvait dire que le MANIFESTE était devenu le document le plus lu de toute la littérature ouvrière, dont des millions d'ouvriers avaient fait la base de leurs convictions politiques. Et aujourd'hui nous pouvons dire sans exagérer qu'il n'y a plus un seul ouvrier, petit-bourgeois ou bourgeois s'occupant de politique qui peut ignorer ou passer sous silence le MANIFESTE et ses enseignements. Il domine le dernier demi-siècle d'histoire humaine de telle façon, par le rôle déterminant que ses idées ont joué dans le développement du mouvement ouvrier de masse, dans l'organisation des mouvements révolutionnaires et dans la victoire de la Révolution la plus bouleversante qui se soit jamais produite, qu'il serait difficile de trouver un autre ouvrage dans la littérature mondiale qui ait pu exercer une telle influence sur le cours des événements. Les « idées réelles », les idées qui sont « l'expression consciente du processus historique inconscient » ont cette puissance inégalable. C'est pourquoi l'histoire du MANIFESTE est la source la plus pure de confiance inébranlable de tout révolutionnaire marxiste dans le sort final de son mouvement.

Aujourd'hui, les idées du MANIFESTE sont considérées comme une sorte de « dogme officiel » par l'Etat russe. Les organisations sociales-démocrates et stalinienne, qui comptent à travers le monde plusieurs dizaines de millions de membres et de sympathisants proches, vont fêter son anniversaire avec autant d'éclat que le fera la bureaucratie soviétique, maîtresse des destinées de deux cents millions d'habitants de l'U. R. S. S. Cependant, aujourd'hui de nouveau comme il y a un siècle, il existe un écart formidable entre les idées exprimées par le MANIFESTE et la pratique de ce mouvement ouvrier officiel, d'une force matérielle pourtant infiniment plus grande que celle des chartistes, blanquistes ou communistes allemands de 1848. Les discours d'anniversaire que les Idanof, les Thorez et les Léon Blum prononceront à cette occasion n'élèveront rien au fait qu'ils piétinent quotidiennement chacun de ses enseignements, à commencer par le plus important : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Drapés dans les bannières de Bebel et de Lénine, les chefs réformistes et staliniens invoqueront le MANIFESTE au moment même où ils justifient et consacrent l'oppression coloniale, le patriotisme bourgeois et, ironie amère des choses, la théorie de la « culpabilité collective » de ce même peuple allemand dont deux des fils ont rédigé le document en question !

Ce développement inattendu amène la société très variée de snobs, d'intellectuels blasés et d'invalides fatigués du mouvement ouvrier à se demander si, après tout, Marx et Engels n'ont pas eu tort et s'il ne faut pas remonter aux idées réfutées définitivement par le « Manifeste » lui-même. Un dilettante bourgeois comme Léopold Schwartzschild, qui trouve dans sa propre banqueroute politique lamentable la justification profonde de sa condamnation de Marx, avance même l'idée que le « succès » des organisations marxistes face à la « faillite » des idées de Marx n'est que la preuve du caractère « religieux » du mouvement ouvrier, idée répandue avec complaisance par de dignes représentants de la presse anglaise dite « sérieuse ». Mais les religions qui ont des succès aussi foudroyants, comme ceux que le marxisme a connus durant le dernier siècle, les remportent précisément parce qu'elles ne constituent que la couverture idéologique de profonds bouleversements sociaux. En même temps les organisations traîtres du mouvement ouvrier continuent à se réclamer des idées de Marx précisément parce que cela seul leur permet de maintenir encore un contrôle limité sur le mouvement des masses. Dans les deux cas, la « déclaration de faillite » du « Manifeste » confirme au contraire sa puissance d'attraction extraordinaire, un siècle après sa rédaction, sur une partie importante de l'humanité, et confirme d'autant plus fermement son idée fondamentale concernant la lutte de classe prolétarienne.

Assimilant l'ensemble de l'acquis de la culture bourgeoise, et la dépassant grâce à leur génie exceptionnel, Marx et Engels ont su tirer bien avant les masses les leçons idéologiques et politiques des premières expériences de lutte ouvrière. Mais, un demi-siècle plus tard, des millions de prolétaires, ayant à peine reçu un enseignement primaire, avaient assimilé l'essentiel des idées de ces génies. Il fallait un demi-siècle d'expérience collective pour que la masse acquiert, par l'expérience, ce que le génie a pu entrevoir par la pensée critique. A notre époque, l'expérience historique exige une évolution autrement rapide de la conscience des masses. Les trente dernières années ont accumulé plus

de leçons tactiques, dont l'assimilation par le mouvement ouvrier est une condition nécessaire à sa victoire, que toute la période précédente, en commençant par les premiers mouvements de « briseurs de machines ». Le pouvoir apparent que des charlatans dans le genre de Blum ou Thorez exercent sur le mouvement ouvrier international exprime en dernière analyse le fait que, tout comme il y a un siècle, la conscience moyenne de la classe retarde sur la conscience de classe portée à sa plus haute expression. Mais « l'Histoire ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre ». Si aujourd'hui le socialisme scientifique comporte des enseignements infiniment plus complexes que ceux exprimés par le « Manifeste », le prolétariat mondial a infiniment plus d'occasions d'accumuler ses expériences, de confronter les hommes et les programmes à la dure épreuve des événements et de tremper sa conscience au feu d'une lutte révolutionnaire, d'une ampleur insoupçonnée il y a un siècle. Si les dirigeants staliniens et réformistes se trouvent aujourd'hui séparés d'un monde de l'idéologie du « Manifeste », les ouvriers apportent semaine après semaine la preuve que du Japon jusqu'à l'Italie, et de l'Egypte à Ceylan, la lutte des masses se développe instinctivement plus près des idées, non seulement du « Manifeste communiste », mais même de « L'Etat et la révolution » et du « Programme transitoire » de la Quatrième Internationale, que les dirigeants, même de l'avant-garde, n'auraient pu espérer y arriver il y a un demi ou un quart de siècle.

Nous sommes maintenant arrivés à ce moment dont parle le « Manifeste », « où la lutte de classes approche de l'heure décisive », où « le procès de dissolution de la classe régnante, de la société toute entière prend un caractère si violent et si âpre ». Qu'on regarde l'Allemagne, le Japon, la Grèce, la France, l'Empire britannique séculaire en pleine désagrégation, et même ce colosse impérialiste yankee qui s'approche de la crise la plus grave de son histoire : tous les événements le confirment. Par une étrange ironie de l'histoire, le problème central de ce moment n'est pas, comme le pensaient Marx et Engels, le passage d'une partie de la classe possédante dans le camp de la classe révolutionnaire. Au contraire : il s'agit, pour abattre le capitalisme, de détacher la classe ouvrière de l'idéologie du mouvement ouvrier traître, qui n'est que l'expression de l'influence idéologique des classes possédantes sur la classe révolutionnaire. Mais comme le démontre le « Manifeste », l'ensemble de l'évolution objective travaille inexorablement dans cette voie. Pleinement consciente de cette nécessité historique, la IV^e Internationale, héritière de l'ensemble de la tradition du « Manifeste », et seule organisation qui a le droit de parler en son nom, s'est posée comme but de surmonter la contradiction qui existe entre la poussée communiste instinctivement révolutionnaire du prolétariat mondial et la présence à sa tête d'une direction qui s'inscrit en faux contre chacun des principes de la révolution communiste. Elle ne commémorera pas le centenaire à travers des mascarades ou des fêtes ; les discours prendront une partie minime de son activité. Mais elle s'efforcera de traduire dans les faits les enseignements du « Manifeste » dans les rangs des manifestants, des grévistes, des partisans, des combattants pour la liberté coloniale, partout où le prolétariat souffre, peine et se révolte, pour réaliser dans les faits et autour de son drapeau cette grande union mondiale des exploités qui conduira le monde du socialisme.

LA SITUATION DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

L'AGGRAVATION des antagonismes sociaux et des rapports entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. a des répercussions importantes sur le mouvement ouvrier mondial.

L'offensive du capital contre le niveau de vie des masses est à l'heure actuelle générale. Les conséquences de la guerre, l'énorme dette publique contractée par tous les Etats belligérants, la rareté des matières premières et des produits agricoles, se manifestent partout dans l'inflation qui sévit universellement, y compris aux Etats-Unis. Au lendemain de la liquidation de la guerre, le capital fictif excédait énormément la masse de marchandises réelles, et ceci a fait gonfler démesurément les prix. A son tour, ce mouvement ascendant des prix fait gonfler la masse de monnaie en circulation. La classe capitaliste essaie de rétablir l'équilibre en bloquant les salaires ouvriers et en pompant, par les impôts, les emprunts et autres manipulations monétaires, une partie du pouvoir d'achat des couches moyennes, principalement de la paysannerie. « Inflation » et « déflation » apparaissent ainsi comme deux moments de la politique du

grand capital qui pille littéralement à son profit exclusif l'écrasante majorité de la nation.

Poussé par l'abaissement continu et brutal de son niveau de vie, le prolétariat essaya de résister dans un vaste mouvement de luttes revendicatives qui ont éclaté durant la deuxième moitié de 1947 aussi bien en Europe occidentale qu'en Amérique latine, et dans plusieurs pays de l'Extrême et Proche-Orient (Japon, Indes, Chine, colonies nord-africaines, Egypte).

Ces luttes connaissent actuellement une pause, mais la persistance du mouvement inflationniste poussera inévitablement les masses, y compris aux Etats-Unis, à de nouveaux combats.

D'autre part, ces combats, tout en partant au niveau de la défense économique du prolétariat, s'amplifient nécessairement, dans les conditions d'affaiblissement économique et politique extrême qui caractérisent, à divers degrés, le régime capitaliste de tous les pays, à l'exception des Etats-Unis, en des luttes politiques et révolutionnaires qui risquent de mettre en danger le régime social lui-même. Cette considération détermine dès le début l'attitude du réformisme envers les luttes ouvrières. Les réformistes se sont partout gardés de mettre à l'épreuve un régime qui est moins que jamais capable de consentir des réformes importantes. Ils ont partout prêché la « paix sociale » au service de la reconstruction de l'économie de la bourgeoisie.

Cette attitude leur a été singulièrement facilitée par la politique de surenchère stalinienne depuis la « libération » jusqu'à la formation du Kominform. La cohabitation dans les mêmes centrales syndicales, ainsi que la formation de la Fédération syndicale mondiale unique, ont été rendues possibles pour deux raisons :

a) parce que le réformisme a été particulièrement affaibli pendant la guerre et immédiatement après ; b) parce que l'alignement de la politique stalinienne sur la propre politique du réformisme rendait à celui-ci cette cohabitation possible et nécessaire.

C'est grâce à l'« unanimité » qui a régné entre l'aile réformiste et l'aile stalinienne de la bureaucratie ouvrière pour la défense de la « paix sociale » et pour la reconstruction de l'économie capitaliste qu'il a été possible de freiner pendant deux années environ après la « libération » la volonté de lutte des masses surexploitées par le capitalisme.

Dès que les staliens ont été amenés à reconsidérer leur politique envers les luttes des masses et à encourager ces luttes, les réformistes contre-attaquèrent en prenant l'initiative d'une nouvelle scission du mouvement syndical. Cette scission est actuellement un fait en France ainsi que dans la plupart des pays de l'Amérique latine.

La scission en France et en Amérique latine a été directement épaulée par les agents de l'impérialisme américain masqués en représentants de l'American Federation of Labor qui ont largement financé les scissionnistes. Elle était aussi épaulée par la bureaucratie des partis socialistes qui se sont engagés en Europe occidentale, à l'exception du parti socialiste majoritaire de Nenni en Italie, sur la voie de la « Troisième Force ».

La scission, d'autre part, dans la mesure où elle a entraîné des masses, a été singulièrement facilitée par toute la politique antérieure des staliens, par leur bureaucratisme et leur opportunisme. Pendant deux ans environ, ils ont été les protagonistes de la soumission des syndicats aux intérêts de la reconstruction capitaliste ; ils se sont opposés aux luttes, calomniant les grèves, opprimant avec tout le poids de leur appareil bureaucratique la volonté de lutte des masses. Quand ils se sont décidés à passer à l'action, à la suite de la nouvelle politique tracée par le Kominform, ils se sont aperçus qu'il est difficile d'imposer aux masses les mêmes mouvements élastiques que le Kremlin est capable d'imposer à la bureaucratie stalinienne internationale.

Les réformistes ont profité de cet état d'esprit des larges masses mécontentes et en voie de désaffectation à l'égard du stalinisme. En se posant en champion de la démocratie ouvrière, ils ont pu trouver, en France en particulier, un écho important.

Leur épreuve commencera au moment où l'évolution de la situation poussera les masses à de nouveaux combats et où ils seront obligés d'agir. En œuvrant pour la scission syndicale qui affaiblit considérablement le front ouvrier au

moment même où la bourgeoisie mondiale intensifie ses attaques contre le niveau de vie des masses et contre leurs libertés, le réformisme s'avère, fidèle à sa nature de toujours, l'agent direct des intérêts de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Pour le combattre, pour extirper son influence du prolétariat, du moins pour diminuer l'importance de son action néfaste, il est nécessaire de lui opposer un véritable mouvement révolutionnaire.

Mais l'existence du stalinisme, loin de combattre l'influence du réformisme, lui fournit au contraire les meilleures occasions de renaître et de s'étendre. L'aggravation de la situation du capitalisme a poussé, à travers la guerre et au lendemain de sa liquidation, les masses au stalinisme qui se présente comme le principal pôle d'opposition révolutionnaire. Le stalinisme, à son tour, en s'avérant foncièrement bureaucratique et opportuniste, en se montrant incapable de résoudre la crise dans laquelle l'humanité se débat depuis déjà trois décades, renvoya les masses désappointées aux agents du capitalisme, réformistes ou fascistes, selon les circonstances.

Pour que le mouvement ouvrier puisse progresser et vaincre, il est nécessaire de surmonter positivement l'influence stalinienne.

L'affranchissement du prolétariat hors de l'emprise du stalinisme trouve sa difficulté principale dans la nature foncièrement opportuniste de ce dernier, propre à des changements brusques et complètement opposés à l'état antérieur. L'exemple du dernier tournant de la politique stalinienne, qui a suivi la formation du Kominform, est frappant. Du jour au lendemain, l'immense machine des partis staliens dans le monde a commencé à tourner dans le sens opposé à son mouvement durant deux années, pour ne pas dire depuis 1941.

La politique d'« union nationale », de participation au gouvernement ayant échoué sur l'initiative de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain, la bureaucratie soviétique a décidé de faire appel à la pression des masses pour marcher à l'avenir un nouveau compromis avec l'une et avec l'autre. Du coup, on découvre que la guerre a été une guerre « impérialiste » de la part des « démocraties alliées » d'hier, qui sont des pays aujourd'hui « impérialistes », et que les revendications et les luttes des masses dans ces pays sont légitimes et doivent être encouragées. Ce tournant, dont l'ampleur et les formes varient d'un pays à l'autre, présente des caractéristiques communes. Il ne s'agit nulle part d'une rupture avec la collaboration de classe, pas même en Grèce où la lutte se mène par les armes. A la place de la structure de classes de la société capitaliste et des luttes de classes, le tournant du Kominform met la notion de la nation, divisée entre ceux qui luttent pour son « indépendance » et ceux qui la livrent aux « Américains ». Cette simplification vulgaire rappelle le temps de la « troisième période » (1928-33) quand les staliens mettaient tous les partis bourgeois, y compris la social-démocratie, sous le dénominateur commun du fascisme. De même, aujourd'hui, tous les partis bourgeois, de de Gaulle à Léon Blum, sont classés dans le « parti américain ». L'opportunisme se joint à l'aventurisme. Ceci risque, au cas d'un nouveau déploiement en France des forces gaullistes, par exemple, d'éclipser aux yeux des staliens toute l'importance, pour la lutte contre de Gaulle, de l'antagonisme relatif qui existe entre celui-ci et la social-démocratie, et de saboter comme au temps de la « troisième période » la tactique du Front unique ouvrier nécessaire pour affronter le danger gaulliste.

La différence avec la « troisième période » consiste cependant dans le fait qu'à cette époque le stalinisme était encore, au moins en paroles, contre la collaboration de classes et pour la révolution prolétarienne, tandis qu'aujourd'hui il prêche l'alliance avec toutes les forces « nationales » indépendamment de leur classe et n'aspire, même en Grèce, qu'à un gouvernement « démocratique » incluant les représentants du Parti communiste.

Quels développements peut-on escompter de ce tournant ?

Ceci dépendra en tout premier lieu de l'évolution des relations entre les Etats-Unis et l'U. R. S. S. Moscou semble multiplier les signes d'une volonté d'« accrocher » de nouveau les pourparlers avec Washington en vue d'une trêve : reprise des négociations pour le règlement de la dette russe envers les Etats-Unis ; déclarations de l'ambassadeur soviétique à Washington soulignant le désir de l'U. R. S. S. de commercer avec les Etats-Unis ; ton conciliant du représentant russe au Conseil allié de Berlin malgré les décisions de la Conférence de Francfort réorganisant la bizonie ; déclarations de l'ambassadeur polonais à Washington sur le désir de la Pologne d'accroître ses échanges avec les pays du plan Marshall et les Etats-Unis.

Si le moment d'un compromis est peut-être encore éloigné et ne se précisera qu'après que l'application du plan Marshall aura été mise à l'épreuve, et que la bureaucratie soviétique se soit efforcée de consolider sa zone d'influence en Europe, il n'est pas, par contre, exclu d'assister d'ici là à des tentatives de trêves qui prépareront le climat du compromis. Car il apparaît de plus en plus clair qu'aucun des deux adversaires mondiaux n'est disposé, à l'heure actuelle, à pousser l'épreuve de force à son extrémité et à engager la guerre. Des apaisements, dans ces conditions, deviennent de temps en temps nécessaires. Cette considération donne la mesure de l'ampleur possible du tournant stalinien : malgré l'accent mis sur la mobilisation des masses, malgré les surenchères en langage « de classe » coloré de teintes « nationales », malgré l'attention portée à nouveau à la « prolétarisation » des partis staliniens qui ont été largement dilués dans les masses petites-bourgeoises, le stalinisme s'accroche à la politique de la collaboration de classe et de sabotage de la révolution.

Entre temps, l'élément aventuriste qui coexiste dans la politique opportuniste présente du stalinisme risque d'aggraver la situation qui est faite au mouvement ouvrier, à la suite de la scission syndicale et de la politique de la « Troisième Force » des partis socialistes.

La bureaucratie réformiste et la bureaucratie stalinienne, chacune à sa manière, tournent le dos au Front unique ouvrier nécessaire pour faire face à l'offensive capitaliste.

Il est significatif de l'irresponsabilité stalinienne que, devant la scission syndicale en France provoquée par les réformistes, la direction stalinienne de la C. G. T. se soit contentée d'enregistrer le fait, et ne se soit nullement montrée disposée à couper l'herbe sous les pieds des Jouhaux, en se déclarant prête à garantir à l'intérieur de la C. G. T. la démocratie prolétarienne, à convoquer un congrès extraordinaire, etc. On avait l'impression très nette, comme au temps de la « troisième période », qu'on souhaitait la séparation avec les « social-américains » et les masses qui les suivaient, pour avoir les mains plus libres pour s'adonner à fond à l'application des directives du Kominform.

Il faut tout tenter pour enrayer le développement des forces centrifuges qui travaillent à amplifier et à approfondir la scission, mais sans perdre de vue que le climat propice au rétablissement de l'unité syndicale ne se créera en réalité qu'à l'approche et à l'éclatement de nouvelles luttes ouvrières qui feront sentir sur les bureaucraties la pression des masses.

Mais plus impérieuse que l'unité syndicale est l'unité du prolétariat dans l'action. Cette unité peut s'établir à chaque instant, même en présence d'une division syndicale, par l'application énergique de la tactique du Front unique, sur la base des revendications économiques et politiques élémentaires communes à tous les travailleurs, et par l'emploi de toute forme d'organisation à la base dans les usines du plus grand nombre possible d'ouvriers (comités).

La tâche de l'avant-garde révolutionnaire, et en tout premier lieu des partis de la IV^e Internationale, est de préparer avant tout les nouvelles luttes du prolétariat en faisant largement appel à la tactique du Front unique, et de regrouper ainsi dans l'ACTION les forces du prolétariat.

LA REFORME MONETAIRE EN U.R.S.S.

QUATRIEME INTERNATIONALE a insisté systématiquement sur le fait que la crise économique d'après-guerre en Union Soviétique avait essentiellement un double caractère : crise d'inflation d'une part, crise du rendement d'autre part. Les événements de ces dernières semaines ont confirmé cette analyse et ont, en même temps, indiqué à quelles mesures radicales la bureaucratie stalinienne doit recourir pour en réduire, dans la mesure du possible, les effets paralysateurs sur le développement économique du pays.

L'inflation soviétique dont le caractère extrêmement grave est maintenant reconnu — avec retard — aussi bien par les économistes bourgeois que par les porte-parole officiels du Kremlin, rendait la planification pratiquement impossible. L'argent avait perdu son rôle essentiel dans la société de transition, qui était celui de contrôleur, de vérificateur du développement économique et avait au contraire de plus en plus soumis le travail des planificateurs à la logique de sa propre circulation interne. Le chaos le plus complet régnait dans le cadre du calcul préalable des prix de revient dans l'industrie. Le commerce ne se trou-

vait pas moins désorganisé et devait pratiquement tolérer l'existence de trois marchés — avec trois systèmes de prix — parallèles : les prix dits rationnés ; les prix des magasins dits « commerciaux » et le prix du marché dit « libre ». Ce système était encore compliqué davantage par l'existence de prix préférentiels pour les officiers de l'armée, par des prix de faveur accordés aux repas dans les cantines, par le développement du troc, etc.

La bureaucratie attaqua ce problème en partant d'une considération économique « classique » : que le but de la lutte contre l'inflation devait être l'unification des prix. Mais l'existence des différents secteurs n'était que l'expression d'un phénomène économique plus fondamental : le déséquilibre entre la masse du pouvoir d'achat à la campagne et la masse des moyens de consommation industriels disponibles d'un côté ; l'insuffisance de l'approvisionnement « rationné » en produits agricoles pour la population d'autre part. Le premier phénomène produit une hausse des prix telle pour les produits de consommation qu'un équilibre s'établit entre l'offre et la demande, en excluant la masse des ouvriers et des kolkhosiens pauvres de toute capacité d'achat de ces produits. Le second phénomène cependant, à la source du développement du marché libre dit « paysan », avait pour tendance à augmenter constamment les disponibilités monétaires des paysans cossus, donc à exercer une pression inflationniste sur les prix des produits de consommation.

L'unification des prix, réalisée maintenant, du moins en théorie, a été achevée en deux étapes. La première, exécutée vers la fin de l'année 1946, consista en une augmentation de 200 à 300 % des prix « rationnés » et une diminution de 25 à 50 % des prix « commerciaux ». La seconde vient d'avoir lieu maintenant. Elle signifie le maintien des prix rationnés à leur niveau fixé en novembre 1946 (à l'exception d'une petite réduction de 12 % pour le pain, la farine et la bière, et une augmentation de 10 à 30 % environ pour les œufs, le beurre, le thé, les fruits, les légumes, etc.), et leur extension au marché libre, le rationnement étant aboli. Du point de vue des produits alimentaires, il semble que l'approvisionnement est maintenant suffisant, grâce à la récolte exceptionnelle de 1947, pour que la seule limite de consommation soit celle du pouvoir d'achat de la masse des salariés. Celui-ci reste grosso modo inchangé, la réforme monétaire ne touchant pas les salaires et traitements. (Il faut cependant ajouter que la plupart des familles soviétiques devaient épargner péniblement de l'argent pour pouvoir s'acheter de temps en temps un vêtement, un objet de ménage, etc., et que ces petites économies ont été pratiquement éliminées).

Mais il en va autrement de l'approvisionnement en moyens de consommation industriels. L'industrie légère soviétique n'est non seulement pas capable de satisfaire les besoins réels de la paysannerie, elle est même incapable, et de loin, de satisfaire ses besoins effectifs. L'abolition du rationnement de ces produits aurait entraîné une hausse vertigineuse des prix si elle n'avait pas été accompagnée en même temps d'une élimination radicale de ce qu'on appelle, par un triste euphémisme « le pouvoir d'achat excédentaire » (par rapport à l'approvisionnement possible). C'est cela la signification essentielle de la réforme monétaire.

La conséquence première des mesures économiques récentes est donc un changement des rapports entre la ville et la campagne. La masse des moyens de payement accumulés essentiellement par les paysans cossus, les « kolkhosiens millionnaires », a été diminuée radicalement. Mais elle n'a pas été éliminée. La diminution des prix des moyens de consommation industriels signifie en même temps une revalorisation des fortunes accumulées pendant la guerre, fortunes qui deviennent maintenant des fortunes réelles. La réduction du pouvoir d'achat des « millionnaires » n'est donc pas de 90 %, mais tout au plus de 60 ou de 50 %, compte tenu de la diminution des prix. En même temps — alors que la situation de la masse ouvrière ne s'améliore qu'à très minime, dans la mesure où l'approvisionnement en vivres est facilité, car cette masse ne dispose d'aucun « pouvoir d'achat excédentaire » — ce sont les bureaucrates et les couches supérieures des « stakhanovistes », dont les traitements très élevés, restés inchangés, récupèrent maintenant un pouvoir d'achat deux ou trois fois supplémentaire à celui qu'ils avaient auparavant, qui sont les véritables gagnants de l'opération. Combattre les tendances dissolvantes de l'économie planifiée avec ses propres mesures terroristes et aventurières ; affaiblir la tendance à l'accumulation primitive de la part de la paysannerie cossue ; renforcer les privilèges de la bureaucratie et de ce fait l'inégalité sociale, voilà la signification essentielle de ces mesures, qui confirment ainsi point par point les aspects essentiels de notre analyse de la nature de l'U. R. S. S.

LE PLAN MARSHALL

par PABLO

Cependant, il est nécessaire de mettre l'accent sur deux phénomènes d'apparence secondaire, qui ont été généralement ignorés par les observateurs, et qui jettent une lumière significative sur la situation véritable de l'économie soviétique. La réforme monétaire a été accompagnée d'événements qui ont brusquement précisé combien toute la vie soviétique est soumise à une tyrannie de l'argent insoupçonnée à l'étranger. Qui dit tyrannie de l'argent dit spéculation. Aussi n'est-il pas étonnant de lire dans la presse soviétique le récit de telle ville où les spéculateurs se ruèrent, dès les premiers jours de la réforme monétaire sur les magasins, y achetèrent toutes les bottines disponibles, puis les revendirent les jours suivants à un prix double ou triple aux paysans accourus. Makarov, ministre du Commerce de la R.S.F.S.R., accuse dans les « *Isvestia* » du 19 décembre des directeurs et des employés de magasins d'Etat d'avoir fait cause commune avec ces spéculateurs. D'autre part, les correspondants de nombreux journaux anglais et américains ont signalé qu'une pénurie complète de tous les produits, devenus tout à coup « libres », régna dans les grands centres, et que les ménagères durent faire la queue des heures durant pour acheter un pain de qualité d'ailleurs inférieure. Il s'agit là des effets combinés de la gabegie bureaucratique et du caractère aventurier de la mesure stalinienne. En réalité, il apparaîtra bientôt que même la réduction radicale du pouvoir d'achat paysan ne suffit pas à établir un nouvel équilibre entre l'offre et la demande des produits de consommation. De nouvelles réductions, frappant essentiellement les ouvriers, seront indispensables. Ainsi, à la veille même de la réforme monétaire, un décret du 25 novembre 1947 réduisait de 40 % le montant des allocations familiales aux familles nombreuses et aux mères non mariées (« *Isvestia* », 26 novembre 1947).

C'est ainsi que nous en arrivons à notre seconde considération. La lutte contre l'inflation, condition essentielle et préalable pour une véritable réalisation du plan quinquennal, a été liée dès le début par la bureaucratie à la lutte pour le rendement. Mais cette lutte a été menée par des moyens de force qui démontrent clairement combien peu de prise la propagande officielle a encore actuellement sur la classe ouvrière russe. La lutte pour le rendement — cela signifie pour la bureaucratie diminuer le salaire de base en dessous du minimum vital, pour obliger ainsi le travailleur, par la faim, à gagner des primes par un accroissement de sa production individuelle. Dans l'industrie, la révision des contrats collectifs, en mars 1947, a donné lieu à une dégoûtante comédie dans laquelle les ouvriers réclamaient (!) l'abolition d'un système de salaire « nivelleur ». Il en résulta une augmentation de 20 à 25 % de la norme de production, c'est-à-dire une puissante accentuation de l'exploitation de la main-d'œuvre. En agriculture, on assiste actuellement à un phénomène tout à fait analogue. La « *Pravda* » du 17 décembre 1947 s'étend longuement sur les effets du nouveau système de paiement en vigueur dans les kolkhoses — qui revient à l'introduction du travail aux pièces au lieu de la rémunération en journée-travail en vigueur auparavant. Les auteurs de cet article remarquable citent triomphalement qu'ainsi on vient de supprimer le « nivellement des salaires par le bas » et, par l'exemple qu'ils donnent, indiquent que cela revient à retirer à une équipe jusqu'à 25 % du salaire minimum sous prétexte qu'elle n'a pas rempli la norme ! Ils ajoutent, comme de bien entendu, que ce nouveau système complique à l'extrême le calcul du salaire de chaque « équipe » de paysans, et exige des « cadres » de comptables plus nombreux et plus expérimentés. Autrement dit, non seulement l'inégalité à l'intérieur du kolkhoze se trouve fortement accentuée, mais une nouvelle bureaucratie non productrice s'y développe toujours plus, bureaucratie dont cependant les organes staliniens dirigeants ont dû accuser eux-mêmes les méfaits il y a quelques mois.

Ces faits révèlent avec une vigueur nouvelle l'impasse dans laquelle la gestion bureaucratique conduit l'économie planifiée. Au lieu d'une augmentation progressive du niveau de vie et de la culture de masse, c'est de plus en plus la terreur et la faim qui constituent les armes essentielles du régime pour amener les masses ouvrières et paysannes à augmenter leurs efforts productifs. Mais contre la faim, les réflexes normaux et inévitables de tout ouvrier sont la spéculation, le « marché » et la « production » parallèle, l'absentéisme, la diminution de tout effort physique. De ce fait, les « solutions » staliniennes ne font que faire tourner le régime dans un cercle vicieux. Il n'est donc pas étonnant qu'on retrouve ces phénomènes, actuellement en U.R.S.S., sur une échelle plus large que jamais auparavant.

Il y a tout d'abord eu une idée Marshall, avant qu'il y ait eu réellement un « plan » Marshall. Ce dernier ne prit forme qu'au fur et à mesure que les événements obligèrent Washington à se dégager de ses tâtonnements empiriques pour définir, au lendemain de cette guerre, une politique étrangère à la hauteur du rôle de première puissance du monde capitaliste conféré aux Etats-Unis par le conflit impérialiste, et des conditions actuelles du monde capitaliste, une stratégie plus cohérente et plus conforme aux intérêts non seulement immédiats mais aussi à longue échéance de l'impérialisme yankee.

L'évolution de la politique américaine entre 1946 et 1948, de Byrnes au « plan Marshall », en passant par la « doctrine Truman », telle qu'elle a été formulée dans le discours du 12 mars 1947 et appliquée en Grèce et en Turquie, marque son ascension de l'empirisme et de la réaction instinctive à une doctrine politique et militaire reflétant une prise de conscience plus claire et plus sérieuse des données de la réalité internationale par les dirigeants actuels de la classe capitaliste américaine, et de la façon de faire face à cette réalité. La conception du « plan Marshall » telle qu'elle se dégage actuellement, à la veille de sa discussion par le Congrès américain, est basée sur des considérations économiques, politiques et militaires et vise deux buts :

a) Endiguer dans l'immédiat une nouvelle poussée soviétique en soutenant l'édifice capitaliste de l'Europe occidentale, prêt à s'écrouler.

b) Donner à ce soutien un contenu tel qu'il puisse en même temps assurer ce que Truman appelle, dans sa déclaration du 14 janvier 1948, « la prospérité à longue échéance » de l'économie américaine. C'est-à-dire, recons-

truire le capitalisme européen délabré sous le contrôle américain qui empêchera un développement autonome des forces productives en Europe capable de concurrencer l'économie américaine, mais qui, au contraire, assurera à celle-ci le maximum de débouchés possibles, permettant de maintenir le niveau actuel de production aux Etats-Unis, d'ajourner l'éclatement de la crise économique et de restreindre l'ampleur de celle-ci, le cas échéant.

Ces buts économiques du « plan Marshall » s'entrelacent avec les visées politiques et militaires proprement dites du plan. Sa réussite comporterait, dans l'immédiat, avec la consolidation de la situation économique de l'Europe occidentale la stabilisation politique des régimes à la solde de l'impérialisme américain, capables de le seconder efficacement dans une perspective plus lointaine au cas d'un conflit avec l'U.R.S.S.

D'autre part, du point de vue proprement militaire, le plan Marshall correspond à l'évolution de la stratégie américaine qui s'oriente de plus en plus vers l'utilisation de sa supériorité en armes atomiques, employées par ses forces navales et aériennes qui opèrent à partir de bases situées en dehors du continent européen et visent à porter immédiatement l'attaque au cœur même de l'U.R.S.S., aux centres vitaux de sa puissance économique et industrielle. De ce point de vue, le « plan Marshall » se cristallise réellement en définitive comme un dépassement de la « doctrine Truman », du moins sous sa forme primitive du discours du 12 mars 1947, et de son application en Grèce et en Turquie, vers une conception de politique plus large et plus concrète. Nous examinerons dans cette étude l'historique de l'élaboration du plan Marshall, de ses données concrètes, ainsi que des répercussions possibles sur les perspectives du capitalisme européen.

De l'« idée Marshall » au rapport des Seize

Avant d'avoir pris forme dans le discours de juin 1947, l'« idée » Marshall a préoccupé les conseillers les plus avertis des *big businessmen* américains, inquiets de l'avenir immédiat du capitalisme européen et des répercussions ca-

tastrophiques que son écroulement aurait à plus longue échéance sur le capitalisme américain lui-même.

En plus des avertissements de Walter Lippmann, nous trouvons, en juin 1947, à la veille du discours de Har-

vard, dans *Fortune*, périodique destiné, ainsi que l'indiquent ses éditoriaux, aux « boards of directors of American Business », un appel à ces messieurs, les invitant à réfléchir sur les avantages immédiats et à longue échéance que comporterait un « investissement de 100 milliards de dollars » échelonné sur 50 ans à l'étranger, et plus particulièrement en Europe. *Fortune* s'empresse de souligner que cette somme, relativement minime par rapport aux 341 milliards de dollars que trois années et demie de guerre ont coûtés aux Etats-Unis, serait mise à la disposition des pays étrangers non pas naturellement pour des raisons d'« altruisme, mais pour des raisons de politique mondiale et de profit ». Il s'agirait de procéder, sous la direction et le contrôle américains, à « la reconstruction du monde à travers une conception de paix de businessmen » capable d'assurer une longue prospérité à l'économie américaine et d'endiguer la poussée soviétique. *Fortune* précisait ainsi son programme : « Réduire les prix (aux Etats-Unis), encourager les prêts, augmenter les importations, envoyer des missions de techniciens américains dans les pays étrangers « afin d'appliquer » la théorie de paix avec profit de businessmen, à travers l'abondance. »

A Harvard, Marshall parla dans un sens analogue. Son discours « historique » contenait les idées suivantes :

a) La reconstruction de l'Europe exigeait plus de temps et d'efforts qu'on le pensait initialement.

b) Les destructions visibles étaient moins importantes que la dislocation organique de l'appareil productif de l'Europe.

c) L'aide américaine était absolument indispensable à la reconstruction européenne.

d) Il ne s'agissait cependant plus de traiter avec chaque nation européenne séparément, mais il fallait partir de l'Europe, ou d'une partie de l'Europe en tant qu'entité économique.

En ce sens, il faisait appel à la collaboration européenne pour bénéficier de l'aide américaine.

En réalité, l'aide américaine, spécialement à l'Europe, n'a pas cessé depuis le début du conflit impérialiste, s'étant poursuivie tout d'abord sous la forme du « prêt-bail » de guerre et ensuite sous la forme des livraisons de l'U.N.R. R.A., de prêts, etc. L'ensemble de cette aide, selon un récent rapport (1), se

monte à 5.908 millions de dollars pour l'année 1945, 5.354 millions pour l'année 1946, 6.768 millions pour l'année 1947. En outre, les Etats-Unis ont investi 3.386 millions de dollars dans la *Banque Internationale* et dans le *Fonds monétaire international*, qui, pratiquement, constituent aussi une autre forme d'« aide » aux pays étrangers.

De cette aide la plus grande partie, plus de 11 milliards de dollars, a été accordée, entre 1945 et 1947, aux pays européens. C'est grâce à cette aide que ces pays ont pu assurer, tant bien que mal, le ravitaillement de leurs populations, ainsi que l'approvisionnement en matières premières et en moyens de production de leurs industries.

Mais cette aide a été jusqu'ici livrée sporadiquement et sans coordination, tandis que Marshall a suggéré, dans son discours de Harvard, de lui substituer une aide « planifiée » visant à renflouer l'économie européenne et la rendre, dans un proche avenir, capable de subvenir par elle-même à ses propres besoins.

Quoique vague, la proposition Marshall, qui renfermait la promesse d'une nouvelle injection de dollars dans les veines desséchées de l'économie européenne, a provoqué un enthousiasme délirant de Rome à Londres ; Italiens, Français et Anglais, à cette époque, étant pris tous les trois à la gorge par la « crise de dollars ». Bevin s'empressa de saisir la planche de salut tendue par la « généreuse » Amérique et, après une première consultation avec les Français, organisa la « Conférence à Trois », qui eut lieu à Paris à la fin de juin 1947, avec la participation de Molotov, représentant l'Union soviétique. L'entente n'ayant pu se réaliser entre les trois, en ce qui concerne la façon d'envisager et d'utiliser l'« offre Marshall », pour des raisons que nous examinerons à part, Anglais et Français décidèrent le principe d'une conférence européenne incluant tous les pays européens qui accepteraient de participer à la « reconstruction européenne » sous l'égide américaine.

En août 1947 se tint la conférence des seize nations européennes qui représentaient la totalité des pays européens, à l'exception du « glacis » soviétique. Ainsi prenait forme le « bloc occidental », cette fois sous l'égide américaine, les nécessités économiques ayant obligé aussi bien l'impérialisme britannique que l'impérialisme français à enterrer leur politique initiale qui avait esquissé au lendemain de la guerre la tentative de la création d'un tel bloc, faisant face à la fois à la poussée so-

viétique et à l'expansionnisme américain. Sur le plan politique, l'« idée » Marshall achevait déjà une première victoire contre l'U.R.S.S. provoquant d'emblée un regroupement du monde capitaliste derrière le char en or de Washington.

Le rapport des Seize

Les Seize étaient arrivés tout d'abord, vers la fin d'août 1947, à la conclusion que l'aide américaine pour la période de quatre ans (1948-1951) devait se chiffrer à 29 milliards de dollars.

Ce chiffre a été immédiatement considéré comme excessif par Washington qui conseilla, par la bouche du secrétaire d'Etat R. Lovett de rester « raisonnable et réaliste » et envoya à Paris G. Kennan et Ch. Bonsteel, afin de modérer le tableau de faillite de l'économie européenne dressé par les experts des Seize, et de réduire les dimensions de l'aide demandée. On apprenait que les deux envoyés américains, assistés des ambassadeurs Douglas et Caffery, étaient peu satisfaits du premier projet de rapport préparé par les Seize et qu'ils avaient formulé à son égard deux critiques principales :

a) Le rapport devait indiquer clairement que les nations européennes, bénéficiaires de l'aide américaine, s'engageaient à subvenir, à partir de 1952, par elles-mêmes à leurs besoins, sans crédits de dollars supplémentaires.

b) Le rapport ne devait pas être une simple liste des besoins à satisfaire avec les dollars américains, mais refléter plutôt un effort réel de coopération économique effective des seize nations.

Ces critiques furent reprises d'une façon plus nette par le nouvel envoyé américain Clayton qui arriva à Paris au début de septembre 1947, afin de réviser une deuxième fois le rapport des seize, avant que celui-ci soit envoyé à Washington. Les Seize ayant déjà admis de réduire les 29 milliards de dollars initialement prévus à 21 milliards, Clayton formula six points de critique dont les principaux concernaient la politique intérieure des Seize et leur coopération, Clayton, à son tour, insista en effet pour que les nations bénéficiaires de l'aide américaine stabilisassent préalablement leurs monnaies et coopèrent plus étroitement entre elles.

En réalité, ces critiques éclairaient déjà un aspect du sens de l'aide américaine. Les businessmen d'outre-Atlantique entendent investir leurs fonds en Europe, sur un terrain fertile, propice aux affaires et au commerce américain,

L'essentiel des travaux de la Conférence des Seize en ce qui concerne l'aspect économique que l'aide américaine devait prendre en considération a été donné par les rapports de ses commissions techniques, rapports que nous allons examiner rapidement.

grâce à la prise préalable d'une série de mesures : a) déflationnistes, enrayant l'inflation, et b) antiprotectionnistes, abaissant les barrières douanières et faisant de toute l'Europe occidentale un espace relativement libre à la circulation des marchandises américaines. A la lumière de ces considérations, on comprend toute la série des mesures prises par les gouvernements capitalistes de l'Europe, et principalement par l'Italie, la France et l'Angleterre, en vue de préparer le terrain pour l'adoption du plan Marshall par le congrès et pour son application : accords douaniers de Genève, politique déflationniste de de Gasperi et de Schuman, dévaluation de la lire et du franc. Tout cela était déjà impliqué dans le rapport final de la Conférence des Seize.

Ce rapport, publié définitivement dans la dernière semaine de septembre 1947, contient une série de données essentielles concernant le déséquilibre économique actuel du monde capitaliste européen et les moyens envisagés pour le surmonter. Il se divise en sept chapitres traitant successivement des questions suivantes :

a) Introduction historique et situation actuelle de l'économie européenne ;

b) Le programme de la reconstruction économique européenne ;

c) L'effort de production à accomplir ;

d) L'analyse de la situation financière des pays européens et les moyens à employer pour arriver à la stabilisation monétaire ;

e) La coopération économique entre les pays bénéficiaires de l'aide américaine ;

f) Le programme des importations nécessaires durant la période du plan 1948-1951 ;

g) Le problème des paiements, pour arriver, dès 1952, à une balance de comptes favorable, dispensant l'Europe du recours à de nouveaux crédits américains.

Il est naturellement difficile de procéder à l'analyse critique de l'ensemble de ce rapport. Nous nous contenterons de l'examen de ses points essentiels.

(1) « The Impact of Foreign Aid Upon the Domestic Economy » du Council of Economic Advisers.

L'introduction historique du rapport dégage les causes du déséquilibre économique actuel et de la nécessité impérieuse de l'aide américaine. Il s'agit là d'un point capital dont la compréhension aidera à dégager des perspectives plus claires en ce qui concerne le plan Marshall.

A la base de la crise actuelle du capitalisme européen se trouve l'effondrement de l'équilibre économique qui existait avant la guerre. Avant la guerre, l'Europe et les principaux pays qui la constituent (Angleterre, Allemagne, France, Italie, Belgique, Hollande) avaient une *balance commerciale* déficitaire, mais une *balance de paiements* favorable, le déficit commercial étant couvert par les revenus des capitaux à l'étranger et des différents services (frets, commissions, etc.). Leur « prospérité », comme dit le rapport, dépendait du maintien des conditions suivantes :

a) Un commerce important avec les pays d'outre-mer ;

b) Des revenus provenant du bénéfice de leur marine marchande, et de leurs placements à l'étranger ;

c) Des échanges de charbon et de produits sidérurgiques et chimiques divers entre les pays entre eux et avec l'Allemagne ;

d) La possibilité de s'approvisionner en machines, en aliments pour les animaux, et en engrais, nécessaires pour maintenir à un niveau élevé une production agricole spécialisée et intensive, tributaire des exportations vers les autres pays du plan et vers l'Allemagne.

Les effets de la guerre ont bouleversé ces conditions. Le rapport les énumère : destructions matérielles de l'appareil productif résultant de la guerre, des transports, des habitations ; réduction de la fertilité du sol et d'autres ressources naturelles (charbon) ; liquidation des investissements à l'étranger ; dislocation des routes normales du commerce international, disparition du commerce mondial de l'Allemagne, bouleversement économique de vastes régions d'Asie, ascension des Etats-Unis au rôle de source principale d'approvisionnement agricole et industriel des autres pays.

Tout ceci a conduit à un déséquilibre fondamental : mouvement presque à sens unique de biens et de services des Etats-Unis vers l'Europe, accumulation de créances aux Etats-Unis.

Le rapport fait état des efforts développés depuis la liquidation de la guerre pour surmonter cette situation. Cependant, malgré les progrès enregistrés dans le relèvement de la production et

la coopération économique mondiale, et malgré les quelques 7.746 millions de dollars accordés par l'Amérique depuis 1945 jusqu'en août 1947 aux seize pays participants, « il devint évident au printemps de 1947 que l'on allait manquer de dollars, et que l'ensemble du rétablissement de l'Europe risquait de s'en trouver compromis ».

Sur quelles considérations le rapport se base-t-il pour envisager la possibilité de surmonter cette situation ? Grâce à un effort de production, basé sur le renouvellement et la modernisation de l'appareil productif des pays participants, secondé par les importations américaines en produits agricoles et industriels. *Pour que l'Europe occidentale retrouve le niveau économique de 1938, elle doit faire, à partir de son niveau actuel, un effort productif semblable à celui réalisé par les Etats-Unis dans les années de mobilisation 1940-1944, qui ont augmenté la production de charbon de 34 %, de l'acier de 31 %, de l'énergie électrique de 61 %. Les chiffres respectifs prévus par le rapport pour l'Europe occidentale sont : 33 %, 60 %, 44 %.*

Les ambitions du rapport ne vont pas en effet plus loin qu'une simple restauration du niveau économique de 1938, si l'on tient compte que les légères augmentations envisagées pour le charbon, l'acier et même la force électrique seront compensées, d'une part, par les nécessités du renouvellement de l'appareil productif européen détruit, usé ou démodé, et, d'autre part, par l'augmentation prévue de 11 % par rapport à 1938 de la population de l'Europe occidentale en 1951. La production agricole, sauf en ce qui concerne le sucre et les pommes de terre en légère augmentation, ne dépassera pas même en 1951 le niveau de 1938, malgré l'augmentation de la population.

Même prévision en ce qui concerne la flotte marchande.

En ce qui concerne les augmentations prévues de charbon, d'acier et d'énergie électrique, qui doivent dépasser le niveau de 1938 (1), les calculs sont faits sur la base du rééquipement et de la modernisation de l'appareil productif de l'Angleterre, de la France, de la Belgique et de l'Italie, le rapport considérant comme acquis que la production allemande, malgré les importants progrès

(1) 32 millions de tonnes de plus de charbon par rapport à 1938, soit 5,7 0/0. 9,6 millions de tonnes de plus d'acier par rapport à 1938, soit 20 0/0. 2/3 d'augmentation de la capacité de production par rapport à celle de 1938.

prévus d'ici la fin de 1951, restera sensiblement inférieure à son niveau d'avant guerre.

Ainsi, la production de charbon en Angleterre est prévue comme passant de 231 millions de tonnes en 1938 à 249 millions de tonnes en 1951, et en France de 48 à 63 millions. Les chiffres respectifs pour l'acier sont : en Angleterre, de 10,6 à 15 millions de tonnes ; en France, de 6,2 à 12,7.

Le programme de production doit se réaliser selon le rapport grâce aux ressources propres des pays participants, et par des importations massives d'outre-mer.

Le volume des importations envisagées par le rapport reste celui d'une

année normale d'avant guerre, avec cette différence essentielle : *Les importations américaines payables en dollars passent de 40 % dans l'avant-guerre aux deux tiers.* On arrive ainsi au point le plus crucial du rapport et du « plan Marshall », celui des paiements, c'est-à-dire de la restauration « par d'autres moyens » de l'équilibre économique d'avant guerre, ce qui dispenserait l'Europe de recourir après 1951 à de nouveaux crédits en dollars. Le rapport assume que, dans le cas d'un ensemble de conditions extérieures favorables, le déficit actuel des transactions avec le continent américain, principalement avec les Etats-Unis, peut évoluer de la façon suivante :

	(Millions de dollars)				
	1948	1949	1950	1951	Total
Etats-Unis	5,64	4,27	3,28	2,62	15,81
Reste du continent américain	1,94	1,82	1,30	0,91	5,97
Déficit de territoires dépendants	7,58	6,09	4,58	3,53	21,78
Total	0,46	0,26	0,07	0,13	0,66
Moins capital possible par la Banque internationale	8,04	6,35	4,65	3,40	22,44
Total	0,92	1,89	0,72	0,60	3,13
Total	7,12	5,46	3,93	2,80	19,31

On arrive ainsi en 1951 à un déficit de 2.800 millions de dollars contre 1.750 en 1938. Cependant, même dans ce cas le plus favorable, il faudrait que soient remplies les conditions suivantes :

a) Abaissement des prix aux Etats-Unis ; b) restriction aux importations actuelles des Etats-Unis ; c) augmentation de la production européenne suivant le rythme et les pourcentages prévus ; d) importations d'autres parties du monde, spécialement de l'Europe orientale et de l'Asie ; e) exportation accrue vers les Etats-Unis et le continent américain en général, suivant le tableau suivant :

	(Millions de tonnes)	
	Etats-Unis	Reste du continent américain
1948	0,85	1,31
1949	1,11	1,72
1950	1,23	2,14
1951	1,48	2,46

Or les Etats-Unis importent actuellement de l'Europe la moitié environ de ce qu'ils importaient avant la guerre, et il n'y a aucune raison de croire qu'ils vont considérablement augmenter ces importations dans l'avenir.

L'évolution de l'économie américaine se fait de plus en plus dans un sens qui, non seulement se passe des importations européennes, mais qui en fait le concurrent le plus redoutable de la production européenne sur tous les autres marchés disponibles. Par exemple, comme le remarquait justement l'*Economist* de Londres, aucun des principaux produits de l'industrie anglaise ne peut sérieusement intéresser la demande américaine.

D'autre part, en ce qui concerne le marché de l'Amérique latine, pour lequel le rapport des Seize prévoit un accroissement constant des exportations européennes, il ne faut pas oublier que les Etats-Unis ont extraordinairement renforcé leurs propres positions durant et après la guerre dans cette région, et que l'approche de la crise aux Etats-Unis rendra encore plus aiguë la nécessité de sauvegarder et d'étendre leur expansion sur ce marché. Ainsi, en réalité, les prévisions optimistes du rapport des Seize, en ce qui concerne le rétablissement de l'équilibre économique entre l'Europe occidentale et le continent américain vers 1951, reposent sur le calcul illusoire que les Etats-Unis accepteraient de lui céder une partie de leur propre marché inté-

rieur et du marché latino-américain (sans parler du reste du marché mondial), et ne tiennent aucunement compte non seulement du fait qu'une telle éventualité est peu probable, même dans le cas d'une évolution normale de l'économie américaine, et devient absolument impossible si l'on part de la perspective de la crise inévitable aux Etats-Unis qui poussera ceux-ci à un expansionnisme encore plus brutal sur l'ensemble du marché mondial.

Nous avons délibérément laissé de côté une série d'autres facteurs qui entrent dans le rapport des Seize, mais qui ne sont pas moins aléatoires. Voici les principaux d'entre eux :

a) Le Rapport mise sur une aide américaine de 22 milliards de dollars (après avoir indiqué le chiffre de 29 milliards) et on sait qu'il n'est plus question, même dans le cas le plus favorable, de voir le congrès consentir plus de 17 milliards, soit une réduction de 22 % environ. Dans ces conditions, comment pourront se réaliser les prévisions du rapport en ce qui concerne les niveaux de production et la stabilisation monétaire ?

b) Le rapport mise sur l'abaissement des prix et, en tout cas, sur leur stabilisation aux Etats-Unis, et sur une stabilisation monétaire rapide dans les pays bénéficiant du plan. Ni l'un ni l'autre ne sont choses sûres, au moins dans les délais nécessaires à la réussite du plan. Au contraire, l'année 1948 commence aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe avec une nouvelle poussée inflationniste.

c) Le rapport fait naturellement abstraction de la lutte des classes et suppose un climat de « paix sociale » qui lie les ouvriers aux conditions de production favorables pour les capitalistes. (Pas de grèves, blocage des salaires,

restrictions alimentaires, augmentation des heures de travail.) Il suffit de mentionner les luttes ouvrières qui ont éclaté en France et en Italie à partir du milieu de 1947 et de dresser leur bilan sur le terrain économique pour mesurer tout le caractère précaire de ces calculs.

d) Le rapport n'envisage pas avant la fin de 1951 l'éclatement de la crise économique aux Etats-Unis qui, naturellement, bouleversera la situation économique et politique mondiale.

Encore une remarque supplémentaire : le rapport ne donne aucune indication concrète sur la question capitale, à savoir comment, dans le cas hypothétique d'une augmentation de la production selon ses prévisions, assurerait-on les marchés extérieurs nécessaires pour les surplus de cette production, vu la concurrence des Etats-Unis et le bouleversement (admis du reste par le rapport) des voies naturelles du commerce mondial d'avant guerre avec les pays de l'Europe orientale, de l'Amérique latine et de l'Asie. Avant même l'application du plan Marshall et avant que la production ait atteint les niveaux prévus par le rapport, les exportations de la plupart des pays participants montrent une tendance déclinante du fait de la saturation des marchés disponibles et de l'impossibilité d'en trouver d'autres (2).

Tout le problème est là : il y aurait, malgré tous les obstacles naturels, une perspective de redressement de l'économie européenne s'il y avait une perspective de nouveaux marchés. Mais la guerre a conduit à un changement de structure du monde capitaliste, dominé par la puissance des Etats-Unis, dont le développement détermine l'élimination des autres puissances capitalistes du marché mondial, et leur limitation extrême à la portion congrue.

Le point de vue de Washington

Le rapport des Seize, tout en étant contrôlé par les experts de Washington, exprime le point de vue des capitalistes européens sur la façon d'utiliser les fonds américains pour arriver à restaurer l'économie de l'Europe occidentale, au moins dans ses dimensions et ses possibilités de 1938. Il apparaît, d'autre part, clairement de ce Rapport que les capitalistes britanniques et, dans une moindre mesure, les capitalistes français comptent prendre la tête de cette réorganisation de l'Europe occidentale, en se taillant la part du lion dans les fonds américains, et en infé-

riorisant le plus possible le développement des autres pays européens, spécialement de l'Allemagne.

Les événements qui ont eu lieu depuis la publication du rapport démontrent que Washington envisage cette question d'un autre point de vue. Pour l'Amérique il ne s'agit pas d'une re-

(2) Par exemple, les exportations françaises stagnent depuis le milieu de 1946 et leur partie destinée aux pays à « devises fortes », principalement les Etats Unis, a même fortement décliné. Mêmes constatations pour les exportations italiennes, belges, hollandaises.

construction désintéressée de l'économie européenne ; il s'agit de relever le capitalisme occidental européen dans la mesure où ce relèvement reste inoffensif pour l'économie américaine, et lui garantit de nouveaux débouchés ainsi que tous les avantages politiques et militaires jugés par Wall Street indispensables à sa politique mondiale. De ce point de vue, Washington se prépare à accorder une aide qui est : a) limitée, pour ne pas risquer de renflouer sérieusement l'économie euro-

péenne ; b) dirigée et contrôlée, pour ne pas provoquer un développement autonome des forces productives européennes capable de concurrencer sa propre économie ; c) favorisant l'Allemagne plutôt que l'Angleterre et la France, afin de tenir plus fermement dans ses mains le contrôle de l'ensemble de l'économie de l'Europe occidentale.

Analysons brièvement ces considérations.

Aide limitée

On sait que l'administration américaine a déjà admis le point de vue du leader républicain Vandenberg de réduire la somme de 22 milliards de dollars qui figure dans le rapport des Seize à 17 milliards. Sur la base de ce chiffre, Truman a demandé au Congrès d'accorder pour les quinze premiers mois de la mise en vigueur du plan Marshall la somme de 6.800 millions de dollars. Mais même cette somme réduite n'est pas encore certaine. Il y a, en effet, dans une fraction du Congrès, une forte tendance à ramener cette aide à 4 millions de dollars pour les douze

premiers mois de l'application du plan, c'est-à-dire à moitié environ du déficit en dollars prévu par le rapport des Seize pour l'année 1948.

D'autre part, le sénateur Taft s'est prononcé pour une réduction à 3 milliards de dollars. Même si le Congrès vote la somme optima demandée par Truman, celle-ci reste considérablement inférieure à celle prévue dans le rapport des Seize et sur laquelle est basée, en définitive, la possibilité (selon le rapport) d'atteindre à la fin de 1951 le niveau économique de 1938.

Aide dirigée et contrôlée

Washington entend faire de l'économie de l'Europe occidentale non pas une économie autonome qui se développe en fonction de ses propres intérêts, et par conséquent en concurrence à l'économie américaine, mais une économie complémentaire de celle-ci.

Pour parvenir à ce résultat, les dirigeants américains prévoient une série de conditions qui doivent être remplies en échange de l'aide américaine, et dont certaines sont apparues déjà clairement lors des récents accords conclus avec la France et l'Italie à l'occasion de l'octroi de crédits « intérimaires » rendus nécessaires pour faire face à la crise économique dans ces pays jusqu'à l'application du plan Marshall. Washington aura droit tout d'abord à un regard direct sur l'utilisation de l'aide accordée, et pourra suspendre à toute nation qui ne se conforme pas à ses directives.

Ainsi, la fameuse section 5 de la loi américaine sur l'aide « intérimaire » accordée à la France, à la suite du pacte franco-américain signé par Bidault et J. Caffery, le 2 janvier 1948 stipule :

SECTION 5. (Paragraphe A). — Les gouvernements bénéficiaires de l'aide

américaine s'engageront à faire un emploi efficace de tout produit fourni...

(Paragraphe C). — Les gouvernements bénéficiaires s'engageront à donner une publicité complète et permanente par tous les moyens possibles (y compris la presse et la radiodiffusion gouvernementales) afin de faire connaître aux consommateurs l'affectation, la source, la nature et la quantité des produits fournis.

(Paragraphe D). — Les gouvernements bénéficiaires s'engageront à remettre au gouvernement américain tous renseignements relatifs à la méthode de distribution et à l'utilisation des produits.

SECTION 6. — LE PRESIDENT DES ETATS - UNIS METTRA RAPIDEMENT FIN A L'OCTROI D'AIDE A TOUT PAYS CHAQUE FOIS QU'IL SE RENDRA COMPTE QUE CE PAYS NE RESPECTE PAS LES TERMES DE L'ACCORD QU'IL A CONCLU CONFORMEMENT A LA SECTION 5 DE CETTE LOI.

D'autre part, Washington désigne les marchandises avec les quantités qui doivent être obligatoirement achetées aux Etats-Unis, ainsi que les marchandises dont la production ne doit pas être entreprise par les pays bénéficiaires.

Le cas de l'Allemagne

Dans le cas de l'Allemagne occidentale, où la pénétration économique américaine, exploitant la faiblesse extrême de la bourgeoisie indigène et les difficultés de l'impérialisme britannique, a pris une ampleur plus grande qu'auparavant, les mesures prises pour relever le niveau de la production allemande et pour remettre en marche son économie vont de pair avec un ensemble de dispositions draconiennes qui ont pour but de diriger et de contrôler le relèvement économique de l'Allemagne, selon les stricts intérêts des big businessmen américains.

Alors qu'avant la guerre l'Allemagne exportait surtout des produits finis, elle exporte maintenant des matières premières : celles-ci constituent 99 % des exportations en provenance de la zone anglaise (dont 81 % pour le charbon, le bois venant en second lieu). En revanche, alors qu'elle importait surtout des matières premières (67 % du total en 1932), ces importations ne s'élèvent qu'à 17 % en 1946.

Les Anglo-Américains ont adopté une série de mesures qui visent à paralyser toutes les branches de l'industrie allemande capables de concurrencer leur propre production. Plus particulière-

La contre-partie politique de l'« aide »

Les conditions politiques qui accompagnent l'octroi des fonds du « plan Marshall » ne sont ni moins rigides ni moins brutales.

L'éviction des staliniens des postes gouvernementaux de tous les pays bénéficiaires de l'« aide » est une préparation à la formation d'un bloc politique et militaire des Seize sous la direction américaine. Celui-ci comporterait dans sa réalisation une série de mesures telles que celles déjà énoncées par exemple par Forrestal, ministre de la Défense américaine, qui « espère » que son ministère « serait chargé de coordonner les forces armées des seize pays bénéficiaires du plan Marshall » (déclaration du 15 janvier 1948), et qui n'a pas hésité à ajouter qu'il avait « la

Les réactions de la bourgeoisie occidentale européenne

On comprend que, dans ces conditions, la bourgeoisie des pays bénéficiaires et, en premier lieu, les bourgeoisies anglaise et française tentent de réagir et considèrent que maintenant le « problème essentiel » consiste « à enlever au prêteur toutes occasions d'ingérence dans les affaires nationales » (éditorial du journal *Le Monde*, 17 janvier 1948).

ment les industries électriques, chimiques et celle des matières colorantes, pour lesquelles le cours actuel du mark par rapport au dollar, arbitrairement déterminé pour chaque produit par les autorités occupantes, interdit toute concurrence possible aux firmes américaines.

La différence entre cette politique, inhérente à toute la conception du « plan Marshall » et le plan Dawes qui, après la première guerre, a permis, grâce aux crédits américains, un relèvement autonome de l'Allemagne forme un contraste frappant.

Un autre exemple de vassalisation économique de l'Europe occidentale inhérente au « plan Marshall » est déjà donné par les suggestions que l'administration et les experts américains ont adressées aux Seize en ce qui concerne la reconstruction de la flotte marchande européenne d'ici la fin de 1951. Washington trouve l'objectif qui figure dans le rapport des Seize trop « ambitieux » et conseille (il imposera lors de l'application du plan Marshall) de recourir, soit à l'achat des *liberty ship* construits durant la guerre, soit au frêt des navires américains.

certitude que le général Marshall envisage de demander aux nations européennes l'attribution de bases militaires pour les forces américaines en contrepartie de l'« aide économique ».

Il est vrai que la brutalité de cette seconde déclaration a provoqué un démenti de Marshall, soucieux de ne pas choquer la « souveraineté psychologique (sic) des nations européennes. Cela n'empêchera pas le secrétaire d'Etat de reprendre l'affaire par la voie de la diplomatie secrète classique, à laquelle Walter Lippman, avec insistance, conseille de revenir pour amoindrir les chocs « psychologiques » que provoquent si souvent, depuis un an, les « culottes de peau », les « hommes politiques » et les « diplomates » de l'Amérique de Truman.

C'est dans le cadre de telles préoccupations qu'entrent par exemple le projet d'une nouvelle conférence des Seize avant l'application du plan Marshall et surtout le projet de la création d'une organisation permanente de coopération économique européenne si possible à direction anglo-française.

Il est, au contraire, beaucoup plus probable qu'un directoire américain cen-

traliserait et contrôlerait directement toute l'application du plan Marshall. Et cela même dans le cas où, pour la forme, afin de ne pas trop choquer la souveraineté « psychologique » on interpose un organisme à direction européenne. Les controverses qui ont lieu actuellement au Congrès américain autour de l'administration et de l'application du Plan démontrent clairement que, cette fois-ci, l'Amérique, à l'encontre de ce qui s'est passé pour les crédits octroyés au lendemain de la première guerre, entend exercer un strict contrôle sur leur emploi.

C'est le résultat d'une évolution fondamentale dans la structure du monde capitaliste, qui a bouleversé de fond en comble son ancien équilibre relatif. Les Etats-Unis ont besoin de tout le marché mondial et tout relèvement réel d'une autre puissance capitaliste précipiterait leur propre crise.

D'autre part, pour les mêmes raisons, c'est-à-dire à cause du développement hypertrophique du capitalisme américain et du rétrécissement consécutif des marchés disponibles aux autres puissances capitalistes, le projet d'une

La bureaucratie soviétique et le plan Marshall

La bureaucratie soviétique se dresse contre le plan Marshall, en raison des implications économiques, politiques et militaires de celui-ci, qui vont à l'encontre de sa propre politique mondiale, de ses intérêts dans le « glacis », de la sécurité propre de l'U.R.S.S. Elle veut empêcher la réussite de ce plan par deux moyens : a) en ordonnant aux partis staliniens des pays capitalistes européens du plan de favoriser une agitation sociale et les luttes revendicatives des masses. Nous avons vu l'application de cette tactique lors des récentes grandes luttes en France et en Italie, et nous assistons actuellement au même développement en Allemagne ; b) en accélérant, par la conclusion de traités et l'élaboration de « plans », l'incorporation économique des différents pays soumis à son influence en Europe dans un circuit aussi fermé que possible à l'influence occidentale et centré sur l'U.R.S.S.

Les staliniens, particulièrement les staliniens français, présentent le « plan Marshall » essentiellement comme un plan « militaire » dirigé « contre l'U.R.S.S. » et concluent qu'en ce qui concerne le rôle assigné par les Etats-Unis à l'Allemagne, il s'agit de faire de celle-ci « un arsenal et une caserne », ses usines ayant « un rôle d'usines de guerre », et les Etats-Unis se préparant à utiliser l'Allemagne toute en-

coopération permanente économique des pays capitalistes européens échouera à cause de leurs antagonismes réciproques, et la lutte plus aiguë que jamais menée par chacun d'eux pour assurer, dans le cadre du plan Marshall, avant tout son relèvement le plus large possible. Ceci s'aperçoit clairement à propos du violent antagonisme qui a éclaté entre Londres et Paris sur la question de la dévaluation du franc.

De toute façon, la situation de la bourgeoisie de l'Europe occidentale est telle que, malgré tous les risques que courent les derniers vestiges de son indépendance et malgré toutes les tentatives possibles pour ne pas les abandonner complètement, elle ne pourra pas se passer de l'aide américaine et des conditions imposées par Washington. C'est ce qu'ont déjà compris les « ministres clairvoyants » à la Cripps, Mayer, Bidault, Gasperi, etc., qui, ayant « tiré la leçon de l'évolution économique issue de la guerre » (*Le Monde*, 17 janvier 1948), se conforment de plus en plus servilement aux exigences yan-kee

tière comme « une base d'opérations contre l'Europe de l'Est » (3). C'est faux. L'évolution de la stratégie américaine, basée sur les armements atomiques et sur la puissance navale et aérienne, n'a aucun intérêt à faire de l'Allemagne un arsenal à la portée immédiate de l'Armée rouge, qui peut, en cas de guerre, l'occuper et l'utiliser dans l'espace de quelques heures. L'intérêt stratégique d'une Allemagne et d'une Europe occidentale en général, relevée sous le contrôle américain, est avant tout un intérêt économique et politique. Les Etats-Unis misent sur la force de décomposition et de liquidation qu'un bloc des pays relevés grâce à leur aide pourrait exercer sur tout le « glacis » soviétique.

Le plan Marshall s'inscrit, bien sûr, dans la perspective d'une guerre toujours possible avec l'U.R.S.S. ; mais cela passe essentiellement par le détour, absolument nécessaire dans l'immédiat, d'une consolidation d'abord économique, afin d'entraîner ainsi également la consolidation politique de l'Europe capitaliste occidentale.

Une telle réussite pourrait, en cas de guerre avec l'U.R.S.S., procurer aux Etats-Unis moins des bases que les

(3) Le plan allemand de Marshall (« Démocratie nouvelle », décembre 1947).

millions d'hommes armés nécessaires pour appuyer efficacement l'armée américaine, mais que la bourgeoisie européenne occidentale ne peut nullement songer à mobiliser aussi longtemps que ses positions ne sont pas stabilisées.

L'opposition de la bureaucratie soviétique au plan Marshall n'est pas une opposition de principe. Son attitude envers lui changerait si l'impérialisme américain se montrait, à l'étape actuelle, disposé à un compromis.

Pour cette raison, la mobilisation des masses par les stalinien ne vise pas à amener le renversement révolutionnaire du capitalisme dans les pays du plan, mais seulement à exercer sur la bourgeoisie américaine et sur les bourgeoisies nationales en Europe une pression en direction d'un compromis avec la bureaucratie soviétique. Celle-ci sait du reste que la tentative de consommer une rupture économique entre l'Ouest et l'Est est impossible. On ne peut pas, en l'espace de quelques années, détourner des courants commerciaux qui ont leurs sources dans une structure déterminée de l'économie eu-

Ce qu'on peut attendre du plan

Si, pour des raisons que nous avons analysées tout au long de cet article, le plan ne peut pas à lui seul restaurer le niveau économique d'avant guerre de l'Europe occidentale, ni l'équilibre économique qui était à la base de ce niveau, et qui a été détruit par les nouveaux rapports économiques issus de la guerre, entre les Etats-Unis et le reste du monde capitaliste, il exercera cependant une influence indiscutable sur les développements économiques et politiques immédiats.

Dans la mesure où, même avec des crédits limités entre 15 à 17 milliards de dollars pour la période 1948-1951, les Etats-Unis couvriront les besoins alimentaires immédiats des pays européens et dispenseront ceux-ci de payer par leurs propres ressources les importations américaines, ils supprimeront le caractère aigu et littéralement catastrophique que la détérioration économique en Europe occidentale pouvait prendre.

La bourgeoisie européenne profitera de ce répit pour manœuvrer avec plus d'aisance dans la poursuite d'une offensive à froid contre le niveau de vie des masses prolétariennes et petites-bourgeoises, offensive facilitée par la politique des réformistes et des stalinien. L'aide américaine facilitera incontestablement une réussite partielle de la politique déflationniste suivie par les gouvernements à direction démocrate-chrétienne italien et français. S'abritant der-

rière l'Ouest européen absorbant les surplus de la production essentiellement agricole de l'Est, et celui-ci absorbant une grande partie des surplus de la production industrielle de l'Ouest.

Les exigences du relèvement propre de l'U.R.S.S. l'empêcheront pour longtemps de pouvoir subvenir aux besoins en capitaux et produits industriels des pays du « glacis ». Par conséquent, ceux-ci ont à choisir entre une stagnation dans la misère et une intensification de leurs échanges avec l'Ouest. Celui-ci, du reste, pourra difficilement faire face à l'exécution du plan Marshall en se passant du commerce avec l'Est. C'est clairement indiqué dans le rapport des Seize.

Ainsi, le développement économique, aussi bien de l'Ouest que de l'Est européen, loin de faciliter la rupture, pousse au contraire à l'intensification des échanges économiques. Ce fait ressort du reste clairement des statistiques du commerce européen en 1947, dont les chiffres sont en progression constante, malgré la rupture diplomatique, sur les chiffres correspondants de 1946.

rière des importations américaines vitales qui se trouveront assurées pour une certaine période, la bourgeoisie européenne relèvera avec un rythme plus rapide son économie agricole et tâchera de rééquiper et de moderniser au maximum son appareil industriel.

Cette ambiance économique peut, sur le terrain politique, favoriser la « troisième force », l'alliance entre les socialistes et les partis bourgeois du centre, en face d'un assaut de l'extrême-droite et des mouvements néo-fascistes (R.P.F. en France, mouvements néo-fascistes en Italie).

Sur le terrain international, elle peut exercer une influence dans un sens qui hâterait un compromis entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, compromis qui apparaîtra de plus en plus nécessaire à la lumière de l'intensification ou de la nécessité de l'intensification des échanges économiques entre l'Ouest et l'Est. Un tel processus n'est pas exclu, dans le cas où n'interviendra pas une autre série de facteurs dont les principaux sont :

a) La résistance des masses à l'offensive contre leur niveau de vie que la bourgeoisie est obligée de poursuivre; cette résistance peut bouleverser fondamentalement le climat de « paix sociale » indispensable à la réussite des plans de la bourgeoisie ;

b) L'impasse économique rapidement atteinte, après une période de relève-

ment des forces productives, vu la réduction extrême du marché disponible au commerce des pays européens ;

c) L'éclatement de la crise aux Etats-Unis pendant la période 1948-1951.

En ce qui concerne cette dernière éventualité, il ne faut pas oublier que le maintien des exportations américaines au niveau actuel et leur développement si possible jouent un rôle important dans l'effort qui est fait pour ajourner l'éclatement de la crise aux Etats-Unis. D'où un autre effet non moins important du plan Marshall. Truman, dans sa déclaration du 14 janvier, a déjà signalé le danger que représente pour la continuité de la « prospérité américaine » le déclin des exportations, déclin inévitable au cas d'un arrêt ou d'une réduction importante des crédits aux pays étrangers. Déjà en 1946, année au cours de laquelle les exportations nettes de biens et de services ont atteint 10 milliards de dollars, soit la

Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe

Le plan Marshall n'apporte aucune solution à la crise fondamentale du capitalisme européen, il ne remédie pas à la spirale descendante de l'économie européenne depuis la première guerre mondiale. Au contraire, le plan Marshall, tout en privant l'immédiat du caractère catastrophique que pouvait prendre la situation économique européenne sans l'apport des importations vitales américaines, accentue la vassalisation de l'Europe et la décadence de son économie.

La seule solution qui peut permettre aux forces productives de l'Europe de reprendre leur marche ascendante, c'est une véritable fusion organique de l'économie européenne qui rendrait possible une planification raisonnée au service des masses. Ceci n'est possible que dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe collaborant étroitement avec l'U.R.S.S. régénérée.

Toute les mesures de coopération économique européenne projetées par la bourgeoisie s'avèrent soit illusoire, soit absolument inefficaces. La façon dont est conçu le rapport des Seize en est une illustration parfaite. Même une union douanière européenne, au cas où l'on pourrait surmonter les antagonismes entre les différentes bourgeoisies nationales, aurait aujourd'hui à lutter contre le désordre des prix et des échanges dans chaque pays participant. L'abaissement des tarifs douaniers n'ayant, par rapport à ces questions, qu'une importance mineure. Le problème fondamental de l'unification devrait avoir, comme disait Trotsky, un

moitié du chiffre de 1947, cette somme, quoique faible par rapport au Produit National brut, qui s'élève pour la même période à 205 milliards de dollars environ, représentait une fraction relativement importante de l'accroissement brut du capital privé, évalué à 38 milliards environ de dollars (chiffre annuel) (4). « L'excédent sans cesse croissant des exportations sur les importations est une des causes qui contribuent au maintien de la production américaine à un niveau très élevé, à l'emploi presque intégral de la main-d'œuvre et qui empêche la baisse des prix de se produire. » (5)

Les exportations, entre autre, en incluant une très grande partie de produits agricoles vers les pays affamés de l'Europe et du monde, contribuent, en effet, à maintenir la capacité élevée d'achat de la paysannerie américaine qui, à son tour, favorise la capacité d'absorption du marché intérieur américain.

caractère économique, non seulement du point de vue commercial, mais du fait qu'il s'attaquerait aussi à la production. Il serait nécessaire de procéder en planifiant le développement économique européen en fonction des ressources naturelles en vue d'accroître constamment le bien-être des larges masses. Il serait nécessaire que des barrières artificielles ne séparent plus le fer du charbon, que le système d'électrification se développe indépendamment des frontières, conformément aux conditions naturelles et économiques, que les voies ferrées de l'Europe soient unies dans un seul réseau, etc. De tels buts dépassent les possibilités de la bourgeoisie.

Au bavardage sur la « coopération et l'unification » économique européenne de politiciens bourgeois qui cachent à peine leur soumission au projet de vassalisation économique et politique de l'Europe par l'impérialisme yankee, ainsi qu'au « plan » bureaucratiquement conçu et exécuté dans les pays du « glacis » soviétique au profit d'une minorité sociale privilégiée indigène, et surtout au profit de la bureaucratie soviétique elle-même, nous opposons la *planification socialiste par les masses, pour les masses, dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe.*

Janvier 1948.

(4) Etudes et conjoncture (Economie Mondiale), n° 13 de juin 1947. Publication de l'Institut National de Statistique de France.

(5) Ibid. p. 14.

KARL MARX

et les révolutions de 1848

Il y a cent ans, en février 1848, le peuple insurgé de Paris dans lequel prédominait l'élément ouvrier, renversa la monarchie de juillet de Louis-Philippe et imposa la République.

Les flots de la Révolution de février déferlèrent sur tout le continent, en Italie, en Allemagne, en Autriche, jusqu'aux confins du sud-est de l'Europe. De 1848 à 1849, une lutte serrée opposa dans tous ces pays tout d'abord la bourgeoisie industrielle et commerçante, flanquée de la petite bourgeoisie urbaine, des paysans et des ouvriers, à l'aristocratie financière alliée à la royauté féodale ; ensuite, ou plutôt au cours de la même lutte, la bourgeoisie toute entière s'allia à la féodalité contre le prolétariat.

C'est en France que ce processus a été le plus net.

La Révolution de février fut l'insurrection de la bourgeoisie industrielle française aidée de la petite bourgeoisie urbaine, des paysans et des ouvriers contre l'aristocratie financière que représentait la Monarchie de juillet. Le gouvernement provisoire qu'elle instaura était l'expression du compromis entre les différentes classes qui, dans un « soulèvement commun, avec ses illusions, sa poésie, son contenu imaginaire et ses phrases » (Marx) avaient renversé la Monarchie de Louis-Philippe.

Mais au fond, remarqua Marx, le porte-parole de la Révolution de février « par sa position comme par ses opinions » appartenait à la bourgeoisie.

Le prolétariat parisien qui mit dans la lutte toute son ardeur révolutionnaire, son enthousiasme et son abnégation, se contenta en février 1848 d'imposer la République bourgeoise en l'entourant d'une série d'institutions sociales, qui marquaient son propre poids spécifique de classe. Ni les conditions objectives, ni sa propre expérience ne lui permirent en février d'aller au-delà de la République bourgeoise sauf « en idée et imagination ».

Cependant la « grande lutte des classes cachée sous les ailes de la République bourgeoise » ne faisait que commencer. La bourgeoisie victorieuse entendait consolider son pouvoir, le débarrassant de toute ingérence prolétarienne. Le prolétariat de son côté qui avait lutté en février sur les barricades de Paris, en chantant Mourir pour la Patrie, entendait peupler la République d'un contenu ouvrier, garantissant son niveau de vie et ses libertés. La Révolution commencée par le choc d'une fraction de la bourgeoisie à laquelle s'allièrent les masses petites bourgeoises et ouvrières, contre une autre fraction bourgeoise alliée à la royauté féodale, se développa selon l'autodynamisme du dispositif des classes en opposition. Le 17 mars et le 16 avril eurent lieu les premiers combats d'avant-postes de la lutte du prolétariat parisien contre la bourgeoisie qui passait à l'offensive. Le 22 juin se livra à Paris la première grande bataille entre les deux classes opposées qui aboutit à la défaite prolétarienne.

En Autriche et en Allemagne les événements révolutionnaires de l'année 1848 démontrèrent la même logique.

La Révolution française de février se développa sur le fond général de la crise industrielle et commerciale qui, ayant éclaté en 1847 en Angleterre, se répandit sur tout le continent. Le mécontentement de la bourgeoisie industrielle, de la petite bourgeoisie et du prolétariat contre l'aristocratie banquière et terrienne régnante était partout général.

L'insurrection parisienne de février précipita l'explosion dans les autres pays européens. Le 13 mars à Vienne et le 18 mars à Berlin le peuple victorieux instaura des gouvernements constitutionnels « libéraux ».

En Prusse, la bourgeoisie libérale « dans la personne de deux riches commerçants, MM. Camphausen et Hansemann, se saisit directement des rênes du gouvernement », tandis qu'en Autriche « où l'éducation politique de la bourgeoisie était beaucoup moins avancée, c'est la bureaucratie libérale qui prit l'affaire en main et déclara vouloir exercer le pouvoir en lieu et place de la bourgeoisie » (Marx : Révolution et Contre-Révolution en Allemagne. Chapitre : L'Assemblée Nationale de Francfort.).

Dans les deux cas, comme en France, la victoire commune des classes et des partis contre l'ancien gouvernement fut suivie de la lutte entre ces classes et ces partis, au cours de laquelle la bourgeoisie libérale s'allia à la noblesse et à la bureaucratie pour combattre le prolétariat et les autres couches exploitées de la société.

« Dès le début du drame révolutionnaire il était en effet évident, remarque Marx, que la bourgeoisie libérale ne pouvait occuper le terrain contre le parti féodal et bureaucratique, vaincus, mais pas détruits, qu'en faisant appel au soutien

des partis populaires et plus avancés ; il était évident également, qu'il lui fallait, pour tenir tête au torrent de ces masses plus avancées, le concours de la noblesse féodale et de la bureaucratie ».

Cependant, la défaite du prolétariat rendue possible grâce à l'alliance de la bourgeoisie libérale avec la noblesse féodale, l'aristocratie banquière et la bureaucratie ébranla tout d'abord la bourgeoisie libérale. Elle l'empêcha aussi bien en France qu'ailleurs d'affermir sa domination exclusive et elle l'obligea à se réfugier à nouveau dans les bras de la réaction monarchiste féodale.

Marx et Engels qui vécurent et participèrent activement aux événements révolutionnaires de cette période trouverent en ceux-ci un champ unique d'expériences théoriques et pratiques pour leur doctrine du socialisme scientifique. La conception du matérialisme historique, de la dictature du prolétariat, de la technique de l'insurrection et en tout premier lieu de la dynamique et de la stratégie de la Révolution prolétarienne, toutes ces parties essentielles du marxisme révolutionnaire ont été prodigieusement enrichies et développées par l'expérience des Révolutions européennes de 1848.

Engels dans sa fameuse préface de 1895 sur « Les luttes de classe en France » de Marx insiste sur plusieurs de ces points.

La conception du matérialisme historique, esquissée dans le Manifeste Communiste à grands traits pour toute l'histoire moderne fut illustrée pour la première fois par Marx d'une façon concrète dans cette étude qu'il a consacrée « au développement aussi critique que typique pour l'Europe tout entière et qui dura plusieurs années » (Engels) commencé en France par la Révolution de février 1848.

La technique de l'insurrection vue à la lumière des combats de rues et de barricades attira l'attention et la critique des fondateurs du socialisme scientifique. Marx salua en la personne de Kersausie, ancien officier et ami de Raspail, auquel on attribuait le plan de bataille des ouvriers parisiens lors des journées de juin 1848, « le premier organisateur du combat des masses », le « premier stratège des barricades ». Engels plusieurs années après revient sur cette question et s'efforce de lui donner ses justes proportions tenant compte de l'évolution depuis 1848 devenue « beaucoup moins favorable pour les combattants civils et beaucoup plus favorable pour les troupes ».

Mais les enseignements théoriques les plus importants que Marx et Engels ont tirés de cette expérience historique sont certainement ceux qui concernent le caractère, la dynamique et la stratégie de la révolution prolétarienne. Celle-ci ne peut être, à la manière des révolutions bourgeoises de 1848, l'œuvre d'une petite minorité consciente à la tête des masses inconscientes.

« Là où il s'agit d'une transformation complète des organisations sociales, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pourquoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie) » concluait, après Marx, Engels vers la fin de sa vie.

Dans cette réflexion il y a tout le contenu essentiellement conscient et démocratique de l'action révolutionnaire des masses, que le stalinisme remplace par l'action de la minorité bureaucratique.

Cette « transformation complète des organisations sociales » que seul le prolétariat peut accomplir est une œuvre de longue haleine, où la victoire ne peut être remportée d'un seul coup, où il faut progresser lentement de position en position dans un « dur combat » contre toutes les autres classes et tous les autres partis.

La Révolution prolétarienne ne transige avec aucune forme de domination de classe, ne s'arrête pas au stade démocratique mais passe aux mesures socialistes et à la guerre contre la réaction extérieure, c'est une révolution « permanente » au sens que Marx lui avait attribué, dont « chaque étape est contenue en germe dans l'étape précédente, une révolution qui ne finit qu'avec la liquidation totale de la société de classe » (Trotsky).

A cette marche de la Révolution correspondent une tactique et une stratégie déterminées du prolétariat, dont les principes restent son organisation politique indépendante, la lutte sous son propre drapeau, pour son propre programme, afin d'arriver à la prise révolutionnaire du pouvoir et à l'instauration de la dictature prolétarienne des conseils.

Du temps de Marx la tactique du parti prolétarien était influencée par l'existence des partis de la bourgeoisie libérale et petite bourgeoisie, qui s'opposaient dans certaines limites à l'aristocratie féodale et bureaucratique et la combattaient.

Dans ces conditions, le parti prolétarien était pour un appui critique à ces partis chaque fois qu'ils entraînaient dans une lutte effective contre la réaction régnante, et il les poussait à fond dans l'accomplissement de la révolution bourgeoise contre la féodalité.

A l'époque actuelle de l'impérialisme, les tâches de la révolution bourgeoise ne peuvent être accomplies que par le prolétariat au pouvoir, qui les combinera avec ses propres tâches socialistes. C'est en cela que consiste la signification historique des trois révolutions russes du XX^e siècle, ainsi que l'expérience de la Révolution chinoise de 1925-1927, de la Révolution espagnole de 1931-1938, et des révolutions coloniales actuelles.

Nous avons, dans la mémorable adresse de Marx de 1850 à la « Ligue des Communistes » que nous publions ci-dessous, la plus haute leçon théorique que Marx a dégagée des Révolutions européennes de 1848 en ce qui concerne la révolution prolétarienne, son caractère « permanent » et la tactique du parti prolétarien.

Février 1948.

Jean-Paul MARTIN.

Première adresse du Comité Central de la Ligue Communiste à ses membres en Allemagne

CAMARADES !

DANS les deux années révolutionnaires de 1848-1849, la Ligue communiste a doublement subi l'épreuve, d'abord dans le fait que, partout, ses membres ont saisi le mouvement avec énergie et se sont comportés en avant-garde dans les rangs de la seule classe révolutionnaire décisive, le prolétariat, dans les publications de la presse, sur les barricades, et sur les champs de bataille. De plus, la Ligue a fait preuve de mérite dans le fait que son explication du mouvement, telle qu'elle a été établie dans la circulaire du Congrès et du Comité central contenant le Manifeste Communiste de 1847, s'est avérée la seule correcte, étant donné que les prévisions exprimées dans ce document officiel ont été complètement confirmées et que sa conception des rapports sociaux actuels (qui auparavant n'avait été que secrètement défendue par la Ligue) est maintenant courante et est ouvertement exposée sur la place publique. Dans le même temps, l'organisation, au moins forte, de la Ligue a été sérieusement ébranlée. Une grande partie de ses membres qui avaient directement participé au mouvement révolutionnaire, croyaient que l'époque des sociétés secrètes était révolue et que l'activité publique seule était suffisante. Les cercles personnels et les groupes ont laissé leurs liens avec le Comité central se relâcher et, graduellement, se sont effondrés.

Pendant que le Parti démocrate, le parti de la petite bourgeoisie, s'organisait de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier perdit son seul point d'appui solide, resta organisé tout au plus dans quelques rares localités et seulement pour des buts locaux, et fut donc complètement subordonné, dans le mouvement général, à la loi et à la direction des démocrates petits-bourgeois. Il faut mettre fin maintenant à ces conditions et il faut réhabiliter l'activité indépendante des travailleurs.

Le Comité central en comprit la nécessité et à cette fin, dans l'hiver 48-49, envoya Joseph Moll comme émissaire en Allemagne, avec tâche de réorganiser la Ligue. La mission de Moll ne donna aucun résultat durable, en partie à cause du fait qu'à cette époque les ouvriers allemands n'avaient pas fait une expérience suffisante, et en partie à cause du fait que l'insurrection qui se produisit à la fin de mai interrompit la poursuite de cette mission. Moll lui-même prit les armes, entra dans l'armée de Bade et du Palatinat et tomba le 19 juillet dans la bataille de la Murg. La Ligue subit ainsi la perte de l'un de ses membres les plus anciens, des plus actifs et sûrs qui avait participé à tous les congrès du parti et aux réunions du Comité central et qui avait auparavant accompli avec grand succès une série de missions secrètes. Après la défaite des partis révolutionnaires d'Allemagne et de France en 1849, pratiquement tous les membres du Comité central, remplis d'une nouvelle énergie révolutionnaire, se rassemblèrent à nouveau à Londres et s'activèrent à réorganiser la Ligue avec un zèle renouvelé.

Cette réorganisation ne peut réussir que par l'envoi d'un émissaire, et le Comité central considère qu'il est de la plus grande importance que l'émissaire parte en ce moment où une nouvelle révolution approche, quand le parti ouvrier doit être aussi bien organisé que possible et doit apparaître dans l'arène aussi uni et aussi indépendant que possible, si l'on ne veut pas qu'il soit exploité et pris en remorque par la bourgeoisie, comme cela a été le cas en 1848.

Camarades ! Nous vous avons dit, dès 1848, que la bourgeoisie libérale allemande prendrait bientôt le pouvoir et retournerait immédiatement ce pouvoir fraîchement acquis contre les travailleurs. Vous savez comment cette prédiction s'est réalisée. En réalité, ce fut la bourgeoisie qui, après le mouvement de mars 1848, s'empara du pouvoir d'Etat et utilisa ce pouvoir pour renvoyer les travailleurs, ses alliés d'hier, à leur précédente condition d'opprimés. Bien que la bourgeoisie n'ait pas pu le réaliser sans s'allier au parti féodal, qui avait été écarté en mars, et

même sans se soumettre finalement à nouveau à la loi de ce parti absolutiste féodal, elle obtint cependant pour elle des conditions qui, étant données les difficultés financières du gouvernement, lui auraient donné le pouvoir pour une longue période et garanti ses intérêts dans le cas où il eût apparu possible que le mouvement révolutionnaire avait déjà pénétré dans la voie d'un prétendu développement pacifique. Pour garantir son règne, la bourgeoisie n'aurait même pas eu besoin d'appliquer des mesures de violence et de soulever ainsi la haine du peuple puisque toutes ces mesures avaient déjà été prises par la contre-révolution féodale. Mais le développement de la situation ne suit pas ce cours pacifique. Au contraire, la révolution qui accélérera ce développement est proche, qu'elle soit causée par un soulèvement indépendant du prolétariat français ou par l'invasion de la Babylonie révolutionnaire, par la Sainte-Alliance.

Et le rôle, ce rôle traître, que la bourgeoisie libérale allemande de 1848, joua contre le peuple, sera repris par la petite bourgeoisie démocrate qui, en tant que parti d'opposition, prendra dans la révolution qui vient, la même position que la bourgeoisie libérale en 1848.

Ce Parti démocrate qui est bien plus dangereux pour les travailleurs que ne l'étaient auparavant les libéraux, est composé de trois éléments :

1° La partie la plus progressive de la grande bourgeoisie dont le but est le renversement immédiat et complet du féodalisme et de l'absolutisme. Cette faction est représentée par la défunte Union Berlinoise, les objecteurs de l'impôt ;

2° La petite bourgeoisie démocrate constitutionnelle dont le but principal, durant le dernier mouvement, était l'établissement d'Etats-Unis d'Allemagne plus ou moins démocratiques, ainsi qu'en témoigne la lutte menée par ses représentants dans la fraction de gauche de l'Assemblée de Francfort, et, plus tard, dans celle de Stuttgart et dans la campagne pour la Constitution fédérale ;

3° La petite bourgeoisie républicaine, dont l'idéal est une république allemande fédérative, sur le modèle de la Suisse, et qui, maintenant, s'intitule « rouge et sociale-démocrate », sous prétexte qu'elle caresse le vœu pieux d'abolir l'oppression de la petite bourgeoisie par la grande bourgeoisie. Les représentants de cette fraction étaient les membres du Congrès démocratique et du Comité démocratique, les directeurs des sociétés démocratiques et les directeurs des journaux démocratiques.

Depuis leur défaite, toutes ces fractions se qualifient elles-mêmes de « républicains » ou de « rouges », de la même manière que la petite bourgeoisie républicaine de Francfort s'appelle maintenant « socialiste ». Mais là où, comme au Wurtemberg, en Bavière, etc., ils trouvent encore le moyen d'atteindre leurs buts sur la voie constitutionnelle, ils profitent de cette occasion pour rejeter leurs vieux discours, et pour prouver qu'en pratique ils n'ont pas changé le moins du monde. De plus, il est évident que le changement de nom de leur parti ne modifie en rien le caractère de leurs rapports avec les travailleurs mais prouve simplement que lorsqu'ils doivent agir contre la bourgeoisie alliée à l'absolutisme, ils sont contraints de s'appuyer sur le prolétariat.

Le Parti démocratique petit-bourgeois d'Allemagne est très puissant ; il comprend, non seulement la grande majorité des classes moyennes des villes, les petits marchands industriels et les maîtres des corporations, mais encore la paysannerie et à sa suite le prolétariat agricole, aussi longtemps que celui-ci n'aura pas trouvé un soutien dans le prolétariat indépendant des villes.

Les circonstances dans lesquelles se trouve le Parti ouvrier révolutionnaire, le font marcher la main dans la main avec le Parti démocrate petit-bourgeois contre la fraction qu'il se propose de renverser, mais le parti des travailleurs prend une attitude d'opposition sur tous les sujets où la petite bourgeoisie désire assurer sa propre position.

La petite bourgeoisie démocratique qui est loin de vouloir révolutionner l'ensemble de la société au profit du prolétariat, lutte pour un changement des conditions sociales au moyen duquel la société actuelle sera rendue aussi supportable et aussi confortable que possible pour elle. En conséquence, elle désire surtout réduire les dépenses gouvernementales en restreignant la bureaucratie et en imposant les principales taxes sur les gros propriétaires terriens et sur la grande bourgeoisie. Elle exige, en outre, l'abolition de l'oppression du gros capital sur le petit capital par l'établissement d'institutions de crédit public et par l'adoption de lois contre les usuriers, grâce auxquelles ils lui sera possible, ainsi qu'à la paysannerie, d'obtenir des prêts à des conditions plus avantageuses de la part des capitalistes. Elle désire aussi l'établissement de rapports de propriété bourgeoise à la campagne par l'abolition complète du féodalisme. Afin d'obtenir tous ces résultats, elle a besoin d'un gouvernement démocratique, c'est-à-dire républicain constitutionnel qui lui donnerait à elle et à son alliée la paysannerie, la majorité, et un système de gouvernement municipal démocratique qui mettrait entre leurs mains le contrôle direct de la propriété municipale et d'une série de fonctions politiques qui sont actuellement exercées par les bureaucrates.

Le règne du capital et sa croissance rapide seraient en outre entravés par elle en partie au moyen de restrictions du droit d'héritage et en partie par la réalisation du plus grand nombre possible de travaux publics par l'Etat. En ce qui concerne les travailleurs, il reste entendu qu'ils doivent conserver la même situation qu'auparavant, la petite bourgeoisie démocratique se contentant de désirer leur

assurer un meilleur salaire et une existence plus sûre ; elle espère y parvenir par l'emploi temporaire des travailleurs par l'Etat et par des mesures d'assurance. En bref, elle espère plus ou moins corrompre les travailleurs par des aumônes indirectes et briser leur énergie révolutionnaire en rendant leur condition momentanément supportable. Les revendications de la démocratie petite bourgeoise ainsi énoncées, ne sont pas faites simultanément par toutes ses fractions, mais prises dans leur ensemble, elles représentent le but établi de quelques-uns de ses adhérents. Plus il y a d'individus ou de fractions qui présentent des revendications, et plus les revendications ci-dessus deviennent leurs propres revendications ; le petit nombre d'individus qui voit dans les revendications mentionnées ci-dessus son propre programme peut penser que c'est le maximum que l'on peut demander à la révolution. Ces revendications ne peuvent en aucune façon donner satisfaction au parti du prolétariat.

Tandis que la petite bourgeoisie démocratique souhaite amener la révolution à la conclusion la plus rapide possible par la satisfaction du plus grand nombre possible des revendications mentionnées ci-dessus, notre intérêt et notre tâche consistent à rendre la révolution permanente jusqu'à ce que toutes les classes possédantes soient plus ou moins dépossédées, le pouvoir gouvernemental acquis au prolétariat et l'union des prolétaires réalisée, non seulement dans un seul pays, mais dans tous les pays importants du monde ; ce qui arrêtera la concurrence du prolétariat de ces pays et au moins jusqu'à ce que les forces de production les plus essentielles soient concentrées entre les mains du prolétariat. Pour nous, il ne peut être simplement question d'un changement dans la forme de la propriété privée, mais de la destruction de celle-ci en tant qu'institution ; non d'un étouffement des antagonismes de classes, mais de l'abolition de toutes les classes ; non de l'amélioration de la société actuelle, mais de la fondation d'une nouvelle société.

Il n'y a aucun doute que la démocratie petite bourgeoise acquerra pour l'instant une influence prépondérante au cours du développement de la révolution en Allemagne. La question se pose donc de savoir quelle doit être l'attitude du prolétariat et particulièrement de la Ligue des communistes envers la démocratie petite bourgeoise :

1° Tandis qu'il continue les relations actuelles et que les démocrates petits-bourgeois sont encore opprimés ;

2° Dans la prochaine lutte révolutionnaire au cours de laquelle les démocrates petits-bourgeois s'assureront la prépondérance dans le pouvoir ;

3° Après la lutte, pendant la période dans laquelle les démocrates petits-bourgeois exerceront leur prépondérance sur les classes qui viennent d'être renversées et sur le prolétariat.

PREMIEREMENT. — Au moment où la petite bourgeoisie démocratique se trouve partout opprimée, elle prêche en général l'unité et la réconciliation avec le prolétariat ; elle essaie de lui lier les mains et tend à créer un grand parti d'opposition qui engloberait toutes les nuances d'opinion dans le parti démocratique ; ce qui signifie qu'elle tend à empêcher les ouvriers au sein d'un parti dans lequel les phrases socialistes-démocrates générales prédominent et derrière lesquelles sont dissimulés ses intérêts particuliers de classe. Mais les revendications précises du prolétariat ne doivent pas, bien entendu, pour la cause de la paix et de la tranquillité, être mises en avant. Une telle unité se tournerait seulement au profit tout entier de la démocratie petite-bourgeoise et au détriment du prolétariat. Le prolétariat perdrait toute sa position indépendante si chèrement achetée et redeviendrait un appendice de la démocratie bourgeoise officielle.

Il faut rejeter cette unité de la façon la plus résolue. Au lieu de s'offrir aux démocrates bourgeois pour les servir d'équipes d'acclamations, les ouvriers (et par-dessus tout la Ligue) doivent ouvrir à la création d'une organisation indépendante, clandestine et ouverte, du parti ouvrier à côté des démocrates officiels et ils doivent faire de chaque municipalité le centre et le noyau d'associations ouvrières dans lesquelles la position et les intérêts du prolétariat seront discutés indépendamment des influences bourgeoises.

On peut voir combien est sérieux le désir d'une alliance des démocrates bourgeois par l'exemple des démocrates de Breslau qui, dans leur organe, la « Neue Oder Zeitung », attaquent les travailleurs organisés indépendamment, qu'ils taxent de « socialistes » de la manière la plus enragée.

Dans le cas où survient une lutte contre un ennemi commun, il n'y a pas besoin d'aucune sorte d'alliance. Dès qu'il est nécessaire de combattre directement un tel ennemi, les intérêts des deux parties coïncident momentanément ; et cette relation temporaire s'établira à l'avenir tout comme dans le passé. Il va de soi que, dans les prochains combats sanglants, de même que dans tous ceux du passé, ce sont principalement les ouvriers qui assureront la victoire par leur courage et par leur esprit de décision et de sacrifice. Comme par le passé, la petite bourgeoisie EN MASSE, hésitera à nouveau à entrer dans la lutte, restant inactive et irresolue aussi longtemps que possible. Et puis, aussitôt que la victoire paraîtra certaine elle s'efforcera de se l'accaparer. Elle fera appel aux ouvriers pour garder leur calme et pour retourner au travail afin d'éviter ces (prétendus) excès ; et elle commen-

cera à priver les ouvriers des fruits de leur victoire. Il ne dépend pas des ouvriers d'empêcher la petite bourgeoisie d'agir ainsi ; mais il dépend d'eux de rendre aussi difficile que possible à la petite bourgeoisie l'utilisation de son pouvoir contre le prolétariat armé, et de lui imposer de telles conditions que le régime des démocrates bourgeois porte par avance en lui-même le germe de sa propre destruction, ce qui rendra considérablement plus facile son élimination ultérieure par la domination du prolétariat.

Après le début et immédiatement après la lutte, les ouvriers doivent contre-carrer par-dessus tout et dans toute la mesure du possible les appels au calme de la bourgeoisie, en obligeant les démocrates à réaliser par eux-mêmes leurs phrases terroristes actuelles. Ils doivent tendre à ce que l'enthousiasme révolutionnaire qui se manifeste immédiatement ne soit pas à nouveau supprimé immédiatement après la victoire. Au contraire, ils doivent le prolonger aussi longtemps que possible. Bien loin de se prononcer contre les soi-disant excès (des exemples de vengeance populaire contre des individus exécutés ou des bâtiments publics rappelant des souvenirs nazis), il est non seulement nécessaire de tolérer ces exemples, mais il faudra les prendre en mains et les diriger.

Pendant la lutte et après la lutte, les ouvriers doivent à chaque occasion présenter leurs propres revendications en opposition aux revendications présentées par les démocrates bourgeois. Ils doivent exiger des garanties pour les ouvriers aussitôt que les démocrates bourgeois s'approprient à prendre le pouvoir dans leurs propres mains. En cas de nécessité ils doivent obtenir ces garanties par la force et ils doivent notamment veiller à ce que les nouveaux dirigeants s'engagent au plus grand nombre de concessions et de promesses possibles. Le meilleur moyen est de les forcer à se compromettre. Ils doivent battre en brèche autant que possible toutes les manifestations d'ivresse dans la victoire et d'enthousiasme pour le nouvel état de choses qui se produisent au lendemain de toute bataille de rue victorieuse, et ils doivent exprimer franchement de toutes les façons leur manque de confiance dans le nouveau gouvernement au moyen d'une froide analyse du nouvel état de choses. Ils doivent établir simultanément leur propre gouvernement ouvrier révolutionnaire auprès du nouveau gouvernement officiel, que ce soit sous la forme de comités exécutifs, de conseils communaux, de clubs ouvriers ou de comités ouvriers, de telle manière que le gouvernement démocratique de la bourgeoisie, non seulement perde son entrave directe sur les ouvriers, mais au contraire se sente lui-même aussitôt surveillé et menacé par une autorité derrière laquelle se tient la masse des ouvriers. En un mot, du moment même de la victoire, et après celle-ci, il ne faut plus diriger la méfiance des ouvriers contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre l'ancien allié, les démocrates petits-bourgeois qui ne désirent exploiter la victoire commune que pour eux seuls.

DEUXIEMEMENT. — Mais afin d'être capable de s'opposer à ce parti (dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire) de façon énergique et menaçante, les ouvriers doivent être armés et organisés. Il faut réaliser immédiatement l'armement de tout le prolétariat, avec des mousquetons, des fusils, des canons et des munitions, et il faut s'opposer à la renaissance de la vieille garde civique dirigée contre les ouvriers. Là où il n'est pas possible de parvenir à cet objectif, les ouvriers doivent s'efforcer de s'organiser indépendamment en gardes prolétariennes, avec leurs propres chefs et un état-major général élu par eux, et de se placer sous les ordres, non du pouvoir d'Etat existant, mais des conseils communaux révolutionnaires organisés par les efforts des ouvriers. Là où les ouvriers sont employés par l'Etat, ils doivent s'organiser et s'armer en un corps spécial avec un chef élu ou en tant que partie de la garde prolétarienne. Les ouvriers ne doivent permettre sous aucun prétexte que leurs armes et leurs munitions leur soient enlevées des mains ; toute tentative de désarmer le prolétariat doit être déjouée, par la force si besoin est. Détruire l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers ; créer immédiatement une organisation indépendante et armée des ouvriers ; créer des conditions qui seront aussi pesantes et aussi compromettantes que possible pour la démocratie bourgeoise dont le règne temporaire est inévitable : tels sont les points principaux que le prolétariat ainsi que la Ligue doivent avoir en vue pendant le prochain soulèvement.

TROISIEMEMENT. — Aussitôt que le nouveau gouvernement s'est installé, commence la lutte contre les ouvriers. Pour que les ouvriers soient capables de s'opposer avec force à la petite bourgeoisie, il est avant tout nécessaire qu'ils soient organisés de façon indépendante dans les clubs, et centralisés. Le Comité central de la Ligue se rendra en Allemagne aussitôt que possible, immédiatement après le renversement du présent gouvernement ; il réunira immédiatement un congrès et lui soumettra les propositions nécessaires pour la centralisation des clubs ouvriers, sous une direction fonctionnant au point central du mouvement. L'organisation rapide des liaisons provinciales des clubs ouvriers est une des conditions essentielles pour le renforcement et le développement du parti ouvrier. La conséquence immédiate du renversement du gouvernement existant sera l'élection d'une assemblée nationale représentative. A ce sujet, le prolétariat doit veiller aux questions suivantes :

1. - Ne pas permettre l'exclusion du vote de toute catégorie importante d'ouvriers sous quelque prétexte que ce soit, par les chicaneries des autorités locales et des commissaires du gouvernement ;

2. - Les candidats ouvriers qui, dans la mesure du possible, devront être des membres de la Ligue, devront être opposés aux candidats des démocrates petits-bourgeois. Nous devons lutter par tous les moyens pour l'élection de nos candidats. Même dans les localités où il n'y a pas d'espoir de les faire élire, les travailleurs doivent présenter leurs propres candidats afin de préserver leur propre indépendance, afin de pouvoir mesurer leurs propres forces et afin de présenter à l'opinion publique leur attitude révolutionnaire et le point de vue de leur parti. Ils ne doivent pas se laisser corrompre par les discours des démocrates disant, par exemple, que le parti démocrate s'est divisé à cause de l'action indépendante des travailleurs, et que cela rendra possible la victoire de la réaction. L'emploi de tels discours se termine toujours par une escroquerie contre le prolétariat. Le progrès que le parti prolétarien doit faire en se présentant indépendamment est infiniment plus important que le désavantage causé par la présence de quelques réactionnaires dans l'assemblée représentative. Si la démocratie prolétarienne se présente dès le début avec détermination et par des actes de fermeté contre la réaction, l'influence de la réaction dans les élections sera de plus détruite par avance.

Le premier point sur lequel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les ouvriers sera la question de l'abolition du féodalisme. De même que dans la première révolution française, les petits bourgeois donneront gratuitement les terres féodales à la paysannerie, ce qui signifie que le prolétariat agricole restera dans la même situation qu'auparavant, car ils veulent une petite bourgeoisie paysanne qui passera par le même cycle d'appauvrissement et d'endettement qui afflige aujourd'hui la paysannerie française.

Dans l'intérêt du prolétariat, les travailleurs doivent s'opposer à ce plan. Ils doivent exiger que les propriétés féodales confisquées soient converties en fermes d'Etat, afin d'être employées comme colonies de travail que le prolétariat agricole exploiterait avec tous les avantages de la grande culture, et au travers desquelles le principe de la propriété collective acquerrait immédiatement une forte base au milieu de l'affaiblissement des rapports bourgeois de propriété. Les travailleurs des villes doivent s'allier aux travailleurs des champs tout comme les démocrates s'allient à la paysannerie. De plus, les démocrates lutteront pour l'établissement d'une république fédérative ou, dans le cas où ils ne peuvent pas éviter l'établissement d'une république unie et indivisible, ils tenteront de paralyser le gouvernement central en réclamant la plus grande autonomie et l'indépendance pour les municipalités et les provinces. En opposition à ce plan, les travailleurs doivent non seulement lutter pour l'établissement de la république allemande unie et indivisible, mais pour la plus décisive centralisation des forces entre les mains de l'Etat. Ils ne doivent pas se laisser bernier par les palabres des démocrates sur la liberté pour les communautés locales, le gouvernement propre, etc.. Dans un pays comme l'Allemagne où tant de survivances du féodalisme restent encore à abolir, il ne saurait en aucun cas être toléré que chaque village, chaque ville et chaque province devienne un obstacle à l'activité révolutionnaire, qui ne peut se développer pleinement que d'un point central. On ne peut tolérer de voir se perpétuer les conditions présentes qui forcent les Allemands à lutter séparément dans chaque ville et dans chaque province pour la même quantité de progrès.

Il est encore moins possible de permettre la continuation de la propriété municipale qui est une forme plus réactionnaire que la propriété privée contemporaine, et qui est maintenant partout en décadence et la cause de litiges constants entre les municipalités riches et les pauvres municipalités; il est également inadmissible que, parallèlement à la loi civile générale, la loi civile municipale existante, avec ses chicanes contre les travailleurs, continue d'exister au travers de la soi-disant construction libre de la commune. C'est actuellement la tâche d'un parti révolutionnaire de réaliser la plus stricte centralisation, comme ce fut le cas en France en 1793 (1).

(1) On doit observer aujourd'hui que cette remarque est basée sur un malentendu. On considérait alors comme un fait établi (grâce aux falsificateurs bonapartistes et libéraux de l'histoire) que l'appareil centralisé de l'administration française avait été introduit par la grande Révolution et que la Convention s'en était servi comme d'une arme essentielle et décisive dans la lutte contre la réaction royaliste et fédéraliste et contre les ennemis de l'extérieur. Mais c'est maintenant un fait bien connu que, pendant toute la Révolution et jusqu'au 18 Brumaire, toute l'administration des départements, des cantons et des municipalités fut composée d'autorités élues par la population elle-même, qui jouissaient d'une entière liberté dans les limites de la législation générale. Cet auto-gouvernement provincial et local, tout comme en Amérique, fut le plus fort levier de la révolution, à tel point que Napoléon, immédiatement après son coup d'Etat du 18 Brumaire, se hâta de le remplacer par l'autorité des préfets qui a été conservée jusqu'à présent et qui, de cette façon, a été, dès le début, une véritable arme de la réaction. Mais dans la mesure où le gouvernement local ou provincial n'entre pas en contradiction avec la centralisation politique et nationale, il n'est pas nécessairement lié à cet egoïme municipal et cantonal borné qui est si choquant en Suisse et que tous les républicains fédéraux de l'Allemagne du Sud voulaient introduire en Allemagne en 1849. (Note d'Engels pour l'Édition de Zurich de 1885.)

Nous avons vu comment les démocrates peuvent vraisemblablement arriver au pouvoir dans le prochain mouvement révolutionnaire, comment ils seront obligés de proposer un plus ou moins grand nombre de mesures socialistes. On se demandera quelles mesures les travailleurs devront proposer en opposition. Au commencement du mouvement, les travailleurs ne pourront naturellement proposer aucune mesure communiste immédiate, mais cependant ils peuvent :

1. - Forcer les démocrates à empêcher le plus loin possible sur le système actuel de la société afin de gêner son développement normal, ainsi les amener à compromettre leur propre position et obliger à concentrer la plus grande quantité de forces productives, de moyens de transports, d'usines, de voies ferrées dans les mains de l'Etat.

2. - Ils doivent pousser les propositions des démocrates, propositions qui ne sont en aucun cas révolutionnaires mais réformistes, jusqu'à leurs conséquences extrêmes et transformer ces propositions en attaque directe contre la propriété privée; par exemple, la petite bourgeoisie propose d'acquiescer les voies ferrées et les usines, les travailleurs doivent exiger que les voies ferrées et les usines, parce qu'elles sont la propriété des réactionnaires, soient simplement confisquées sans compensation. Si les démocrates proposent des impôts proportionnels, ils doivent exiger des impôts (sur le revenu) progressifs; si les démocrates proposent eux-mêmes un impôt sur le revenu, d'une progression modérée, alors les travailleurs doivent réclamer un impôt dont la progression soit si rapide que le résultat en serait un effondrement du grand capital; si les démocrates exigent le règlement de la dette d'Etat, les travailleurs doivent en réclamer l'annulation (banqueroute de l'Etat). Par conséquent, les revendications des travailleurs dépendront partout des concessions et des mesures proposées par les démocrates.

Même si les travailleurs allemands étaient incapables de parvenir au pouvoir et de faire aboutir leurs intérêts de classe, ils peuvent, cette fois-ci, avoir la certitude que le premier acte du prochain drame révolutionnaire coïncidera avec la victoire directe de leur propre classe en France et qu'il en sera grandement hâté.

Mais ils réaliseront la plus grande partie de leur victoire finale à leur profit, par leur propre compréhension de leurs intérêts de classe, en adoptant le plus tôt possible une propre attitude de parti indépendant et en ne se laissant pas égaler au sujet de la nécessité de l'organisation indépendante du parti du prolétariat par les phrases hypocrites de la petite bourgeoisie démocratique. Leur cri de guerre doit toujours être : « La Révolution en permanence ».

Londres, mars 1850.

★

Léon TROTSKY

MA VIE

réédition de l'abrégé en un volume : 120 francs

LEÇON D'ESPAGNE, DERNIER AVERTISSEMENT

une brochure : 35 fr.

LE MARXISME ET NOTRE ÉPOQUE

une brochure : 30 fr.

★

LA SITUATION EN GRECE

par SPÉRO

DÉPUIS que le « libéral » Sophoulis préside le gouvernement « d'Union nationale » et partage le pouvoir avec les populistes de Tsaldaris, la bourgeoisie grecque se débarrasse des dernières apparences « démocratiques ». Le régime « parlementaire » cache à peine maintenant la dictature sanglante ouverte avec laquelle les capitalistes grecs et l'impérialisme yankee s'efforcent de mater la résistance des masses.

Sophoulis décréta la dissolution des organisations ouvrières révolutionnaires, la fermeture de leur presse, et la peine de mort pour ceux qui déclenchent et dirigent des grèves. Les prisons, les camps de concentration, les îles désertiques de déportation sont archi-pleines. Des cours martiales fonctionnent sans arrêt et les pelotons d'exécution exterminent chaque mois quelques centaines d'ouvriers et de paysans grecs.

Sur le théâtre des opérations de l'armée mercenaire contre les partisans, des villages entiers sont incendiés et plusieurs de leurs habitants massacrés, en guise de représailles contre la population paysanne qui sympathise avec les « rebelles ». Des milliers de sinistrés,

L'ingérence américaine

L'ingérence américaine provoque d'autres remous. Au lendemain de la formation du gouvernement Markos, la bourgeoisie grecque s'attendait à une riposte énergique de Washington, entre autres à l'envoi de quelques divisions en Grèce pour assurer la police des frontières nord du pays. Il n'en fut rien.

Washington ne se presse pas de recourir à des solutions extrêmes. Il considère que ses crédits et ses fournitures sont suffisants pour que l'armée grecque, équipée à l'américaine et aidée dans ses opérations par quelques « conseillers » américains, puisse venir à bout de la résistance des partisans.

Mais les militaires grecs supportent difficilement la tutelle des envoyés de

hommes, femmes, enfants errent traqués à travers le pays dévasté.

Depuis la formation du gouvernement Markos, la guerre civile en Grèce est entrée dans sa phase la plus aiguë.

La bourgeoisie sent sa base populaire se restreindre de plus en plus et vit dans une atmosphère de panique et de corruption. Et il résulte une tension accrue dans les relations internes entre ses différents groupements politiques, ainsi que dans ses rapports avec son tuteur, l'impérialisme américain. Son impuissance à remettre en marche l'économie du pays et à écraser la « rébellion » est la cause de réactions diverses de la part des différents milieux bourgeois.

Certains voudraient une « main plus ferme » pour diriger en se passant complètement du parlement croupion. Des « libéraux » pensent au général Plastiras, des populistes pensent au général Papagos. D'autres, plus « mous », effrayés du mécontentement qui gronde dans les masses populaires contre la tyrannie sanglante qui leur est imposée, et de l'impasse dans laquelle conduit cette politique de répression aveugle voudraient un retour à des formes plus « démocratiques » de gouvernement qui pourraient rallier certaines masses.

Washington. Ils les rendent responsables de leurs propres échecs et attribuent à leur présence le « bas moral » de leurs troupes qui ne veulent pas se battre pour une « colonie américaine ».

Des politiciens partagent le mécontentement et les plaintes des militaires. L'ingérence américaine en Grèce a pris, en effet, une ampleur qui compromet gravement la position de la bourgeoisie nationale auprès des masses.

Dans l'espace d'une année environ, depuis l'arrivée en Grèce de la commission Porter, la vie économique du pays passa tout entière sous la coupe américaine. La mission d'« aide » américaine que préside Griswold exerce le contrôle suprême sur l'économie grecque. La politique financière du gouvernement est

dictée par cette mission qui veille donc non seulement sur la disposition des 300 millions de dollars accordés à la Grèce, mais encore sur l'ensemble des mesures financières du gouvernement pour « équilibrer » le budget et « stabiliser » la monnaie. En même temps, le capital privé américain pénètre profondément, faisant la relève des autres capitaux étrangers (anglais, français) et grecs. Les Américains ont déjà monopolisé les communications aériennes intérieures et extérieures du pays, les travaux hydrauliques, l'industrie des produits plastiques, ils contrôlent l'organisation du commerce extérieur, etc.

Cette vassalisation économique de la Grèce par le capital américain va de pair avec le contrôle plus général politico-militaire que Washington exerce sur le pays. L'ambassade américaine d'Athènes est le siège du véritable pouvoir en Grèce.

Les ministères se forment et se dissolvent dans ses bureaux, qui ont aussi la haute main sur toutes les opérations militaires.

Que représente Markos ?

La formation du gouvernement Markos constitue, sur le plan diplomatique, la riposte du Kremlin — dans le cadre de la nouvelle politique inaugurée par le Kominform — à l'accentuation de l'intervention américaine en Méditerranée orientale, et en particulier en Grèce.

Ce « gouvernement » est solidement entre les mains du parti communiste grec, la presque totalité des « ministres » étant des cadres dirigeants de ce parti. Le ministre de l'Intérieur est même tenu par Johannidès, personnage qui est généralement considéré comme l'homme du Guépéou dans le parti stalinien.

Mais, en même temps, ce « gouvernement » possède une base populaire réelle qui n'est pas seulement constituée par quelques dizaines de milliers de partisans (30.000 environ) qui agissent un peu partout dans les parties montagneuses du pays, mais aussi par de larges masses paysannes, ouvrières et petites-bourgeoises citadines dont le mécontentement profond contre la politique de misère et de terreur de la bourgeoisie se polarise autour de ce gouvernement.

Il est indiscutable que l'influence du parti communiste qui avait sensiblement fléchi immédiatement après la défaite de décembre 1944 et l'accord de

A Athènes fonctionne maintenant un état-major des forces armées terrestres, navales et aériennes américano-grec.

La bourgeoisie grecque se contente du rôle de *Compradore* et des marges de profits spéculatifs que lui laisse l'afflux de dollars américains.

Quand ses dissensions intestines et ses groupements contre l'ingérence étrangère atteignent un certain degré, il suffit à M. Griswold de menacer de retirer ses dollars pour que le souffle soit immédiatement coupé aux insatisfaits imprudents.

Il faut, en effet, penser que les partisans attaquent, à 100 kilomètres d'Athènes et que les ouvriers dans les villes ont osé, malgré la peine de mort décrétée contre les grévistes, descendre, plus d'une fois encore les dernières semaines, dans la lutte. Ainsi, par exemple, les typographes d'Athènes ont obligé le gouvernement à passer à côté de leur défi, en qualifiant leur grève de lock-out des patrons.

Varkiza, est de nouveau en hausse et profite largement du prestige que la nouvelle guerre des partisans a acquis parmi les masses terriblement opprimées de la Grèce.

Le programme du « gouvernement » de Markos est conçu de façon à s'adapter le mieux aux aspirations de ces couches : *Réforme agraire, expropriation des entreprises étrangères et nationalisation des grandes entreprises ; tribunaux populaires ; comités populaires ; libertés démocratiques ; protection des minorités nationales ; abolition de la monarchie.*

Dans ces conditions les révolutionnaires grecs ont pour tâche de combiner la critique de ce mouvement, en tant qu'instrument de la diplomatie soviétique, avec la mise en avant d'une politique positive, qui comprend une série de mots d'ordre capables d'exploiter l'autodynamisme révolutionnaire du mouvement révolutionnaire des partisans et de la base populaire du gouvernement Markos en général et d'aider ces couches à s'affranchir de la tutelle corruptrice de Moscou.

Ainsi les trotskystes grecs déclarent qu'ils sont pour un *appui critique* de ce gouvernement et mettent l'accent sur des mots d'ordre tels que :

DEMOCRATISATION DE L'ARMÉE
DES PARTISANS.

TRIBUNAUX DU PEUPLE ET COMITÉS
POPULAIRES ELUS DEMOCRATI-
QUEMENT PAR LES MASSES.

TOUT LE POUVOIR A CES COMITÉS
DES PARTISANS, PAYSANS ET OU-
VRIERS.

POUR UNE GRECE SOCIALISTE

DANS UNE FEDERATION BALKANI-
QUE SOCIALISTE.

Ils insistent d'autre part sur le fait
que seule la liaison du mouvement des
partisans avec les ouvriers des villes
peut donner une perspective à cette
lutte, perspective qui ne saurait être
autre que celle de la révolution prolé-
tarienne socialiste.

La mobilisation du prolétariat doit
partir de ces revendications économi-
ques et démocratiques élémentaires.

Les perspectives

Ce qui étonne dans la situation grec-
que, c'est que, malgré la mise en ligne
par la bourgeoisie indigène et l'impé-
rialisme américain, de moyens puis-
sants et malgré l'usure des masses qui
luttent contre leurs oppresseurs « nation-
aux » et étrangers depuis 1941, le ré-
gime capitaliste n'a encore aucune
chance de « stabilisation » relative. La
guerre civile est plus aiguë que jamais
et les perspectives de la bourgeoisie des
plus sombres.

Malgré l'« aide » américaine, la si-
tuation économique n'a fait que des
progrès insignifiants par rapport à
l'état chaotique au lendemain de la
« libération » : l'index de la production
agricole est à 55 % de 1938, celui de
la production industrielle entre 60 et
70 % de 1938. Les revenus des services
d'avant guerre (frets, argent envoyé par
des Grecs travaillant à l'étranger, etc.)
sont dans leur presque totalité définitive-
ment perdus. D'autre part, l'exportation
des produits agricoles (tabac, ralsins,
huile, fruits) qui constituait la
partie principale du commerce extérieur
d'avant guerre, a énormément baissé à
cause de l'affaiblissement de la produc-
tion agricole et de la perte des mar-
chés. Il en résulte un déficit de la ba-
lance commerciale et de la balance des
paiements plus grand que jamais et qui
ne peut être comblé que par des crédits
continuels.

Malgré les impôts et les taxes écri-
santes qui pèsent sur les couches labo-
rieuses de la population et malgré toutes
les mesures défaitistes entreprises
par la bourgeoisie, l'inflation a fait de
nouveaux bonds : la livre-or a passé
de 120.000 drachmes environ au milieu
de 1927 à 230.000 drachmes au début de
cette année, entraînant une nouvelle
hausse correspondante de tous les prix.

L'« aide » américaine, déjà en très
grande partie engloutie dans les dépen-

ses militaires improductives, sera com-
plètement épuisée en juin 1948.
Washington continuera-t-il à jeter ses
dollars dans ce nouveau tonneau des
Danaïdes, ou se retirera-t-il sur quel-
ques bases des îles de la mer Egée et de
la Crète ? Dans le cas contraire, Wa-
shington serait probablement contraint
d'envoyer directement ou sous la cou-
verture de l'O.N.U. des divisions entières
en Grèce, les nouvelles offensives de
l'armée gouvernementale qui se prépa-
rent pour le printemps contre les parti-
sans étant à nouveau condamnées à un
échec.

En effet, cette guerre de partisans,
bénéficiant du bas moral des troupes
gouvernementales, de la sympathie de la
population et du terrain montagneux du
pays, peut se prolonger au delà de tout
calcul de résistance matérielle et hu-
maine du gouvernement d'Athènes.
Washington sera tôt ou tard obligé de
faire la relève.

Il reste la probabilité d'un compromis
entre l'U.R.S.S. et les États-Unis qui
amènerait automatiquement une nou-
velle trahison à la Varkiza des stali-
niens grecs. Il est significatif à cet
égard qu'aucun gouvernement limi-
trophe n'a reconnu jusqu'ici Markos, et
que Moscou maintient une attitude de
stricte neutralité envers ce « gouverne-
ment. » Sur cette question aussi la
porte reste ouverte au compromis. Ainsi,
en définitive, le drame du peuple grec
qui se complique extraordinairement
par ses implications internationales, n'a
qu'une issue digne des sacrifices innom-
brables consentis jusqu'ici par les ou-
vriers et paysans de ce pays : la révolu-
tion prolétarienne grecque, dont le sort
est lié au sort, dans les prochaines
années, de la révolution prolétarienne
européenne.

Janvier 1948.

E. GERMAIN

LA RUINE
DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE

L'ALLEMAGNE n'existe plus au-
jourd'hui en tant que corps na-
tional, social, économique ou poli-
tique. Ce qui subsiste comme so-
ciété humaine entre le Rhin et l'Oder,
— ce tronçonnage à l'ouest de la Sarre,
à l'est de la Silésie et de la Poméranie,
au nord-est de la Prusse orientale ainsi
que d'une partie de la Prusse occiden-
tale — ne s'appelle pas autrement que
« zone d'occupation ». Les Anglo-Saxons
ont donné à leur zone un nom de mon-
stre digne de leur État : celui de *Bizonia*.
Les Russes se sont abstenus jus-
qu'ici de tout acte de baptême. Mais
leur « zone d'occupation » apparaît à
tel point une vaste entreprise d'exploit-
ation des richesses nationales et de la
force de travail au profit exclusif des
occupants, que le terme « S. A. G. (So-
wjetische Aktiengesellschaft, société par
actions soviétiques) qui désigne, du
point de vue formel, seulement les usi-
nes saisies et gérées par les Russes

s'applique admirablement à l'ensemble
de la zone orientale. « Bizonia » et
« S. A. G. », voilà ce qui remplit le
vide laissé au cœur de l'Europe par
l'effondrement de l'impérialisme alle-
mand et par l'impuissance du proléta-
riat à prendre sa succession contre un
monde d'ennemis coalisés. Ces noms dési-
gnent des entités économiques, bien
sur. Mais ces entités ne représentent
pas quelque chose de nouveau au sens
immédiat du mot. Elles représentent
des phénomènes, des états de décompo-
sition d'une société, projetée en quel-
ques années de temps d'un haut niveau
de civilisation matérielle à celui de dési-
ntégration de tous les éléments de ci-
vilisation tout court. « Bizonia » et « S.
A. G. » sont aujourd'hui une excellente
matière pour l'étude sur le vif de la si-
gnification matérielle du terme « bar-
barie ». Nous nous proposons d'en dres-
ser l'inventaire et d'en entamer le dia-
gnostic sur le plan économique.

I. LA STRUCTURE BRISEE

Afin de saisir dans ses contours exacts
la réalité allemande d'aujourd'hui, il
est indispensable de partir de deux con-
sidérations préalables : d'une part, celle
qui concerne les destructions résultant
des opérations militaires proprement di-
tes, et qui établit qu'au moment de
l'armistice, les terribles destructions ré-
sultant des opérations militaires avaient
laissé intacts au moins 65 0/0 et peut-
être jusqu'à 80 0/0 du potentiel indus-
triel de l'Allemagne. D'autre part, il
faut considérer que la politique voulue
et appliquée de manière conséquente
(du « plan Morgenthau » aux accords
de Potsdam) par les vainqueurs a été
celle de la destruction partielle de ce
potentiel, de la transformation amorcée
du peuple allemand en un « peuple de
pâtes », et de l'élimination définitive
de sa puissance industrielle. Si aujour-
d'hui, aussi bien du côté anglo-saxon
que du côté russe, des plans sont éla-
borés en vue de la reprise industrielle
et de l'augmentation du potentiel de
production, cela n'exprime que l'impasse
dans laquelle les vainqueurs ont été con-
duits par leur propre politique. La ruine
de l'économie allemande est aujourd'hui
en premier lieu le résultat de l'occu-
pation du pays, de son démembrement,
des réparations et des démantèlements
appliqués systématiquement sur son ter-
ritoire, et de l'effondrement complet de

sa structure économique qui en résulte.

Il est évident qu'en constatant cela,
nous ne voulons pas le moins du monde
diminuer la responsabilité du nazisme
dans la chute de l'Allemagne. L'écono-
mie nazie est apparue dès le début
comme une gigantesque hypothèque sur
l'avenir du pays, hypothèque dont
les impérialistes espéraient éloigner
l'échéance fatale par des conquêtes et
des pillages successifs. Il n'en reste pas
moins vrai qu'au moment où Hitler s'ef-
fondra, il y avait suffisamment de
« substance » en Allemagne — suffi-
samment de force de travail, de ri-
chesses du sous-sol, de stocks de ma-
tières premières, de potentiel industriel,
agricole et humain, de biens de consom-
mation durables accumulés depuis des
générations — pour permettre à la qua-
lification ouvrière et au génie technique
du peuple allemand de relever le pays
rapidement de ses ruines. L'évolution
que nous avons connue cependant n'était
pas celle d'une reconstruction plus ou
moins rapide, mais bien celle d'une évo-
lution rétrograde : ce qui subsistait en
Allemagne comme richesses réelles et
potentielles, au moment de l'armistice,
a été dans une grande mesure soit dé-
truit, soit aliéné au pays, soit dévoré
au cours même du processus de produc-
tion.

La substance détruite

L'Allemagne a perdu au cours de la guerre, en morte, et indirectement par suite de la guerre (diminution du taux de la natalité et augmentation du taux de la mortalité entre 1939 et 1947) 8,9 millions d'êtres humains. Cependant, sa population s'est accrue depuis la fin des hostilités, grâce à l'arrivée de pas moins de 10,4 millions de réfugiés, en grande partie exulés des provinces annexées par la Pologne et l'U.R.S.S., de la Tchécoslovaquie, de l'Alsace-Lorraine et des pays balkaniques. A ce chiffre doit s'ajouter encore celui des prisonniers de guerre non rentrés, dont le nombre semble dépasser largement les 2 millions. Il est à noter que cette population plus nombreuse est maintenant comprimée sur un territoire diminué de près de 25 % par rapport à l'Allemagne de Versailles.

Or, ces chiffres cachent en réalité une perte de substance humaine extrêmement grave. D'abord : la balance entre la population masculine et la population féminine a été entièrement bouleversée, il y a aujourd'hui en Allemagne 7,28 millions de femmes de plus que d'hommes (55,5 0/0 contre 44,5 0/0). D'autre part, le tiers des hommes capables de travailler (de 14 à 60 ans) a disparu. Il en résulte une perte absolue de force de travail évidente, à laquelle vient d'ailleurs s'ajouter une perte relative plus grave encore (1). De toute façon, le pourcentage de ceux qui exercent une profession est tombé à quelque 37 0/0 en moyenne, malgré le grand nombre de réfugiés qui se pressent de toutes parts.

Les pertes matérielles totales par suite de la guerre, du pillage et de l'enlèvement du butin de guerre de l'enlèvement à l'économie allemande des richesses des provinces amputées, ont été estimées à 310 milliards de reichsmarks (aux prix d'avant-guerre) par l'« Institut für Wirtschaftsforschung » (2), c'est-à-dire à 50 0/0 de la richesse nationale allemande de 1938. On ne peut se faire cependant une idée exacte des pertes effectives que si on les considère non en fonction de la richesse nationale, mais du revenu national. Le produit social annuel est estimé par la même source à 32 milliards de reichsmarks (en prix d'avant-guerre), soit un peu moins de 50 0/0 de celui de 1939. Cela représente environ 50 milliards de reichsmarks au niveau des prix officiels actuels. Pour estimer le revenu national, il faut enlever à cette somme les frais d'occupation (6,6 milliards RM), de l'utilisation par les occupants de biens et services (1,4 milliards RM), des réparations de la production cou-

rante, de l'entretien des camps des personnes déplacées, etc. (3 à 5 milliards de RM), c'est-à-dire, au total quelque 11 à 13 milliards, soit de 20 à 25 0/0 du produit social. En d'autres termes, le revenu national brut — auquel on ne retranche ni la somme nécessaire pour le maintien du capital, ni le paiement des dettes, etc. — représente seulement quelque 25 milliards de RM (au prix d'avant-guerre) par rapport aux 65 milliards de RM en 1939. L'économie allemande rapporte aujourd'hui un tiers seulement de son revenu d'avant-guerre (3).

Mais ce n'est pas tout. Aux pertes esquissées plus haut, il faut ajouter la destruction de substance qui s'ensuit sous forme de réparations en capital définitivement enlevé à l'Allemagne. Les estimations à ce sujet sont plus difficiles. Au cours de l'année 1946 fut réglé dans les zones d'occupation occidentales le sort de la flotte marchande allemande (686.343 tonnes réparties entre 14 pays). Les Alliés « occidentaux » saisirent plusieurs milliers de tonnes de brevets, s'ouvrant ainsi « avec une fausse clef les trésors du génie technique allemand » (4), dont la valeur est estimée à 3 ou 4 milliards de dollars. Alors que les impérialistes anglosaxons saisirent tous les avoirs allemands dans les pays alliés et neutres, la bureaucratie soviétique s'empara de tous les biens allemands en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie et en Finlande, ainsi qu'en Autriche orientale, biens dont la valeur totale est impossible à estimer, à des milliards de RM, près également parce qu'une partie importante de ces biens est d'origine récente et a été extorquée par le grand capital allemand durant la guerre) Enfin, au 1^{er} janvier 1947, on estimait la valeur des démantèlements opérés en zone occidentale à 300 millions de dollars et de ceux opérés en zone orientale à 4 milliards de dollars. Depuis lors, les démantèlements ne se sont pas arrêtés en zone d'occupation soviétique, (le « Nieuwe Rotterdamsche Courant » du 19/6/47 estime à 70 0/0 du potentiel industriel allemand de cette zone la somme totale des démantèlements soviétiques jusqu'à ce moment), ni en zone occidentale où l'on annonça le démantèlement « final » de 682 usines ayant une valeur totale de 1 milliard de dollars. On voit que les dimensions fantastiques prend ainsi la destruction de substance après la fin des hostilités. Et sur tout l'avenir de l'Allemagne pèse l'hypothèque de la créance de 10 milliards de réparations à enlever à la production courante, que l'U.R.S.S. a avancée.

La substance aliénée

Non seulement une partie importante de la richesse nationale allemande est définitivement perdue pour l'économie allemande, mais une fraction non négligeable de ce qui lui reste a été aliénée, c'est-à-dire est utilisée par les puissances d'occupation compétentes ou partiellement dans leur propre intérêt exclusif.

Dans les zones d'occupation occidentales, ce phénomène d'aliénation de la substance prend une triple forme. En premier lieu, le capital privé anglosaxon, surtout américain, s'est acquis des participations sinon des droits de propriété exclusifs sur certaines installations industrielles qui continuent à produire et lui rapportent des profits. Les informations à ce sujet sont extrêmement vagues (et pour cause !), mais un article de la « Basler Nationalzeitung », du 9 avril 1947, cite le Wall Street Journal du 24 août 1946, selon lequel, vers mi-1946, 358 entreprises situées dans les zones anglaise et américaine seraient vendues au capital privé américain. Il s'agirait surtout d'entreprises de produits chimiques, de couleurs, de produits pharmaceutiques, d'instruments chirurgicaux et d'appareils photographiques. En second lieu, les alliés « occidentaux » appliquent une politique d'exportations « forcées », obligeant l'Allemagne à exporter certains produits dont l'économie du pays elle-même a grandement besoin, en payant avec des marks, sans valeur sur le marché mondial. Cette politique est surtout appliquée par les autorités françaises dans leur zone d'occupation, ainsi que par les autorités anglo-américaines pour le charbon et le bois. En troisième lieu, les puissances d'occupation occidentales organisent une escroquerie sur une vaste échelle en fixant le taux d'échange du mark arbitrairement à des taux différenciés pour chaque opération, ce qui leur permet de réaliser des bénéfices énormes en saignant à blanc l'économie allemande déjà épuisée. Ces procédés ont cours, non seulement pour les exportations — où ils reviennent à payer en échange des produits exportés des prix de loin inférieurs à ceux qui sont en cours au marché mondial — mais également pour les réparations. Ainsi, le « Manchester Guardian », du 21 mai 1947, cite l'exemple d'une usine, « Hüttenwerke Borbeck », qui au commencement était inscrite sur la liste des démantèlements comme représentant une valeur de 120 millions RM de réparation et dont la valeur est estimée sur la dernière liste de réparations à 9,2 millions de RM seulement ! L'ensemble de ces opérations peut difficilement être caractérisé autrement que comme détournement pur et simple.

C'est cependant la zone d'occupation soviétique qui a vu le développement le plus ample de ces opérations courantes d'aliénation de la richesse nationale

allemande. Nous avons déjà indiqué que plus des 2/3 du potentiel industriel de cette zone ont été démantelés et transportés en Russie. Un tiers du potentiel subsistant a été saisi sur place par les autorités d'occupation soviétiques et déclaré « propriété soviétique ». L'ensemble de ces usines constitue maintenant des « Sociétés par actions soviétiques », S. A. G.

Ces « S. A. G. », groupés dans onze trusts, dominent plusieurs secteurs clefs de l'industrie qui subsiste encore dans la zone d'occupation. Les plus grandes usines et celles qui ont été le moins détruites ont été reprises ainsi par les Russes, notamment des usines bien connues telles la Launa (essence synthétique), la Buna (caoutchouc synthétique), l'A. E. G. et la Siemens à Berlin (appareils électriques), l'Agfa, etc. Le poids de ces « S. A. G. », dans la production totale de la zone d'occupation soviétique, a été indiqué comme suit :

Huiles et essences minérales : 77 % de la production totale ;
Caoutchouc et amiante : 63,7 % ;
Mines, à l'exception du charbon : 59,6 % ;
Appareils électriques : 45 % ;
Autos, bicyclettes, etc. : 45 % ;
Industrie chimique : 43 % ;
Construction mécanique lourde : 42,6 % ;
Construction légère : 40,8 % ;
Mines de charbon : 31,9 % ;
Métallurgie : 31,2 %, etc.

(« Neu Zürcher Zeitung », 19 novembre 1947.)

Ces usines ne sont pas seulement aliénées au potentiel industriel allemand, mais, à partir de juillet 1947, les administrations centrales allemandes ne sont même plus informées du montant de leur production, des vicissitudes de leur gestion, etc. Tout est déterminé directement par Moscou. Ajoutons que 74 entreprises, déclarées d'abord propriétés soviétiques, ont été rendues, par un ordre du maréchal Sokolovskiy du 24 janvier 1947, aux gouvernements des « Länder » de la zone d'occupation. Mais il s'agit là, comme il fallait s'y attendre, d'entreprises non-rentables, dont les autorités allemandes sont forcées maintenant de continuer la production — dans des buts de réparation — à pure perte, à couvrir par l'économie allemande elle-même. Quelques-unes de ces entreprises ainsi rendues ont d'ailleurs été plus tard démantelées et transportées en Russie.

L'ensemble de cette opération a été l'occasion, pour les autorités d'occupation russes, d'une gigantesque escroquerie, en tous points pareille à celle que les puissances d'occupation capitalistes exécutent dans leurs zones. D'une part, les usines déclarées « propriété soviétique » sont considérées comme livraison de réparation, mais leur valeur totale, estimée par les sources alleman-

(1) Chiffres cités par la *Neue Zürcher Zeitung* du 29 novembre 1947.

(2) *Neue Zürcher Zeitung*, 12 nov. 1947.

(3) Chiffres reproduits par la *Neue Zürcher Zeitung*, 30 décembre 1947.

(4) *Die Tat*, de Zürich, 9 avril 1947.

des à au moins 3 milliards de RM, est estimée à une fraction de moins de 50 % de ce chiffre par les Russes. D'autre part, les Russes ne saisissent que l'actif des usines expropriées, tandis que le passif — en premier lieu les dettes — restent à couvrir par les anciens propriétaires (ou par les « Ländler » allemands). Il est difficile d'imaginer un système de rapine plus cynique.

Ce n'est pas encore tout. Après avoir exproprié, les Russes se mettent maintenant à acheter, avec les mêmes fameux « marks sans valeur » que dénonçait Molotov à la Conférence de Londres, des usines privées allemandes, des pâtés de maisons, des immeubles pour bureaux et même jusqu'à des terrains vagues (5). Puis, l'ensemble du secteur

La substance engloutie

Plus grave que la destruction et que l'aliénation de substance est cependant le résultat de l'ensemble des conditions qui façonnent aujourd'hui la vie économique en Allemagne. L'Allemagne elle-même vit aujourd'hui de sa substance. La production dévore plus de valeurs réelles qu'elle n'en rapporte. Tout comme l'individu est forcé de liquider ses derniers biens réels — vêtements, appareils électriques, objets de ménage, petits bijoux, etc. — pour s'acheter de quoi subsister, ainsi l'économie allemande prise comme un tout, afin de maintenir le peuple au niveau de demi-famine auquel il végète actuellement, liquide ses stocks, ses derniers fonds de matières premières et de produits finis, et épuise ses richesses naturelles et sa force de travail. Du point de vue de la valeur, l'Allemagne est engagée dans un vaste cycle de reproduction rétrécie. Ce processus se manifeste ainsi dans les différents domaines :

a) La production dévore de plus en plus les richesses du sol qui s'appauvrit. Les coupes impitoyables des forêts dans la zone occidentale a déjà diminué la superficie boisée de 10 à 15 0/0 et risque de provoquer dans quelques années un déboisement massif de l'Alle-

	Superficie	Emblavée	Production totale	
	1938	(en hec. ares)	1938	1946
Blé	1.855.000	2.115.000	100	50
Pommes de terre	439.000	480.000	8,4	5,8
Betteraves sucrières ..	115.000	101.000	100	65
Cultures oléagineuses.	13.100	45.000	100	125

(« Rhein-Echo », organe social démocrate de Dusseldorf, 10 mai 1947.)

(5) *Neue Zeitung*, de Berlin (licence américaine), 18 octobre 1947.

(6) *La Neue Zeitung*, 29 novembre 1947. cite les déclarations d'un haut fonctionnaire de la zone d'occupation russe, M. Orlopp. Interrogé après la conclusion du nouvel accord d'échanges bizonaux, sur d'éventuelles utilisations des produits importés de la « bizone » sous forme de réparations, M. Orlopp répondit « que les marchandises reçues seraient transformées dans la zone (russe) ». Mais il ne niait pas que les produits ainsi transformés pouvaient être utilisés ensuite comme livraison de réparation. C'est-à-dire que la zone ne livrerait pas seulement ses produits, mais encore sa force de travail.

nationalisé dans la zone russe, qui couvre un second tiers du potentiel industriel qui subsiste et qui comporte quelque 10.000 entreprises, secteur aujourd'hui hautement cartellisé et centralisé sous la direction des dirigeants d'Etat staliniens, travaille presque exclusivement pour les livraisons de réparations aux Russes, 90 0/0 de la production courante allant en Russie directement ou indirectement (soit sous forme de livraisons aux « S. A. G. », soit sous forme d'exportations en échange desquels des produits importés sont livrés aux Russes (6). C'est ainsi qu'on peut se former une idée de l'entreprise d'aliénation du patrimoine et de la production allemande que constitue l'ensemble de l'organisation de la zone d'occupation russe en Allemagne !

magne occidentale et centrale, avec toutes les conséquences catastrophiques que cela entraînerait du point de vue agricole et climatologique. Plus grave que le déboisement est l'épuisement du sol par suite d'un approvisionnement insuffisant en engrais chimiques (en 1946, la zone britannique reçut 20 à 25.000 tonnes de produits azotés contre des besoins moyens de 150.000 tonnes pour une année d'avant guerre ! (7). Il en résulte une diminution désastreuse du rendement par hectare. Cette diminution est la suivante dans la zone d'occupation russe :

Rapport par hectare
(en milliers de tonnes)

	En 1938	En 1946
Céréales	47,0	26,8
Légumes verts	38,4	22,0
Pommes de terre ..	360,0	238,0
Betterav. sucrières	582,0	328,0
Colza	45,4	13,2

(« Manchester Guardian », 4 juin 1947.)

Quant aux zones occidentales, des chiffres globaux nous sont inconnus, mais la diminution du rendement se laisse facilement calculer si l'on compare, pour la zone britannique, production totale et superficie totale emblavée :

	Superficie	Emblavée	Production totale	
	1938	(en hec. ares)	1938	1946
Blé	1.855.000	2.115.000	100	50
Pommes de terre	439.000	480.000	8,4	5,8
Betteraves sucrières ..	115.000	101.000	100	65
Cultures oléagineuses.	13.100	45.000	100	125

(7) La situation de l'industrie des engrais azotés, caractéristique de la désagrégation de l'économie allemande, est la suivante. Avant la guerre, l'Allemagne était le premier producteur de produits azotés du monde. Son potentiel de production se montait à 1,6 million de tonnes par an. Elle consommait annuellement quelque 600.000 tonnes pour son agriculture hautement rationalisée.

Aujourd'hui, le potentiel est tombé à 400.000 tonnes par an, par suite de la perte des provinces orientales, des destructions et des démantèlements d'usines. La production s'élève à peine à 120.000 tonnes et est ainsi incapable de couvrir 25 % des besoins de l'agriculture.

b) La production dévore de plus en plus de matières premières par unité produite ; en d'autres termes, le gaspillage de valeur, compte tenu du niveau technique moyen sur le marché mondial, est énorme. Cela provient du vieillissement de l'outillage, du manque de réparations, de la diminution de l'attention et de la qualification ouvrière. Ainsi, pour le charbon, la consommation des chemins de fer est passée de 6,8 millions de tonnes en 1938 à plus de 9 millions de tonnes pour 1947 (8). Les mines de charbon absorbent pour leur propre fonctionnement 20 0/0 de leur propre production au lieu des 8 0/0 d'avant la guerre. La consommation moyenne de charbon par unité de production industrielle est estimée à 150 et même 180 0/0 de celle d'avant la guerre par le chef de la Commission de statistiques et de planification auprès du Conseil économique des zones occidentales, le docteur Günther Keiser (9).

c) La production dévore de plus en plus la force de travail qui ne se recouvre pas, par suite d'une alimentation tout à fait insuffisante. Alors que le minimum de nourriture nécessaire à une population industrielle est estimé à 2.700 calories par jour, la ration officielle moyenne en Allemagne ne s'est pas élevée à plus de 1.550 calories par jour et encore s'agit-il là d'une ration « théorique », la quantité de produits alimentaires effectivement distribuée étant sensiblement inférieure à ce niveau. Il est par conséquent logique que la productivité se trouve en forte baisse, accentuée encore par un absentéisme, produit à la fois par la maladie qui ronge constamment la santé de l'ouvrier et par la nécessité dans laquelle il se trouve d'aller chercher de maigres suppléments de nourriture par de longues et fatigantes randonnées à la campagne. En fin 1946, « The Economist » (7 décembre 1946) estima le rendement individuel dans la zone britannique en moyenne à 33 0/0 seulement de celui de 1936, avec 61 0/0 pour les forestiers, 55 % dans l'industrie textile, 48 0/0 pour les mineurs, 42 0/0 dans l'industrie du papier et 27 0/0 dans l'industrie métallurgique. Encore faut-il tenir compte du fait que l'effort physique ne se laisse pas mesurer directement à l'aide de ces chiffres, étant donné que

le rendement des machines, tout en ayant diminué également, n'a pourtant pas décliné au même taux que celui de la force de travail humaine proprement dit. On est plus près de l'état catastrophique de la santé du prolétariat allemand, quand on apprend le calcul fait récemment par les syndicats allemands, selon lequel 1 mètre cube de maçonnerie exigeait avant la guerre l'effort de deux maçons et d'un manoeuvre, alors que maintenant il faudrait le travail de six maçons et de douze manoeuvres pour le réaliser dans le même laps de temps ! (10) C'est ainsi que s'explique le fait qu'avec une population accrue et une production ne se montant à peine à 40 % du niveau d'avant guerre, l'Allemagne connaît une véritable crise de secteur-clefs de l'industrie (charbon, acier).

d) La production dévore la valeur du capital. Du point de vue capitaliste, toute la production actuelle n'est pas rentable et chaque opération légale de la part d'un fabricant se chiffre par des pertes.

En échange de ses marchandises, il reçoit un prix dérisoire, mais soigneusement fixé, en marks-papier, avec lesquels il ne peut acheter ni les matières premières ni les produits auxiliaires nécessaires pour reprendre la production au même point, sans parler de l'amortissement de son capital fixe. C'est pourquoi les pertes que le capitaliste souffre en laissant son potentiel non utilisé sont moindres que celles qu'il souffrirait en liquidant ses derniers stocks de matières premières. Cet état de fait constitue, dans les zones occidentales, un des freins essentiels à une reprise économique plus vigoureuse et est une manifestation très nette de l'incompatibilité de cette reprise avec le maintien du régime capitaliste.

L'ensemble de ce processus peut être caractérisé ainsi : à mesure que la production continue à se développer dans les cadres actuels, les moyens de production disparaissent dans la consommation improductive, et les moyens de consommation durables sont constamment échangés pour des moyens de consommation non durables. Cela est, par définition même, le cycle de la production rétrécie.

II. LE CHAOS DES ECHANGES

La structure brisée de l'économie allemande a les répercussions les plus violentes et les plus décisives sur le système compliqué et délicat d'échanges à travers lequel l'économie allemande hautement rationalisée était incorporée dans l'économie européenne et dans le marché mondial. La politique de pillage des Alliés bouleverse de fond en comble la place de l'Allemagne dans le commerce international ; de pays important des matières premières et exportant des produits finis, elle se transforme en un pays

exportant des matières premières pour payer ses importations de vivres. La division du pays en quatre zones d'occupation soumises à des orientations économiques différentes — compte tenu de l'unification économique de la zone britannique et américaine — désaxe complètement la production nationale et soumet les zones occidentales au bon plaisir des impérialismes anglo-

(8) *Manchester Guardian*, 26 nov. 1947.

(9) *Neue Zürcher Zeitung*, 29 nov. 1947.

(10) *Neue Zürcher Zeitung*, 6 nov. 1947.

saxons capables de mater la population par un odieux chantage à la faim. Enfin, l'inflation qui ronge une économie se vidant de sa substance bouleverse entièrement la circulation intérieure

L'inflation et les trois marchés

La circulation fiduciaire est passée en Allemagne de 3,5 milliards de RM en 1932 à 11 milliards en octobre 1939 et à 75 milliards en mai 1945. En même temps que la quantité de monnaie en circulation s'est multipliée par sept, la quantité de marchandises en circulation tombe à une fraction d'un tiers ou moins. De ces données très simples résulte une image approximative de l'origine de l'inflation. En même temps, les dettes du Reich se montent à quelque 400 milliards de RM et les dommages de guerre privés à quelque 200 milliards (11). On comprend que le seul service d'intérêt de cette dette serait un poids absolument insupportable pour toute économie saine, sans parler pour l'économie allemande désaxée.

Cependant, en même temps que la monnaie a presque complètement perdu sa valeur, l'Etat a essayé de maintenir et même d'élargir un système de réglementation des plus sévères. Il n'y a aucun produit pour lequel le prix rationné et les modalités d'acquisition ne sont pas fixés de la façon la plus rigoureuse. Au milieu de l'inflation la plus illimitée, l'Etat s'est efforcé de simuler la stabilisation la plus rigoureuse. Celle-ci reste effective, dans une très grande mesure, pour les salaires des ouvriers et pour les revenus des petits rentiers et épargnants réduits à la ruine totale. Elle reste « effective » aussi pour les prix, dans la mesure où des marchandises s'offrent encore sur ce marché légal. Son effet le plus immédiat a été précisément de chasser ces marchandises de ce marché. C'est-à-dire que, tout en étant une condition de désagrément pour les capitalistes, elle est la source de la plus grande misère du prolétariat, de sa réduction à l'état de semi-Lumpen affamé.

Depuis le début de l'occupation, la masse des moyens de paiement a été de nouveau sensiblement élevée par l'impression de billets de banque par les autorités d'occupation, dont la somme totale est évaluée à 15 milliards de RM (12). En même temps, les autorités allemandes se sont efforcées de diminuer la masse du pouvoir d'achat en introduisant un système d'impôt qui est le plus lourd du monde Au printemps de 1946, les impôts indirects furent augmentés de 50 %, les impôts sur les revenus de 35 %, sur les traitements de 25 %, etc. (13). Une nouvelle expansion du volume des moyens de paiement a été ainsi évitée. Pour les capitalistes, cependant, ces nouveaux impôts signifient l'élimination quasi complète de leurs profits au delà d'un niveau relativement modeste. On pave 95 % d'impôts pour un revenu supé-

des marchandises, brise le marché, impulse une tendance prononcée à un retour à des îlots d'économie naturelle et rend impossible toute large reprise.

rieur à 60.000 RM. Mais alors que l'ouvrier ne peut pas aller vendre sa force de travail au marché noir et reste ainsi la grande victime de l'inflation, le capitaliste a facilement trouvé le moyen de détourner cette réglementation désastreuse. C'est ainsi que sont nés les « trois marchés allemands » qui subsistent aujourd'hui paisiblement l'un à côté de l'autre.

Les conditions du premier marché, le marché officiel, sont les suivantes : l'ouvrier y touche son salaire et y achète ses 1.550 calories par jour, s'il les reçoit ! L'approvisionnement en moyens de consommation est tel que le consommateur a la chance de recevoir une chaise ou, s'il est né sous une bonne étoile, une table par an, bien entendu au cas où il est réfugié ou victime de bombardements ! Il achète sur ce marché exactement 56 grammes (!) de produits textiles par mois, et il peut espérer s'acheter une assiette tous les sept ans. Quant aux brosse à dents, celles-ci ne sont plus du tout mises à la disposition du consommateur « officiel » (14). Le capitaliste, lui, vend ses produits à perte sur ce marché, du moins pour beaucoup de produits. Ses revenus y sont implacablement écumés par le fisc.

A côté de ce premier marché, dans lequel passe tout au plus la moitié de la production industrielle et certainement moins de la moitié de la production agricole, il y a le marché « gris », le marché du troc ou, comme on l'appelle aujourd'hui en Allemagne, « le marché de compensation » (15). Ce marché est alimenté par deux sources différentes : d'une part les paysans refusent de livrer une grande partie de leur production (la *Neue Zürcher Zei-*

(11) *Schwarzwälder Post*, 8 février 1947.

(12) *New York Herald Tribune*, 4 mai 1947.

(13) Dans la zone d'occupation russe, l'augmentation des impôts indirects a surtout porté sur l'impôt sur l'alcool, le fameux « schnaps », dont Engels disait qu'il est à la base de la puissance de Bismarck, ce qui lui valut la haine de la police prussienne durant plus de trois décades. La somme énorme de 211 marks est maintenant perçue par le fisc pour chaque litre d'alcool. Le total de ces rentrées constitue près de 40 % des revenus des « Laender » de cette zone (*New York Herald Tribune*, 2 nov. 1947), ce qui incite les autorités stalinienne à détourner systématiquement des quantités de pommes de terre de la population affamée, afin de les transformer en alcool.

(14) *Neue Zürcher Zeitung*, 6 nov. 1947.

(15) *Economist*, 24 janvier 1948, donne une description vivante de l'extension de ce système de troc.

estime que pour la campagne 1946-1947 les paysans auraient livré 50 % des quantités imposées dans les zones occidentales et entre 60 et 70 % dans la zone russe, estimation considérée comme trop optimiste par la plupart des observateurs américains) et refusent également de la vendre au marché noir pour des Marks ; d'autre part, les industriels mettent de côté une partie importante de leur production courante dont ils donnent une fraction aux ouvriers (16), qui troquent ces produits contre des produits alimentaires, et dont une autre fraction leur sert à obtenir, par voie de troc, certaines pièces de rechange ou de matières premières nécessaires. Il est intéressant de remarquer que ce vaste système de troc n'a pas encore recours à un étalon de valeur commun, bien que le Mark soit ici complètement éliminé.

Enfin, le troisième marché est le « marché noir » proprement dit, alimenté par les soldats d'occupation, les « personnes déplacées » et par les industriels eux-mêmes qui désirent recevoir de cette manière des moyens de paiement pour payer les impôts et pour compenser la perte dont ils souffrent dans la partie de leur production vendue au marché officiel. Ce marché est le paradis des intermédiaires — qui jouent par contre un rôle négligeable sur le marché noir du troc — qui l'ont « organisé » de fond en comble et qui en organisent également l'approvisionnement en produits « rares » (produits américains et produits achetés par les étrangers : appareils de photographie, objets d'art, bijoux, appareils électriques, radios, autos, etc.). D'après la *Neue Zeitung* de Munich, le centre de la « bourse noire » de la zone britannique se trouve à Cologne où les intermédiaires de Francfort et de Hambourg se retrouvent deux fois par semaine et fixent le cours. Sur ce marché noir où le Mark reste le moyen de

paiement mais où la cigarette américaine est devenue l'étalon de valeur, tout s'achète ; et l'on énumère allégrement les différentes variations de « marché », du marché noir des livres d'étudiants qui fonctionne à Bonn jusqu'au marché noir des papiers militaires britanniques (!) qui s'est établi à Hambourg. Malheureusement, les prix y sont tels que les ouvriers n'y ont pas d'accès dans leur grande majorité, sauf pour la liquidation des rares biens qui leur restent encore. Aussi n'est-il pas étonnant que les autorités d'occupation russes aient provoqué une réaction violente de la population laborieuse en essayant d'instaurer dans leur zone des « magasins libres » dans lesquels le marché noir se trouva plus ou moins légalisé. Cette expérience a donc été sans lendemain.

La tendance du mouvement économique est, par conséquent, nettement celle d'une dissolution du marché capitaliste « classique ». Il va sans dire que cette tendance est suivie et combattue avec une grande inquiétude par les puissances d'occupation, car le « marché des affaires de compensation » bloque complètement leur exploitation du pays. Le *New York Herald Tribune* du 4 mai 1947 le dit brutalement : l'industriel allemand n'a que le choix entre l'exportation et le troc. Aussi, la politique américaine qui vise à incorporer l'Allemagne dans son « système occidental » essaiera-t-elle de renverser la tendance actuelle par l'application d'une réforme monétaire qui scellera définitivement la paupérisation de millions et de millions de petits rentiers et de membres des classes moyennes. Mais aussi longtemps que le « marché officiel » sera incapable de fournir aux ouvriers une quantité de produits restaurant approximativement leurs dépenses en force de travail, aucun renversement définitif de la « fuite vers l'économie naturelle » ne se produira.

Les échanges interzонаux et le commerce extérieur

L'unité économique de l'Allemagne, parachevée en 1871, a été, avec le paiement de la gigantesque contribution de guerre extorquée par Bismarck à la France, à la base d'un développement prodigieux de l'industrialisation allemande. Mais la base économique de cette unification avait été préparée déjà à l'étape précédente par la formation d'une union douanière entre tous

les Etats allemands du Nord, ensuite par le *Norddeutscher Bund*. Malgré le morcellement de l'Allemagne durant les trois quarts du XIX^e siècle, l'industrialisation s'était donc effectuée sur l'ensemble du territoire considéré comme un tout. L'industrie textile silésienne et saxonne était intimement liée à l'industrie textile rhénane. La division du travail à l'échelle nationale s'adaptait partout aux conditions géographiques et sociales les plus aptes à diminuer au maximum les coûts de production. La culture du blé extensive dans les provinces de l'Est et sur les immenses domaines des *Junkers* était contrebalancée par une agriculture intensive d'un haut degré de rationalisation en Allemagne occidentale et méridionale. L'approvisionnement en engrais s'appuyait sur l'azote, produit surtout dans les provinces occidentales, et les immenses réserves de potasse, produites dans le bassin de Stassfurth, si-

(16) Il est intéressant de noter les raisons de cette magnanimité. D'une part, il s'agit d'un mouvement de protection, car dans son état de misère, l'ouvrier voudrait implacablement les produits qu'il fabrique (*Manchester Guardian*, 27 nov. 1947). D'autre part, il s'agit de primes en nature que l'industriel distribue parce qu'il se rend compte du fait qu'avec son salaire en marks, l'ouvrier est incapable de restaurer sa force de travail. Le patron a intérêt (Que le *Capital* nous semble proche...) à placer l'ouvrier dans des conditions telles que celui-ci puisse donner sa force physique normale à la production.

tué dans l'actuelle zone russe. Même l'industrie métallurgique avait atteint une spécialisation dans laquelle des dizaines de branches situées dans la Ruhr exigeaient des compléments produits à Berlin ou en Saxe.

Le démembrement du pays a complètement bouleversé cet équilibre. Le détachement des provinces orientales, annexées par la Pologne, et la séparation de la zone orientale agricole du centre industriel de la Ruhr transforme l'Allemagne dans son ensemble, et les zones occidentales plus particulièrement encore, en centres déficitaires du point de vue alimentaire. Il rend l'industrie des deux zones dépendante de livraisons étrangères qu'elles se procuraient mutuellement auparavant. Il en résulte donc une dépendance quasi totale de l'étranger et un recul très prononcé de la capacité de production.

C'est ce bouleversement de la structure interne des échanges, instrument de domination des puissances d'occupation, qui se trouve à la base du renversement complet de positions de l'Allemagne dans le commerce international. D'un pays pouvant concentrer la plus grande partie de ses importations en matières premières industrielles et les payer au moyen d'exportations de produits manufacturés qui pouvaient entrer en concurrence avec ceux des pays les plus avancés du monde — y compris les États-Unis — l'Allemagne devient un pays contraint d'importer une forte masse de vivres pour subsister. Le manque de matières premières étrangères, et le recul des forces productives résultant des destructions de substance et du démembrement du pays l'empêchant d'exporter des produits finis pour couvrir ces frais d'importations, l'Allemagne se trouve donc forcée d'exporter des matières premières des produits mi-finis sinon, comme Bidault le proposait cyniquement, sa force de travail. Ce changement de structure du commerce extérieur ne signifie autre chose que la transformation du pays, du point de vue économique, d'un pays de commerce à structure impérialiste en un pays de commerce à structure semi-coloniale.

Jusqu'ici, il a été impossible d'obtenir une estimation exacte du montant des échanges interzone. On estime cependant en général que leur masse totale ne constitue pas plus de 10 % du montant des échanges en temps normal d'avant guerre. Pour le premier trimestre de 1947, le journal pro-stalinien *Tribune*, de Berlin, avance le chiffre de 208 millions de marks. D'après le même journal, les zones d'occupation occidentales auraient eu à ce moment un déficit par rapport à la zone orientale. Ce déficit semble pourtant être couvert dans les mois suivants, car le nouvel accord, conclu fin novembre, ne le mentionne pas. Cet accord prévoit pour toute l'année 1948 des échanges s'élevant à 313 millions de marks (17), somme dérisoire en comparaison du flux ininterrompu des échanges en temps

normal, qui ont dû dépasser ce chiffre certainement de dix fois.

L'élimination radicale de l'Allemagne du marché mondial se manifeste nettement quand on compare le chiffre des exportations moyennes mensuelles en 1936 — 158,8 millions de dollars — avec celui des exportations totales des trois zones occidentales durant les neuf premiers mois de 1947 : environ 180 millions de dollars. (Les exportations de la zone orientale, autres que des livraisons de réparations à l'U.R.S.S., paraissent insignifiantes.) Ce chiffre n'exprime cependant pas encore toute la profondeur de la chute. Celle-ci apparaît quand on constate que les exportations d'acier, de produits métallurgiques, d'instruments électriques, de produits chimiques et de produits de textiles de Bizonia ne s'élèvent pas même à un pour cent de leur montant en 1936 ! Alors que les produits manufacturés constituaient en 1936 82,8 % des exportations allemandes pour toute l'année 1947, les exportations totales de charbon et de bois, deux matières premières, constituent plus de 75 % du montant total, les produits manufacturés ne réalisant tous ensemble qu'à peine 10 % ! (18).

Mais ici les brigands impérialistes sont pris à leur propre piège. Pour empêcher que l'ensemble de la population laborieuse meure simplement de faim, pour maintenir ne fût-ce que le niveau de famine actuel, les exportations allemandes d'à présent sont incapables de couvrir les frais d'importation. Les impérialistes américains — leurs comparses britanniques se déclarant « forfaités » faute de dollars — doivent donc payer ce déficit de leur propre poche. Afin de permettre à l'Allemagne occidentale d'occuper la place qu'ils lui ont assigné dans leur système « occidental », il faudrait importer des produits pour deux milliards de dollars par an dans Bizonia, dix fois plus que le montant actuel des exportations. On voit les crédits formidables que les États-Unis seraient forcés d'accorder à l'Allemagne si les exportations ne pouvaient pas s'élever au-dessus du niveau actuel, résultat de l'ensemble de la politique passée de ces mêmes impérialistes !

En 1937, les exportations allemandes en produits manufacturés couvraient plus de 30 % des besoins d'importation de la Suède, de la Tchécoslovaquie, de la Lituanie, du Portugal, de la Lettonie et de la Roumanie ; plus de 40 % des besoins de l'Esthonie, de la Suisse, des Pays-Bas, de la Pologne, de l'U.R.S.S., de l'Autriche et du Danemark ; plus de 50 % des besoins de l'Italie, de la Turquie et de la Yougoslavie ; plus de 60 % des besoins de la Bulgarie, de la Grèce et de la Hongrie en ces produits (19). Aujourd'hui, le

(17) *Der Tagesspiegel*, de Berlin, 29 novembre 1947.

(18) *Manchester Guardian*, 10 nov. 1947.

(19) *Europe and the Ruhr*, publication du « Political and Economic Planning ».

fournisseur allemand en produits manufacturés a complètement disparu pour l'ensemble de ces pays. Au début, certains anciens concurrents — en premier lieu la Suisse et la Suède, puis surtout la Grande-Bretagne, la Belgique et la France et, maintenant, de plus en plus, les États-Unis — ont essayé de couvrir ce vide. De là la montée en flèche des exportations de ces pays en 1946 et en 1947. Mais il apparut bien vite que l'ancienne industrie manufacturière allemande était, en même temps, un des meilleurs clients de nombreuses industries étrangères, en premier lieu de celles de la Grande-Bretagne, des pays « Benelux », de la Suisse, de l'Italie, etc. De moteur, l'absence des exportations allemandes se

transformait en frein du commerce intereuropéen dès l'été 1947. À son tour, le ralentissement du commerce extérieur dans de nombreux pays européens ralentit la modeste reprise des exportations allemandes, qui étaient passées, pour la bizonie, de 35 millions de dollars au second trimestre de 1947, à 69 millions au troisième trimestre. L'année se termine sous le signe de la stagnation (20). Ainsi, le marasme de l'économie allemande, source principale du marasme de l'Europe tout entière, se prolonge lui-même par les effets qu'il produit sur l'économie européenne. On ne saurait mieux exprimer le besoin criant d'une Europe socialiste unie pour la reconstruction de l'économie du vieux continent.

III. LE MARASME DE LA PRODUCTION

PRISE dans un mouvement de paupérisation progressive et paralysée par le démembrement de son propre corps, l'économie allemande ne réussit plus à se relever sensiblement,

malgré les ballons d'oxygène que lui tend l'impérialisme américain. Telle est la conclusion qui se dégage de l'état de la production agricole et industrielle après trente mois d'occupation.

La production agricole et le ravitaillement

Une différence fondamentale existe du point de vue de la production agricole, entre l'ensemble des trois zones d'occupation occidentales d'une part, et la zone d'occupation russe de l'autre. Les premières sont organiquement déficitaires du point de vue alimentaire. La seconde devait pouvoir se suffire à elle-même. On serait enclin à en conclure que la situation alimentaire dans la zone d'occupation russe est sensiblement meilleure que celle des zones occidentales. Il n'en est cependant rien, et il est facile de comprendre pourquoi. Alors que les puissances d'occupation occidentales, hantées par la peur des « révoltes de la faim » et d'une « expansion du communisme » imposable à leurs frais pour quelque 600 millions de dollars de vivres par an, les forces d'occupation russes par contre vivent sur le pays, y ont enlevé une grande partie du cheptel et se font encore livrer une proportion très grande de la production du beurre, d'œufs, de lait, etc. D'autre part, la diminution du rendement par hectare et de la production agricole totale — également par suite des conséquences désastreuses d'une réforme agraire exécutée sans donner aux nouveaux paysans-propriétaires la possibilité d'exploiter rationnellement leurs terres — réduit encore davantage la masse des produits agricoles disponibles au ravitaillement de la population.

Les chiffres de production agricole pour la zone d'occupation russe sont connus seulement pour 1946 (21). Ils comportent, par rapport à la production sur les mêmes territoires en 1938, une diminution de 64 % pour l'orge, de 62 % pour le blé, de 56 % pour le colza, de 48 % pour le seigle et la betterave sucrière, de 44 % pour l'avoine et de 36 % pour

les pommes de terre. La production de 1947 doit être légèrement inférieure à celle de 1946, par suite d'une vague de sécheresse, consécutive d'ailleurs au gel des semailles d'hiver. Cette vague de sécheresse semble être à la base d'une nouvelle déclamation du cheptel, évacué en hâte vers les régions côtières.

Dans les zones d'occupation occidentale, la production moyenne de produits agricoles en 1947 a été estimée à 65 % du niveau de 1938. Ici également, la sécheresse a causé une forte diminution de la production du blé, estimée de 5 à 20 % inférieure à celle de l'année précédente (22). Mais alors que dans la zone russe des méthodes d'intimidation et de terreur semblent avoir réussi cette année à forcer les paysans à livrer les quotas-parts fixés, nous voyons dans les zones occidentales un double mouvement réactionnaire favorisé par les autorités capitalistes allemandes. D'une part, les paysans se soustraient en masse à leurs devoirs de livraison, au point où un article du « *Manchester Guardian* » du 12 mai 1947, estime que, pendant le premier trimestre de l'année, 6 % seulement (!) des cochons,

(20) *Economist*, 24 janvier 1948.

(21) *Neue Zürcher Zeitung*, 11 déc. 1947. Il est extrêmement difficile d'obtenir des chiffres de production même approximatifs concernant la zone d'occupation russe, car non seulement le service de statistique zonal n'est pas au point, de l'aveu même des autorités, mais il manque même une comptabilité exacte pour beaucoup d'unités économiques (grandes usines, régions agricoles, etc.).

(22) *Neue Zürcher Zeitung*, 12 nov. 1947.

(23) *New York Herald Tribune*, 28 août et 24 octobre 1947.

4 % des moutons et 46 % des plantes oléagineuses — pour prendre les trois catégories les plus mauvaises — fixées comme quotes-parts aux paysans furent effectivement livrées. D'autre part, les gouvernements des « Laender » favorisés du point de vue agricole — le Schlesvig-Holstein, la Bavière et la Basse-Saxe — s'efforcent de limiter à l'extrême la quantité de produits alimentaires qui quittent leur province, accentuant ainsi la détresse des provinces industrialisées, avant tout de la Ruhr. C'est ainsi que l'« Economist » du 24 janvier 1948 dénonce le fait que les gouvernements de ces trois provinces s'étaient dépêchés de distribuer 50 % de la récolte de pommes de terre de leur province avant que les autorités « bizonales » aient fixé les quotes-parts entre les « Laender » pour assurer une distribution équitable. C'est dans ce sens qu'une « révolte de la ville contre la campagne », telle qu'on la connaît re-

La production industrielle et la question de la « discipline de travail »

Nous l'avons déjà dit : c'est cette perte relative de substance humaine, résultant de l'épuisement de la force de travail, qui explique le paradoxe qu'avec une population plus grande qu'en 1938 la production industrielle globale n'atteint que 40 % de celle d'avant guerre et qu'il existe pour beaucoup de branches une pénurie aiguë de main-d'œuvre. Aussi bien les puissances d'occupation occidentales que les forces d'occupation russes ont-elles essayé de remédier à cette diminution dangereuse du rendement individuel en utilisant différentes méthodes classiques que le capitalisme connaît pour intensifier l'exploitation de la force de travail.

En zone d'occupation russe, l'absentéisme, le gaspillage des matières premières, la diminution de l'effort, la négligence la plus grande envers les instruments de travail s'étaient rapidement répandus parmi les ouvriers, non seulement par suite de l'alimentation en tout point défectueuse et de l'aggravation de leur état de santé, mais également par suite des mesures de démantèlement successives et de la conscience qu'avait la main-d'œuvre que la presque totalité de la production partait pour la Russie (24). Aussi les autorités d'occupation commencèrent-elles à fixer des « normes » de production aux usines, en assurant soigneusement aux ouvriers que tout excédant au-dessus de cette « norme » allait être maintenu exclusivement pour la consommation intérieure allemande. Cela ne semblait cependant pas suffire à arrêter la baisse rapide du rendement et la désagrégation rapide de ce que la presse stalinienne appelle « la discipline du travail » (c'est-à-dire avant tout : le développement rapide de l'absentéisme)

ce ment en Bavière avec la grève générale, devient compréhensibles.

L'ensemble de ces conditions explique le niveau de famine auquel sont réduites les couches laborieuses de la population. Si la ration officielle est fixée à 1.550 calories par jour, aussi bien durant les mois de mars et d'avril qu'au mois de décembre, la ration effectivement distribuée oscillait entre 750 et 1.000 calories par jour dans les grands centres industriels de la Ruhr et à Hambourg. Voilà la force irrésistible qui pousse l'ouvrier à abandonner son travail, autant que possible, pour se procurer une source supplémentaire de nourriture. Voilà ce qui est à la base du développement monstrueux de la prostitution, des maladies infectieuses, de la hausse de la mortalité infantile. A un tel niveau d'alimentation, la population laborieuse allemande ne peut que se transformer progressivement en une masse de « lumpen » affamés.

La Sächsische Zeitung stalinienne du 9 octobre notait que « les ouvriers et employés mettent presque leur point d'honneur à se tourner les pouces et à simuler (!) la maladie mieux que les autres ». Aussi, une série de mesures renforcent-elles à la fois la discipline du travail et essayent-elles d'amadouer les ouvriers :

a) L'ordre 128 de l'administration militaire en Thuringe, signé du général de division Kotesnitchenko, « déclare particulièrement inadmissible que les directeurs n'assument que des fonctions techniques, ne comportant pas de responsabilités, tandis que les conseils d'entreprise qui n'ont pas la moindre responsabilité (!) dans la gestion de l'entreprise, dirigent tout. Aussi, le général de division exige que le directeur « soit affranchi (!) de l'immixtion du conseil d'entreprise ». (« Weser Kurier » de Brême, 16 septembre 1947). Cet ordre va à l'encontre de toute la campagne stalinienne exigeant l'introduction de la gestion commune ;

(24) Particulièrement révoltantes aux yeux de la population laborieuse allemande étaient les mesures de démantèlement de cet été, appelées par le peuple « démantèlement de la dernière misère ». Il s'agit là du démantèlement des masses de ferrailles considérées par les techniciens comme le dernier espoir d'une reconstruction, même limitée, de l'appareil de production, étant donné l'absence presque totale d'approvisionnement en acier ou fonte. Ces démontages ne se sont pas seulement exécutés dans les ruines qui couvrent Berlin, mais même dans les usines encore en fonction. Ainsi tout un travail patient de reconstruction grâce à l'emploi de moyens de fortune, exécuté par des ouvriers et techniciens allemands, depuis deux ans, afin de remettre en marche une série de grandes usines, a été d'un seul coup annihilé.

b) L'introduction d'une série de mesures tendant à limiter — ou à abolir — le droit des médecins allemands d'accorder des certificats de maladie aux ouvriers ;

c) Le fameux « ordre n° 234 » du maréchal Sokolovsky introduisant le principe : « A travail égal, salaire égal » pour les femmes, limitant la journée de travail pour les jeunes (à 42 heures jusqu'à 16 ans et à 45 heures jusqu'à 18 ans), ordonnant l'installation de polycliniques et de services médicaux auprès des grandes entreprises et introduisant le travail aux pièces comme base de rémunération dans l'industrie. (10 octobre 1947).

Il ne semble pas que cette mesure ait eu des résultats comportant une augmentation sensible de la production industrielle dans la zone russe. Outre la question de la discipline du travail, la production souffre des démantèlements continuels, du manque d'électricité, des difficultés de transport et d'un approvisionnement insuffisant en acier. Son niveau est estimé à 50 % environ de la production de 1938 ; les chiffres réels seront sans doute plus bas encore. Etant donné que Molotov lui-même fixait la production de sa zone à 70 % du niveau de 1938 il y a un an, une diminution sensible semble indéniable pour l'année 1947.

En ce qui concerne enfin les zones d'occupation occidentales, l'ensemble de la production industrielle dépend en premier lieu de l'approvisionnement en charbon. Les impérialistes anglo-américains se sont efforcés d'augmenter dans la mesure du possible la production charbonnière de la Ruhr, élément-clé également pour la réalisation du plan Marshall. Reprenant un système introduit déjà par les impérialistes français dans leur zone d'occupation, ils ont entrepris une vaste campagne de corruption des mineurs en leur accordant de petits avantages alimentaires : distribution de primes d'assiduité (où l'alcool joue un rôle de premier plan), puis distribution de colis de nourriture du type « aré » aux puits dépassant un niveau déterminé de production.

Ce système a apporté quelques résultats. La production qui oscillait autour de 225.000 tonnes par jour au printemps a atteint en automne le record de 280.000 tonnes (augmentation de 25 %). Mais le début de la crise alimentaire de décembre l'a immédiatement diminuée à 225.000 tonnes par jour, et cette petite diminution risque de provoquer de nouveau une pénurie de charbon, même pour le niveau extrêmement bas auquel se trouvent les autres industries. La production d'acier se trouve à 35 % du niveau fixé par les accords anglo-américains (20 % seulement cependant par rapport à la production de 1939). L'industrie textile se trouve à un niveau égal à 33 % de la production de 1936. La moyenne de l'activité industrielle pour la zone britannique était en octobre

dernier de 39 % de la moyenne de 1936, en zone américaine de 49 %. La production totale de « Bizonia » pour 1947 ne doit guère dépasser 40 % de la production de 1947.

Il est curieux de constater l'enchevêtrement des causes qui freinent une augmentation de la production charbonnière et qui indiquent la puissance des forces de désagrégation en jeu dans l'économie allemande. Les mines ne reçoivent pas suffisamment de produits métallurgiques nécessaires à la modernisation et aux réparations de leurs installations défectueuses et usées. La métallurgie à son tour ne peut pas produire davantage, faute de charbon, de minerai de fer (on importe des vivres à la place du minerai suédois) et de main-d'œuvre. L'industrie est prête à accueillir des milliers d'ouvriers, mais il n'y a pas de logements pour eux dans les villes dévastées, où les travaux de déblayage sont à peine entamés. La main-d'œuvre dans les mines augmente lentement, grâce aux avantages alimentaires. Mais souvent il s'agit d'un transfert d'ouvriers métallurgistes, ce qui freine encore plus la production dans ce secteur et accentue la pénurie d'acier pour l'industrie charbonnière. Dès que la production charbonnière augmente légèrement, une crise de transport s'ouvre. L'épuisement du parc de wagons de chemins de fer est tel que 60.000 d'entre eux ont été perdus en une année de temps, par suite du surmenage. Ainsi des stocks de charbon s'amoncellent auprès des puits alors que, quelques dizaines de kilomètres plus loin, des usines d'acier arrêtent leur production faute de carburant.

Ajoutons qu'au milieu de ce marasme les impérialistes anglo-américains veillent soigneusement à ce que la « reprise industrielle » qui est promise pour l'an prochain ne comporte pas un élément de concurrence pour les exportations anglo-saxonnes. « Ce n'est pas un secret que certaines industries allemandes ne pourront pas exporter afin de ne pas faire de concurrence à leurs rivaux en Grande-Bretagne et ailleurs », écrit le Manchester Guardian du 6 mai 1947. Et le même journal écrit le 18 décembre 1947 : « Le contrôle des prix, exercé par le Joint Export Import Agencies (J.E.I.A., office des exportations-importations) semble l'être dans le but de protéger l'industriel britannique ou étranger ». Ce journal cite l'exemple des bicyclettes, exportées par la Grande-Bretagne pour 6 à 10 livres sterling, alors que la J.E.I.A. a fixé le prix d'exportation des bicyclettes allemandes à 7 livres, malgré leur qualité inférieure.

Et aussi longtemps que dureront le démembrement et la division du pays, et sa soumission aux intérêts des puissances d'occupation, toute « reprise » restera dans ces limites étroites, que les occupants voudraient eux-mêmes élargir, mais qu'ils sont constamment forcés de rétrécir.

GEORGES LAVAN

Les militaires s'installent aux ÉTATS-UNIS

LA domination du gouvernement par les culottes de peau a atteint un point si alarmant que même un ancien porte-parole de l'Etat-major a trouvé nécessaire de protester. Hansen W. Baldwin, critique militaire du *New-York Times* aperçoit le spectre de la dictature militaire et sonne l'alarme. Dans un article paru dans le numéro de décembre du *Harpers Magazine* intitulé « Les militaires s'installent », Baldwin détaille le nombre inouï de culottes de peau qui se trouvent à des postes gouvernementaux et qui exercent une influence croissante sur la politique nationale et internationale.

Baldwin énumère les militaires qui occupent maintenant d'importants postes gouvernementaux tenus traditionnellement par des civils :

- le lieutenant-général Lucius D. Clay, gouverneur d'Allemagne ;
- le général de division William H. Draper, sous-secrétaire d'Etat à l'Armée ;
- le général de brigade Frank T. Hinea, ambassadeur à Panama ;
- le général Thomas Holcomb, ambassadeur en Afrique du Sud ;

Le bloc militaire

La soi-disant unification des forces armées sous un nouveau « super » ministère a, en réalité, créé quatre départements militaires. Ces quatre nouveaux secrétaires : Aviation, Armée, Marine et Défense, ont le rang de ministres et perçoivent la paye de membres du gouvernement. L'acte d'unification se garda soigneusement de mentionner s'ils siègeraient ou non tous dans le conseil des ministres, mais si le Président le désire, ils le peuvent. Ceci voudrait dire un conseil des ministres ayant un solide bloc militaire de quatre membres.

Les sections de politique et de stratégie de l'Armée et de la Marine ont été unifiées avec les Affaires étrangères dans un seul Comité de coordination appelé « Swink ». C'est dans cette alliance profane que l'on peut trouver la

- le lieutenant-général Geoffroy Keyes, gouverneur d'Autriche ;
- l'amiral Alan G. Kirk, ambassadeur en Belgique ;
- l'amiral William D. Leahy, conseiller privé intime de Truman et chef de son état-major privé ;
- le général Douglas Mac Arthur, gouverneur du Japon ;
- le général George G. Marshall, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ;
- le général de brigade Kenneth C. Royall, ministre de l'Armée ;
- le général de brigade Charles E. Saltzman, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ;
- le lieutenant-général Walter Bedell Smith, ambassadeur en Union soviétique ;
- le lieutenant-général Albert C. Wedemeyer, chef de la mission spéciale en Chine.

Il y a également environ treize missions militaires américaines en Amérique du Sud, ainsi qu'en Grèce et en Turquie. Toutes ces missions militaires exercent une grande influence politique et militaire.

raison de la conduite guerrière de la diplomatie.

La réorganisation des forces armées prévoit un super-état-major de cent officiers. Il est calqué sur l'état-major allemand avec, en plus, la création d'un seul chef militaire qui, dans un cas d'urgence, serait dictateur absolu du pays. Baldwin remarque que « ni la Grande-Bretagne ni l'Allemagne dans les situations extrêmes de la dernière guerre n'ont trouvé nécessaire une telle organisation ».

Le projet d'unification était si cru que l'une des culottes de peau qui avait obtenu une médaille d'honneur du Congrès, le général de brigade Merritt A. Edson, du corps des fusiliers marins, se retira en disant que le pays avait « atteint le point où les militaires dirigent la politique de ce pays au lieu de la défendre ».

Une énorme influence

Le grand public pensait que la nomination d'Eisenhower à la présidence de l'université de Columbia était un événement isolé. En fait, c'était un symbole de l'emprise des militaires sur l'éducation américaine. Baldwin déclare : « L'influence militaire sur la science et l'éducation est déjà énorme. » La plupart des professeurs des sciences physiques sont maintenant payés par les autorités militaires ou atomiques, ou liés à celles-ci. Le service de recherche de l'Armée et de la Marine exerce une influence considérable, tant sur les étudiants que sur les professeurs d'université.

Des rapports étroits entre les culottes de peau et le grand capital sont entretenus avec attention. Les plans de mobilisation industrielle pour la prochaine guerre ont été perfectionnés. Des organisations semi-officielles telles que l'Association industrielle de la marine, l'Association de l'intendance de l'armée et bien d'autres forment le lien

entre la caste militaire et les industriels. Elles entretiennent des réunions officieuses, des parades militaires, des croisières navales, etc. Grâce à leurs efforts, des marchandises nécessaires à l'économie américaine et mondiale sont stockées « en prévision d'une guerre ». Différentes matières premières sont classées comme étant « stratégiques » et leur vente est limitée. L'industrie reçoit des commandes substantielles de munitions, à titre « d'éducation » afin de la maintenir en forme « en prévision d'une guerre ».

Des dirigeants de la marine, soi-disant soumis au code militaire, ont fait des déclarations publiques selon lesquelles le pétrole du Moyen-Orient est « vital » pour les Etats-Unis. Cette intervention dans la politique explosive du Moyen-Orient n'a pas été rappelée à l'ordre. Si un simple conscript faisait un discours public critiquant la politique étrangère américaine, il se trouverait rapidement devant un conseil de guerre.

Une discrétion absolue

Les culottes de peau couvrent mutuellement leurs crimes. Elles essayent de créer dans le public une telle crainte des culottes de peau que les critiquer devient « subversif » et « déloyal ». La démonstration en fut faite lorsque le général Eddy tenta d'étouffer le scandale des tripotages du général Meyer. Le général Eddy déclara qu'il ne s'agissait rien moins que d'un sinistre complot communiste pour salir la renommée de l'armée. Pour empêcher que la boue n'apparaisse, l'armée censure maintenant les informations à leur source. Toutes sortes de documents américains et de documents capturés à l'ennemi, qui devraient être mis à la disposition des savants et du public, sont classés « secrets ». Cette manière du « secret » est si contagieuse que même des documents sur la guerre civile américaine sont refusés aux historiens. Deux anciens officiers qui écrivèrent des livres sur la guerre furent déferés devant un conseil de guerre.

Un plan de « paix »

Le 23 juillet 1947, un rapport, passé sous silence, d'une sous-commission du Congrès relative à la propagande et à la publicité fut transmis au procureur général. Il le jeta apparemment dans la corbeille à papier. Ce rapport traitait de la campagne du ministère de la Guerre pour le service militaire

Les militaires se livrent maintenant à un des plus puissants travaux de couloirs à Washington qui n'est pas enregistré comme tel, mais que les contribuables payent. Sous prétexte de donner des informations militaires au Congrès et au public, ce service déverse des tonnes de propagande. Il intimide les membres du Congrès afin qu'ils votent des lois augmentant la puissance et les revenus des culottes de peau.

Ce service fait à présent des heures supplémentaires pour faire passer le service militaire obligatoire en temps de paix. Ce service a enrôlé les efforts de propagande de la Légion américaine, des chambres de commerce, de la presse vendue des noms célèbres, etc. On parle à ceux-ci confidentiellement de notre « faiblesse militaire » et du « degré de tension » de la situation, et on les envoie battre du tambour pour un enrôlement immédiat de tous les hommes de 18 ans.

général. Cette sous-commission, qui comprenait d'ardents défenseurs du service militaire général, avait trouvé unanimement que l'armée s'était « livrée à une propagande payée par les contribuables pour exercer une influence sur la législation ». Ce rapport révélait également que l'armée avait

fait un film spécial de propagande sur le service militaire général et l'avait intitulé, assez typiquement : un plan de paix. Elle avait subventionné des tournées dans le pays d'orateurs civils pour défendre le vote du service militaire général. Des brochures mensongères pour le service militaire général avaient été imprimées et distribuées dans tout le pays.

Baldwin est si alarmé de ces développements qu'il prévient franchement que le plan des culottes de peau de service militaire ne peut être accompli qu'aux « dépens de toute notre façon de vivre, de notre démocratie et de nos libertés ».

Le mouvement ouvrier en particulier ferait bien de résister à cette domina-

tion croissante de l'armée. Le militarisme est un ennemi mortel du mouvement ouvrier. Il est opportun de rappeler que Truman essaya de mobiliser les cheminots en grève et que, dans les grèves de marins, il menaça d'utiliser la marine et les gardes côtes.

Le service militaire général ne ferait qu'étendre le pouvoir de la bureaucratie militaire qui hait le mouvement ouvrier. Les jeunes gens seraient instruits par des officiers venant essentiellement des classes dominantes qui haïssent le mouvement ouvrier. Ils seraient préparés à « dissoudre les foules de grévistes en émeute ». Et si besoin était, les jeunes soldats de 18 ans seraient utilisés pour chasser des piquets de grève.

Le crime le plus détestable

Les dirigeants du mouvement ouvrier qui votent avec tant d'enthousiasme en faveur du plan Marshall et qui s'égoïsent lorsque Marshall daigne prendre la parole dans un congrès syndical, feraient bien de se souvenir de l'attitude des culottes de peau devant le mouvement ouvrier. En décembre 1943, lorsque les cheminots menaçaient de faire grève s'ils n'obtenaient pas des salaires décentes, ce junker américain convoqua ostensiblement la presse et déclara que l'action des cheminots était

« le crime le plus détestable jamais commis contre l'Amérique ».

Plutôt que d'honorer les généraux dans ses congrès nationaux, le mouvement ouvrier — s'il désire préserver ses libertés et arrêter la marche menaçante vers la dictature militaire, le fascisme et la guerre — doit résister aux empiètements des militaires et lutter contre leur influence croissante dans la vie américaine.

(Article paru dans le *Militant* du 5 janvier 1948.)



AUX « EDITIONS PIONNIERS »

Une œuvre marxiste classique

Conception matérialiste de la question juive

par A. LEON

UN VOLUME : 90 FRANCS

La situation réelle EN TCHECOSLOVAQUIE

Nous publions ci-dessous les extraits essentiels d'une étude sur la situation en Tchécoslovaquie, rédigée par des camarades ayant étudié de près l'évolution de ce pays au cours des dernières années. Les journalistes bourgeois se sont déjà souvent cassé les dents sur le problème de ce « pont entre l'Occident et l'Orient ». Tout ce qu'offre leur analyse, n'est, en général, qu'un ramassis de lieux communs. L'article ci-joint n'épuise pas la question, mais il a l'avantage de partir d'une interprétation marxiste du processus historique et de rechercher, sous les questions d'idéologie ou de « puissance politique » des rapports sociaux fondamentaux entre les classes.

— Depuis que cette étude a été rédigée, d'importants développements se sont produits en Tchécoslovaquie, indiquant clairement que les conditions « idylliques » de cette île « démocratique » du glacis touchaient à leur fin. L'offensive stalinienne, déclenchée d'abord contre le parti « démocratique » populaire slovaque — à base nettement néo-fasciste — ensuite contre l'ensemble des partis bourgeois à l'occasion de l'impôt dit « des millionnaires », a rencontré une résistance particulièrement opiniâtre. Le monopole stalinien sur la centrale syndicale a été sérieusement mis en question par le déclenchement d'une violente campagne fractionnelle, aussi bien de la part du parti de Benès que de la part des sociaux-démocrates. Enfin, tout dernièrement, le ministre de la Justice, socialiste-national, a lancé une véritable attaque contre le P. C. à l'occasion de la découverte d'un stock clandestin d'arme, impliquant même un membre de la fraction parlementaire stalinienne dans l'affaire du complot, contre la vie de trois ministres, qui avait fait sensation l'année dernière. Tous ces événements doivent être vus à la lumière des élections prochaines qui décideront, au printemps prochain, de l'orientation immédiate du pays. Ce n'est pas par hasard que les staliniens considèrent la « bataille de Tchécoslovaquie » comme la bataille décisive pour la consolidation du glacis. C'est là que la bourgeoisie possède, en fait, la capacité de résistance la plus intacte et les liens les plus solides avec l'« Occident ». Mais c'est là aussi que le mouvement ouvrier reste capable de réactions plus indépendantes, et c'est cet aspect des choses que nous espérons mettre en lumière dans une étude suivante sur la Tchécoslovaquie.

Un bref aperçu historique

LA première guerre mondiale a rendu possible l'émancipation du peuple tchèque et du peuple slovaque du corset de fer de la monarchie austro-hongroise. L'auteur de cette émancipation était le prolétariat tchèque, qui eut à porter le fardeau essentiel de la lutte contre la bourgeoisie allemande et autrichienne. Mais la direction idéologique de cette « libération » se trouvait entre les mains de la jeune bourgeoisie tchèque, en plein essor, s'appuyant avant tout sur le parti « socialiste-national » de Masaryk et de Benès, comparable au parti radical-socialiste en France. Le capital international, surtout français et anglais, était pour cette jeune bourgeoisie tchèque non seulement un partenaire militaire, mais également et avant tout un protecteur politique parce que prêteur de capitaux.

Le jeune Etat tchécoslovaque reçut comme présent de baptême non seulement la question sociale — la présence d'un prolétariat hautement concentré et

passant bientôt dans sa majorité vers le parti communiste tchèque — mais encore la question nationale. La bourgeoisie tchèque dominait un Etat dans lequel sa propre nation constituait une minorité. La minorité nationale allemande ne cessa jamais sa lutte pour l'autodétermination, menée pendant longtemps, du côté des ouvriers, sous le drapeau du socialisme, et, du côté de la bourgeoisie, sous celui du chauvinisme pangermanique. Les minorités hongroise, polonaise et carpatho-ukrainienne, ainsi que le peuple slovaque, menèrent de leur côté aussi une lutte nationale dont les formes spécifiques furent déterminées cependant par l'absence presque complète d'un prolétariat et d'une bourgeoisie industrielle propre.

La victoire de la bourgeoisie tchèque ne résulta qu'en changements secondaires de la situation du prolétariat tchèque. Les chefs d'Etat changent, mais le prolétaire reste prolétaire. Le

chauvinisme ne pouvait pas jeter des racines profondes durant ces premières années d'existence de la jeune République tchécoslovaque, ne fût-ce que par suite des déceptions des résultats matériels de la victoire « nationale » pour les travailleurs. Le parti communiste tchèque se renforça et connut un essor sans précédent dans le mouvement ouvrier du pays, jusqu'en l'année fatidique 1926. La bourgeoisie réussit alors à briser la dernière vague importante des luttes de masse d'après guerre, le mouvement reflua et le parti communiste tchèque commença à patauger en pleine dégénérescence.

La crise économique de 1929 frappa durement le jeune Etat, qui connut un développement terrible du chômage. Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, la crise tchécoslovaque évolua rapidement vers la catastrophe. Le prolétariat allemand des Sudètes, jusque-là organisé dans sa grande majorité dans le P.C. et le P.S., était entraîné au travail au delà de la frontière, et rentrait chaque semaine avec un salaire réel plus élevé que celui d'un travailleur tchèque, sans parler de l'allocation de chômeur dont devait vivre aupa-

De Munich à la « libération »

La crise tchécoslovaque aboutit en 1938 au traité de Munich, qui enleva à la République tous ses moyens de défense militaire ainsi qu'une partie importante de son industrie. La brève période de la soi-disant « seconde République » — de Munich jusqu'à l'occupation du pays par Hitler en mars 1939 — connut l'effondrement lamentable des partis « démocratiques ». Le parti communiste se laissa interdire sans aucune résistance — l'organe central du parti continuait seul à paraître illégalement, mais sous une rédaction d'un groupe d'étudiants zinoviévistes et antistaliniens. La social-démocratie disparut de la circulation et le parti « socialiste-national » de Bénéš connut un processus de fascisation idéologique rapide. Après l'occupation de la Bohême et de la Moravie par les troupes allemandes et pendant les premières années de la guerre, les masses restèrent pour ainsi dire complètement passives. La petite bourgeoisie espérait même un compromis pacifique avec le fascisme allemand, qui ne montra pas, au cours des premiers mois, la brutalité sanguinaire dont il allait faire preuve dès le déclenchement de la guerre. Les impérialismes « alliés » étaient d'ailleurs fortement discrédités aux yeux de la petite bourgeoisie par suite de leur attitude à Munich. Le prolétariat était abasourdi par la suite ininterrompue des victoires

vant une grande partie de la population ouvrière des Sudètes. L'influence fasciste commença à croître dans cette population et, aux élections de 1937, le parti de Henlein obtint près de 90 p. 100 des voix allemandes en Tchécoslovaquie.

Après les années de la « troisième période » sectaire et aventuriste, le P.C. décrivit un large mouvement vers la droite et devint l'inspirateur non seulement du « Front populaire », mais aussi de la campagne pour une « alliance militaire anglo-franco-tchéco-soviétique » destinée à « arrêter l'agresseur Hitler ». Dans sa peur panique du III^e Reich, la petite bourgeoisie tchèque rejoignit en masse le P.C., devenu l'exposant du chauvinisme le plus violent, et les outrances auxquelles aboutit cette agitation ultra-droitière du P.C. (durant la crise de 1938, le dirigeant du P.C., l'actuel chef du gouvernement, Clément Gottwald, criait aux côtés du chef des fascistes tchèques, le général Gajda, un « vivat » à la dictature militaire du général Syrový) provoqua une confusion et un désarroi sans pareil parmi les masses ouvrières.

d'Hitler, par la disparition brusque et complète de tous ses dirigeants, par l'amélioration momentanée et toute relative de ses conditions de vie matérielles — par suite de la conjoncture des armements et de la prolongation de la journée de travail — et enfin par la vague de terreur de la Gestapo.

En Slovaquie, devenue Etat indépendant par la grâce d'Hitler, la population paysanne vivait une vie à peine touchée par la guerre. Les produits agricoles restèrent dans le pays, n'étant plus écumés comme auparavant par la bourgeoisie tchèque. Les autorités allemandes stimulèrent de toutes leurs forces l'industrialisation du pays. Le clérical-fascisme de Hlinka avait une large base de masse dans la population paysanne, fortement arriérée et entièrement dominée par le clergé. La Slovaquie, ainsi favorisée, servait de tremplin pour Hitler vers l'Ukraine soviétique et en même temps d'étape vers la Hongrie et les Balkans.

Après l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. en 1941 et un début d'esprit de révolte dans la petite bourgeoisie tchèque, la situation commença lentement à changer. Mais, même après ce moment-là, le mouvement de résistance ne devint pas un mouvement de masse. Cela ne pouvait pas être le cas, si l'on tient compte de la place qu'occupait le « protectorat de Bohême et de Moravie »

dans le système hitlérien en Europe. Pour la direction fasciste de conduite allemande de guerre, ce « protectorat » était à la fois l'arsenal du Reich et son vaste abri antiaérien. Il était incorporé administrativement à un point où son annexion paraissait définitive aux chefs fascistes, ce qui permit un contrôle et un degré de terreur inconnus dans les autres pays occupés. Les mines et les usines ne cessèrent de travailler à plein rendement jusqu'à la dernière semaine de la guerre, et, après la destruction de Lidice et de Lezaky — deux villages rasés par les SS — les paysans étaient tellement terrorisés qu'ils abandonnèrent la plus grande partie de leurs stocks de blé et d'autres produits agricoles.

La soi-disant « révolution de mai 1945 » et la « libération »

Le « protectorat de Bohême et Moravie » a été le dernier pays « libéré » par les Alliés. Alors que Berlin était tombé depuis longtemps et qu'Hitler avait trouvé une mort trop douce par le suicide, on s'y battait encore avec violence. Le 5 mai 1945 éclata l'insurrection de Prague, au moment où les armées soviétiques se battaient quelque 140 kilomètres plus loin et qu'à peine à 40 kilomètres de distance les forces américaines attendaient, l'arme au pied, l'arrivée de leurs alliés russes. L'insurrection de Prague, dont l'histoire est encore loin d'être éclaircie, fut l'action d'une partie relativement petite de la population, dont le résultat se trouvait assuré d'avance par la situation militaire en Europe. L'idée principale, qui domina ses participants, était celle de prendre revanche de la terreur des nazis. Chaque classe de la population qui participa au mouvement y poursuivit ses propres buts et s'efforça d'en encaisser les résultats à son profit. Le manque d'armes, qui fut un des éléments principaux limitant le caractère de masse de l'insurrection, eut pour conséquence que certains groupes, comme la « police de protectorat », les officiers de l'ancienne armée tchèque, l'armée du général Vlassof — qui tous avaient participé dans une certaine mesure à la terreur fasciste et cherchaient

maintenant un alibi en se battant du côté du peuple — jouèrent un rôle de premier rang dans les combats insurrectionnels proprement dits. Dans ce mouvement, le prolétariat apporta ses éléments les plus actifs, et quelques reminiscences de sa tradition révolutionnaire (création isolée de soviets, etc.). Mais il y entra sans aucune préparation organisée (ce qui explique l'absence presque totale d'armes, qui ne furent saisies qu'au cours des luttes) et avec un degré de conscience extrêmement bas, après deux décades de recul, de désarroi et de démoralisation. Il ne pouvait pas en résulter autre chose que le fait que le parti stalinien réussit à récolter tous les fruits de l'insurrection. Quant à l'armée russe, dont le prestige n'avait pas cessé de croître durant les mois précédents, elle arrivait à Prague douze heures après la capitulation finale des nazis dans la capitale. Malgré cela, et malgré le comportement entièrement antisocialiste des soldats et des officiers russes, qui volèrent, pillèrent et violèrent à la ronde, les staliniens tchèques réussirent à répandre la légende de la « libération de Prague par les armées soviétiques », légende qui se trouve dès maintenant profondément ancrée dans la conscience de toutes les couches de la société.

La première année après la chute d'Hitler

Quelle était la situation sociale après l'insurrection ? La grande propriété bourgeoise avait été surtout dans les mains du capital étranger ou juif, et Hitler l'avait expropriée au profit des trusts allemands. Une petite partie des usines avait été propriété de bourgeois

tchèques, mais ceux-ci avaient collaboré avec Hitler et avaient été éliminés pendant l'insurrection. Il ne pouvait être question, par conséquent, d'une classe compacte de capitalistes. Les usines et les banques n'avaient plus de propriétaires. Voilà la situation spéciale à la-

quelle le « gouvernement provisoire », revenu à Prague quelques jours après la « libération », devait faire face.

L'insurrection de Prague avait d'autre part laissé des traces profondes dans la conscience et dans le cœur de la classe ouvrière de Bohême et de Moravie. Dans de nombreux endroits, des conseils ouvriers improvisés, des comités nationaux ou des milices ouvrières saisissent tout le pouvoir local. Les syndicats « unifiés » sous Hitler furent repris par leurs anciens cadres, qui avaient d'abord collaboré avec les nazis, puis, pour se racheter, avaient construit, avec quelques jeunes ouvriers et intellectuels, un appareil syndical illégal vers la fin de 1944, appelé « Mouvement syndical révolutionnaire » (R. O.H.). De ce fait, le prolétariat posséda, pour la première fois dans son histoire, un mouvement syndical unifié.

Les actions ouvrières qui avaient eu pour but la conquête du pouvoir étaient, pour la plupart, cela va de soi, isolées les unes des autres, naïves et indisciplinées. Le manque de direction révolutionnaire les condamna toutes sans exception à un échec complet. Mais il est remarquable que certaines couches ouvrières avaient gardé l'essentiel de leur conscience de classe et qu'il y eut plusieurs exemples de fraternisation entre ouvriers allemands et tchèques dans les régions limitrophes, où les deux nationalités habitent ensemble. Dans un endroit de la région frontalière, des militants communistes tchèques et allemands éditèrent même un quotidien rédigé dans les deux langues, *Le Drapeau rouge*.

Le gouvernement provisoire décida de tolérer seulement six partis qui furent rassemblés dans le « Front national des Tchèques et Slovaques ». Il y avait quatre partis tchèques (le P.C., le P.S., le parti socialiste national de Bénès et le parti populaire-chrétien représentant l'extrême-droite), ainsi que

deux partis slovaques (le P.C. et le parti populaire démocratique, dont les cadres essentiels provenaient de l'ancien parti clérico-fasciste de Hlinka). Depuis lors, la vie politique du pays s'est effectivement concentrée dans ces partis, sans qu'il y ait eu besoin d'une quelconque terreur policière. Pour comprendre ce phénomène, ainsi que le fait du régime politique fortement libéral, en comparaison de celui des autres pays de la zone d'influence russe, il faut tenir compte d'une part des conditions de vie infiniment meilleures, d'autre part d'un facteur psychologique de grande importance : la peur du peuple tchèque, relativement « petit » face à l'Allemagne. De cette peur résulte le désir d'unité nationale et le sentiment panslaviste qui a pénétré profondément dans toutes les couches de la population, et dont le P.C. a su profiter plus qu'un autre parti, étant à la fois le plus farouche défenseur de « l'unité nationale », et d'autre part le représentant politique reconnu de la Russie.

Les premières mesures du gouvernement provisoire furent la déportation des minorités nationales, les nationalisations et la réforme agraire. Nous reviendrons plus en détail sur les nationalisations. Quant aux déportations barbares de trois millions d'Allemands ainsi que d'une partie des Hongrois habitant la Tchécoslovaquie, il faut reconnaître que cette « solution » réactionnaire de la question nationale, qui n'a rien de commun, non seulement avec le socialisme, mais avec les « droits de l'homme » les plus élémentaires reconnus même par la démocratie bourgeoise, fut acceptée par la quasi-unanimité de la population tchèque. Cela indique clairement à quel point le chauvinisme avait pénétré les rangs de la classe ouvrière, et quel immense travail de désintoxication attend les révolutionnaires de ce pays.

Les nationalisations et la réforme agraire

Les nationalisations, il n'est pas sans intérêt de l'indiquer, furent proposées par les sociaux-démocrates et acceptées quelques jours après par le P.C. et par le gouvernement provisoire. Elles constituaient une mesure nécessaire et inévitable en face du fait que la plus grande partie des usines, des mines et des banques se trouvaient sans propriétaires légaux. Les seuls bourgeois tchèques qui étaient encore présents, les grands propriétaires fonciers et les entrepreneurs utilisant moins de cent vingt ouvriers, furent complètement exemptés de nationalisation. De ce fait, pratiquement personne ne s'est trouvé

« exproprié ». Il faut ajouter encore que certains cas isolés furent résolus grâce à l'emploi de critères tels que celui du « patron social » ou du « patron bon patriote », pour indiquer combien il s'agissait peu d'une mesure dirigée contre la bourgeoisie ou tant que classe. La moins touchée par les nationalisations fut la bourgeoisie moyenne restée pour ainsi dire intacte, le capital commercial, dans la mesure où il n'avait pas été entre des mains allemandes ou de collaborateurs, et la propriété immobilière.

Les nationalisations furent également acceptées par toute la population. Le

prolétariat resta complètement désorienté et suivit docilement tous les mots d'ordre et toutes les explications des stalinien. Il ne voyait aucune autre perspective que celle que lui ouvrait le mouvement ouvrier officiel.

Les nationalisations aboutirent à une bureaucratisation de l'économie sans pareille dans l'histoire du pays. Déjà sous Hitler les différents organismes « dirigistes » avaient poussé comme des champignons après la pluie. Après la « libération », non seulement ces organismes ne furent pas liquidés, mais on les élargit, on les approfondit et les multiplia. D'après les estimations officielles, la Tchécoslovaquie compte aujourd'hui 130 000 ou 200 000 fonctionnaires publics de plus qu'en 1938, alors que sa population a diminué de 20 p. 100 à la suite de la déportation des minorités nationales. La revue *Učetnickvi a kontrola* (Comptabilité et contrôle) estime que 48 p. 100 du revenu national sont engloutis par l'administration publique. Et dans ces chiffres n'est nullement calculé le nombre énorme des fonctionnaires de l'industrie nationalisée, véritable organisme parasitaire hypertrophié dont les fonctionnaires petits et moyens doivent cependant se contenter de salaires de famine, alors que les grands directeurs et les fonctionnaires des postes les plus élevés ont les plus copieux revenus du pays.

Dans l'agriculture, la combinaison entre la déportation de la minorité allemande et la réforme agraire eut des résultats fortement négatifs. Les terres des paysans allemands furent distribuées à d'anciens prisonniers politiques, aux soldats de l'ancienne armée tchécoslovaque de l'émigration, aux combattants de la résistance et pratiquement à tous ceux qui se présentèrent pour profiter de cette mesure. Nombre de prolétaires conscients de leur classe furent corrompus de la sorte. La grande propriété terrienne ne fut pas transformée en propriété collective ou en coopérative agricole, mais partagée en un certain nombre d'entreprises moyennes. En tant que couche sociale, le prolétariat agricole tchèque et slovaque s'est trouvé liquidé de cette façon et remplacé par une large couche de paysans/propriétaires moyens. Les terres des communes frontalières furent laissées incultes pour des raisons stratégiques et se transformèrent en bruyères ou en marais. L'agriculture est frappée d'une pénurie aiguë de main-d'œuvre qu'on essaye en vain de surmonter par des mobilisations successives de « brigades de travail volontaires » et par

l'utilisation des prisonniers de guerre et civils allemands. Cependant, ces palliatifs ne remportent des résultats que dans les grands domaines agricoles. La masse des paysans moyens continue à supporter sans aide suffisante la masse énorme des travaux agricoles, et la mécanisation de l'agriculture ne progresse que très lentement. L'immigration prévue de travailleurs agricoles roumains et bulgares ne saurait compenser la perte de la main-d'œuvre hautement qualifiée allemande, car il s'agit, en Tchécoslovaquie, d'une agriculture fortement rationalisée et intensive à laquelle ne peuvent que s'adapter très malaisément les travailleurs agricoles balkaniques. Le seul sens corrélatif de cette immigration, c'est l'utilisation de ces éléments arriérés comme moyen de pression sur le marché du travail et sur le niveau de vie du prolétariat industriel. Ils constituent, ensemble avec la masse des paysans moyens propriétaires, un front solide que la « République populaire » a construit en face du prolétariat urbain.

L'ensemble de ces mesures économiques a été achevé par la réforme monétaire, qui fut, avec celle de la Belgique, la plus radicale et la plus effective de tous les pays « libérés ». Au moment de l'effondrement des nazis, le « protectorat » se trouva noyé sous les Reichsmarks allemands, les couronnes slovaques et les couronnes dites « du protectorat ». Quand les premiers contingents de produits de consommation commencèrent à affluer — surtout de l'U.N.R.R.A. — cette accumulation formidable de moyens de paiement risqua de précipiter l'économie dans une inflation galopante. Le gouvernement provisoire se décida, pour éviter la catastrophe, à annuler la valeur de tous les anciens billets de banque, placés dans les banques sous forme de comptes courants bloqués, à distribuer de nouveaux billets — pas plus de 500 couronnes par tête — et à élever les prix à un niveau égal à 300 p. 100 des prix de 1938. Les salaires furent également élevés à 300 p. 100 du niveau de 1938, mais comme les prix montèrent dans de nombreux secteurs bien au-delà des niveaux fixés, cette stabilisation de la couronne équivalait à une stabilisation du niveau de vie des travailleurs bien en-dessous de celui de 1938. Les plus favorisés furent les commerçants, les paysans, les industriels petits et moyens qui disposaient encore de certains stocks de marchandises. Les plus frappés se trouveront les petits rentiers, tous ceux qui vivaient de l'épargne et aussi les petits trafiquants du marché noir. La pénurie aiguë d'argent limita

fortement le marché noir, qui n'atteint plus son « essor » du temps de l'occupation et se restreignit surtout

aux produits de luxe, aux besoins de la « nouvelle aristocratie », aux motos, aux pneus d'auto, etc.

Le prolétariat et la « nouvelle aristocratie »

Dans ce qui précède, nous avons déjà énuméré les principaux facteurs qui ont favorisé la Tchécoslovaquie par rapport aux autres pays de la zone d'influence russe et qui font que ce pays jouit d'un degré de stabilité économique bien supérieur à celui de ses voisins. Le pays a moins souffert des opérations militaires proprement dites; sa population a été fortement diminuée par le transfert des Allemands, alors que son potentiel économique a été gonflé par les investissements nazis dans l'industrie lourde; l'économie avait été corsetée dans un appareil dirigiste hautement rationalisé sous l'occupation nazie, l'appareil repris par le nouveau régime dans le cadre de son plan biennal, qui est un plan de production et n'a rien de commun avec les plans quinquennaux russes. Tout cela explique pourquoi le prolétariat tchèque s'est vu épargner les terribles déboires de la famine, de l'inflation galopante et de l'abrutissement dans une prolongation constante de la journée de travail dont ont tant souffert les ouvriers polonais, roumains, hongrois et autres.

Cependant, il serait faux d'en conclure que les travailleurs tchèques connaissent une vie facile et confortable. D'après un article de la revue *Nové hospodarství* (Economie nouvelle), il apparaît que le minimum vital mensuel, calculé par les bureaux de la centrale syndicale, s'élève à 2.900 Kcs par mois, somme dans laquelle n'est incluse aucune dépense de rééquipement ménager, pourtant indispensable après huit années de pénurie absolue de tous les objets ménagers. Évaluant les revenus des salariés d'après plusieurs sources (sécurité sociale, impôts, etc.), cette revue conclut que les deux tiers des ouvriers et salariés de Bohême et Moravie ont des revenus bruts inférieurs au minimum vital. Il s'agit là notamment des ouvriers de l'industrie textile, des vêtements, du verre, de la céramique, du papier, de la pierre, du bois, de l'industrie alimentaire, des moulins, les fonctionnaires temporaires et des deux plus basses catégories d'employés d'Etat. Quant aux domestiques, aux employés de l'industrie des cosmétiques, aux travailleurs agricoles, aux jardiniers, aux forestiers, aux ouvriers de l'industrie de confection, ils ont un revenu moyen de 1.700 Kcs, c'est-à-dire moins de 60 p. 100 du minimum vital !

Tout autre est la situation des hauts bureaucrates de l'industrie et de l'Etat,

appelés couramment « la nouvelle aristocratie ». Le rapport entre le salaire minimum de base du manoeuvre et le salaire maximum du plus haut fonctionnaire de l'industrie nationalisée est extrêmement élevé, il dépasse facilement 10, 15 et même 20. Il n'est pas rare qu'on rencontre des directeurs d'industrie gagnant 40.000 Kcs par mois (près de vingt-quatre fois plus que les ouvriers les plus mal payés !) et ayant en outre l'usufruit gratuit d'une villa, d'une auto avec chauffeur, etc.

Le poids que constituent ces dépenses improductives pour l'économie nationale est énorme. La revue « Comptabilité et contrôle » que nous avons déjà citée plus haut soumet le budget d'Etat à une analyse détaillée pour arriver à une estimation approximative du coût de la bureaucratie. En ce qui concerne l'administration étatique proprement dite — c'est-à-dire les ministères, à l'exclusion de l'administration de l'industrie nationalisée — il n'y avait pas moins de 780 millions de Kcs de frais de voyages et 180 millions de frais d'entretien d'automobiles (à l'exception des camions). Ce que ce chiffre représente devient clair quand on établit qu'avec les dépenses de voyages de messieurs les bureaucrates, pas moins de 300.000 familles pourraient couvrir le déficit entre leurs revenus de famine et le minimum vital.

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions, un grand mécontentement s'empare des ouvriers et de tous ceux qui arrivent à peine à joindre les deux bouts, en face des revenus fabuleux de la « nouvelle noblesse ». Les journaux dénoncent périodiquement le travail de sape des « lanceurs de bobards » qui répandent des « chiffres fantaisistes » sur le salaire du directeur de l'usine ou du président du comité d'entreprise. Les fonctionnaires des entreprises, à leur tour, regardent avec envie les fonctionnaires des grands organismes centraux, qui reçoivent les plus hauts traitements. La tendance générale est celle de s'évader du secteur productif proprement dit afin de se « caser » quelque part où des avantages matériels divers s'ajoutent au salaire proprement dit, et où le revenu réel s'élève bien au-dessus des normes, même de l'ouvrier qualifié. Cette tendance s'est exprimée de façon tellement générale, et il y a eu tant de scandales, de vols et de détournements de fonds par des hauts fonctionnaires, que le parti com-

muniste lui-même, qui avait toujours voulu apparaître comme le protecteur n° 1 de la « nouvelle aristocratie », s'est vu forcé de lancer l'idée d'une « épuration nécessaire dans l'appareil écono-

mique ». Le seul but de cette épuration serait, bien entendu, le remplacement de fonctionnaires appartenant à d'autres partis par ceux qui sont membres du P.C. ...

Le rôle des syndicats

L'instrument principal du pouvoir stalinien, à côté des positions-clé qu'il occupe dans le gouvernement, est la domination complète qu'il exerce sur les syndicats tchécoslovaques, la centrale syndicale révolutionnaire. Ce syndicat unique compte près de 2 millions de membres, allant du manoeuvre jusqu'au directeur d'entreprise. C'est la centrale qui dresse la liste des candidats aux élections des comités d'entreprise. C'est elle aussi qui surveille la production dans les usines et qui fonctionne comme moteur essentiel de l'augmentation du rendement. Etant donné que dans les sections syndicales d'entreprise tout le personnel de maîtrise est organisé dans le même organisme que les travailleurs, celles-ci constituent en fait un excellent moyen pour le directeur de contrôler l'évolution de l'Etat d'esprit des travailleurs, d'isoler les « agitateurs » et les « mécontents », et de veiller à ce que tout se passe en vertu de son arbitraire.

L'élection des comités d'entreprise fut, au cours de l'année révolue, une des questions politiques les plus litigieuses du pays. Au lendemain de la « libération », les comités d'entreprise furent en général instaurés par acclamation, composés des éléments ouvriers les plus actifs, bien que, le plus souvent, politiquement dévoués à 100 p. 100 au P.C. Plus tard, on introduisit un système d'élections des plus antidémocratiques, puisqu'il y eut seulement une liste unique, celle de la section syndicale d'entreprise. En général, les partis politiques présents dans l'usine se mettaient d'accord, avant la composition de la liste, sur la répartition proportionnelle des postes. Il est intéressant d'indiquer cependant que pendant les élections du printemps 1947, dans près de 50 p. 100 des entreprises la liste unique ne reçut pas les deux tiers des voix exigés au premier tour de scrutin. Au second tour de scrutin, les sections d'entreprise présentèrent d'autres listes qui ne reçurent pas le quorum nécessaire dans de nombreuses usines parmi les plus importantes du pays. La centrale syndicale nomma alors bureaucratiquement le comité d'entreprise, comme le lui permet la loi électorale entièrement antidémocratique.

Il serait cependant faux de conclure de cet événement à l'existence d'une large opposition ouvrière contre le régime. Il faut plutôt considérer ces élections comme un épisode de la lutte entre les quatre grands partis du pays. En effet, immédiatement après les élections, chaque parti présenta sa propre proposition de changement de la loi électorale. Le P.C. demanda que la liste unique soit proclamée élue si elle réunit 51 p. 100 des voix sur elle. Les autres partis réclamèrent le scrutin avec listes multiples de partis, chacun des partis politiques légaux pouvant présenter sa propre liste de candidats. Seule la gauche socialiste essaya d'obtenir une réforme réellement démocratique, en exigeant que les ouvriers puissent présenter également des candidats indépendants, à condition que ceux-ci aient réuni sur leur nom un certain nombre de signatures parmi les salariés de l'entreprise.

Outre qu'ils sont l'objet de convoitises politiques et l'instrument le plus efficace pour l'embrigadement du prolétariat, les comités d'entreprise bureaucratisés sont devenus des centres d'une énorme corruption. Les membres du comité sont exempts de tout travail manuel, ils touchent des salaires élevés sous forme de « paiement d'heures supplémentaires » qu'ils n'ont jamais effectués, ils ont des revenus « spéciaux » par la manipulation arbitraire des fonds de la cantine d'usine, etc. Leur seule activité consiste à pousser à l'augmentation de la production et du rendement. Tout ce qui rappelle l'ancien « lutte de classe » est dénoncé comme « réactionnaire » par les comités d'entreprise, les sections syndicales et la centrale syndicale. De ce fait, le prolétariat, dépourvu de toute autre perspective, se trouve solidement encadré et suit passivement les directives de sa direction bureaucratique. Il faut savoir, d'autre part, que la bureaucratie syndicale constitue une caste en soi, qui désavoue souvent la bureaucratie des différents partis. Malgré le fait que les représentants des partis font partie de la direction de la centrale syndicale, celle-ci possède une cohésion supérieure à celle des différents partis, surtout là où il s'agit de la défense des intérêts spécifiques de la bureaucratie syndicale.

La pénétration russe en Tchécoslovaquie

Au moment où les troupes russes arrivèrent à Prague, elles furent accueillies de la façon la plus enthousiaste. Les tanks furent fleuris, les dernières réserves de nourriture de la population furent distribuées aux soldats, etc. Les drapeaux rouges, les étoiles soviétiques, et toute l'atmosphère autour de l'armée russe évoquèrent dans le prolétariat des réminiscences du passé révolutionnaire et des espoirs dans un avenir pareil. C'est un indice des terribles souffrances des masses sous l'occupation allemande que le comportement réactionnaire des forces armées russes ne connut qu'un écho minime et est pour ainsi dire oublié aujourd'hui.

La bureaucratie soviétique n'a pas apporté avec elle le Guépéou comme l'occupation allemande apporta la Gestapo. Les bruits circulant à ce sujet à l'étranger sont certainement erronés en ce qui concerne la Tchécoslovaquie. Des cas d'intervention massive du Guépéou dans la vie politique du pays nous sont inconnus, à l'exception de la liquidation de presque tous les éléments de l'armée du général Vlassof combattant aux côtés des nazis. Pour les restes, le Guépéou se tient à l'arrière-plan, et aucun élément oppositionnel n'a été arrêté ou tué jusqu'à présent. Mais l'influence du Guépéou se fait sentir indirectement, par le fait que la peur qu'elle provoque a empêché l'organisation des forces révolutionnaires dans les premiers jours qui suivirent l'effondrement d'Hitler — alors qu'il y avait des possibilités bien plus larges qu'aujourd'hui — Sa présence invisible provoque encore un réflexe de passivité et de soumission silencieuse chez la plupart des éléments oppositionnels en puissance.

La bureaucratie soviétique a fait démonter une série d'usines également en Tchécoslovaquie, des usines déclarées « butin de guerre » et dont l'outillage fut transporté en Russie. L'exploitation du minerai d'uranium de Joachimstal fut déclaré monopole soviétique, ce qui a toute son importance en vue des recherches atomiques. Le traité de commerce russo-tchèque instaure le principe du partenaire préférentiel ; la Tchécoslovaquie est forcée d'offrir ses mar-

chandises, en premier lieu, à la Russie, qui les réexporte souvent à des pays à devises fortes, alors que dans le meilleur des cas, la Tchécoslovaquie même, n'en obtient rien d'autre que des avoirs en roubles. Malgré toutes ces manipulations, la Russie ne vient qu'au huitième rang des clients de la Tchécoslovaquie. Pour l'année 1946, la balance commerciale favorable pour la Tchécoslovaquie fut de 70 millions de kcs ; elle n'est pas encore soldée. Il est d'ailleurs remarquable que les produits livrés par la Russie ne sont de provenance soviétique que dans des cas fort rares. Le plus souvent, il s'agit d'une partie du blé hongrois, livré à l'U.R.S.S. sous forme de réparation, de locomotives allemandes saisies comme « butin de guerre », etc. Il est clair que la bureaucratie utilise sa pression, même dans ce pays favorisé de sa zone d'influence, pour obtenir des avantages économiques qui se font aux dépens de l'économie et du niveau de vie des masses laborieuses du pays.

Politiquement la pression va naturellement bien plus loin. Une « attitude hostile en vers l'U.R.S.S. » a été un prétexte suffisant pour expulser de la Tchécoslovaquie des émigrés socialistes espagnols. L'acceptation unanime par le gouvernement tchécoslovaque — y compris les ministres stalinien — de l'invitation à la Conférence de Paris pendant l'été dernier, fut également interprétée comme une « action inamicale » par le gouvernement russe. Le fait que les staliniens, agents du Kremlin, contrôlent les principaux leviers de commande de l'appareil de répression et de propagande ; le fait aussi que la bourgeoisie se rend fort bien compte qu'elle ne subsiste en tant que classe que grâce à la tolérance du Kremlin, tout cela explique pour quelles raisons la pression russe ne s'est heurtée jusqu'à maintenant à aucun obstacle majeur. Les événements futurs montreront si la pression de la bureaucratie soviétique ne peut pas atteindre un point où une résistance désespérée de la bourgeoisie deviendra inévitable.

P. L., 1^{er} septembre 1947.

COLVIN R. DE SILVA

Quelle indépendance pour Ceylan ?

La soi-disante loi d'indépendance du gouvernement britannique et l'accord qui y est lié constituent l'étape finale de la longue intrigue des maîtres impérialistes avec le cabinet de Senanayake. À travers la Constitution de Soulbury, l'impérialisme britannique pensait installer des représentants de la classe capitaliste de façon permanente à Ceylan contre les masses. Maintenant, il essaie de transmettre formellement et officiellement à cette classe l'agence monopoliste pour protéger les intérêts de l'impérialisme britannique à Ceylan. En un mot, l'impérialisme britannique, appliquant la politique du gouvernement travailliste pour la reconstruction des rapports impérialistes, est également passé à Cey-

lan d'une politique de pouvoir direct à une politique de pouvoir indirect.

**

Sans aucun doute, la nouvelle loi établit un nouveau statut pour la classe capitaliste de Ceylan dans l'empire britannique. Elle reçut par cette loi la seule liberté que la bourgeoisie servile implore des patrons impérialistes. La liberté qu'elle veut n'est pas la liberté pour les masses, mais la liberté pour elle-même afin d'exploiter les masses dans le cadre d'une continuelle exploitation capitaliste. La bourgeoisie de Ceylan a obtenu cela avec toutes les garanties dans les intérêts impérialistes. C'est là le réel changement de statut apporté par cette loi.

Ceylan demeure enchaîné

Ce nouveau statut est-il un statut de dominion ? Il est évident par la loi elle-même que ce n'est pas le cas. Car la loi évite prudemment le terme et utilise la phrase « statut pleinement responsable dans le Commonwealth britannique des nations ». Si la loi était destinée à conférer le statut de dominion, il n'aurait pas été difficile de le dire.

Pourtant, à notre avis, la question de savoir si la loi donne le statut de dominion est stérile. Le statut de dominion est un statut de dépendance, alors que la revendication du peuple de Ceylan exige une complète indépendance.

Que veut dire une complète indépendance ? Il est évident que cela doit être au moins l'abolition de tout vestige de contrôle militaire sur Ceylan par l'impérialisme britannique.

Le nouveau statut remplit-il même cette condition ? Evidemment non ! Même la lecture la plus rapide des accords de défense qu'a signé M. Senanayake, sans même consulter le Parlement, et encore moins le peuple, montre que Ceylan continue à être lié au char militaire de l'impérialisme britannique.

Par cet accord, le gouvernement britannique et celui de Ceylan se promettent une aide militaire mutuelle. Tel est le sens formel et superficiel de l'accord. Pourtant, en fait, l'accord représente réellement une promesse du gouvernement de Ceylan de permettre

à la Grande-Bretagne de continuer à utiliser Ceylan comme sa base militaire et sa forteresse impériale dans l'Océan Indien. Nous sommes libres d'être une base militaire britannique ! Et la Grande-Bretagne est libre de nous utiliser comme sa base ! Quelle liberté travestie !

On ne peut surestimer l'importance de cet accord de défense. C'est le document-clé des documents publiés par le gouvernement Senanayake. Lorsque le premier nouveau décret parlementaire fut annoncé, nous déclarâmes que son sens réel ne pouvait jamais être deviné jusqu'à ce que les accords soient publiés. Il est prouvé que nous avons eu cent fois raison. Tout comme le cerveau de M. Senanayake est réputé être dans le crâne de Sir Oliver, ainsi le contenu réel du décret doit être trouvé dans les accords qui le précèdent.

Il est vrai que le décret lui-même parle de statut pleinement responsable dans le Commonwealth britannique des nations. Mais c'est seulement dans les accords de défense que le principe est accepté et établi que Ceylan a intérêt à maintenir et à continuer l'Empire britannique. Contrairement au temps passé, lorsque nous étions au moins considérés comme haïssant les chaînes impérialistes, maintenant M. Senanayake s'est arrangé pour qu'il semble que nous ne les considérons pas comme des chaînes d'esclavage mais seule-

ment des liens d'amour volontairement noués.

Ainsi Ceylan n'est pas libre mais demeure enchaîné. Seulement, maintenant, notre nation enchaînée à un nouveau gardien recruté sur place. Ceylan

Notre tâche immédiate

Quelle est notre tâche immédiate dans cette situation ? Evidemment de développer une puissante lutte pour le rejet des accords. La loi du Parlement britannique ne nous concerne pas. Si le Parlement britannique désire se priver de tout pouvoir à Ceylan et sur Ceylan, qui sommes-nous pour y objecter ou pour nous y opposer ? Mais lorsque la condition pour que la loi elle-même vienne en application est l'acceptation d'un accord imposé à Ceylan par le gouvernement britannique, alors nous avons le droit et le devoir de lutter contre l'accord. Nous disons : Aucun accord avec l'impérialisme britannique tant que Ceylan demeure sous un statut de dépendance ! Repoussez l'accord d'esclavage, expulsez leurs signataires, à bas l'impérialisme britannique et tous ses agents indigènes !

Il est important de souligner que, sous le nouveau statut, le trait essentiel de l'accord de Soulbury demeure inchangé. Nous ne nous référons pas ici à des choses comme les pouvoirs réservés. Nous nous référons plutôt aux manipulations techniques de la Constitution de Soulbury qui ont pour but de maintenir une réaction permanente. Le système réactionnaire du cabinet, la deuxième chambre évidemment réactionnaire et le système de délimitation secrète réactionnaire, lié à la création de la commission des services publics et d'autres semblables, demeurent inchangés. Les vrais représen-

pour les Cingalais, cela veut dire que les Cingalais seront opprimés par des Cingalais dans l'intérêt de l'impérialisme britannique et, pour son compte, M. Senanayake n'est que le gardien-chef de la prison de l'impérialisme britannique.

tants des masses sont privés d'une réelle influence au parlement. Un régime de clique est au pouvoir et s'appelle cabinet. La liquidation du régime de Soulbury est de ce fait essentielle au succès de la lutte pour une réelle liberté, en opposition à la liberté mensongère que la combinaison Senanayake-Sir Oliver a obtenue pour nous du gouvernement travailliste impérialiste de Whitehall. Nous répétons : A bas la Constitution Soulbury ! Pour une Constitution établie par nous !

Tant qu'un seul soldat britannique demeure à Ceylan, il n'y aura aucune possibilité pour nous de préparer librement notre propre constitution et sans l'intervention d'influence impérialiste. Nous devons donc lutter immédiatement pour le retrait de toutes les troupes britanniques de Ceylan. Il ne peut y avoir de possibilité de libération de l'influence britannique tant que la mainmise britannique demeure sur l'économie de Ceylan. Nous devons donc lutter pour mettre fin à cette mainmise. Une telle lutte peut naître seulement d'un organisme ou d'une organisation suffisamment indépendante de l'impérialisme britannique pour pouvoir convoquer une réelle assemblée constituante d'un peuple libre. Le mot d'ordre du jour est : Pour une assemblée constituante convoquée par un organisme indépendant de l'actuel régime impérialiste sur la base du suffrage direct, universel, égalitaire et secret !

La victoire électorale des Trotskyistes et le projet d'indépendance de Ceylan

(Déclaration du Secrétariat International de la IV^e Internationale)

La victoire électorale des trotskystes à Ceylan causa une grande joie aux militants de la IV^e Internationale dans le monde. Le parti Sama Sama Socialist, organisation de Ceylan de la section indienne de la IV^e Internationale (B.L.P.I.), avec l'organisation dissidente portant le même nom et se réclamant également de la IV^e Internationale, firent élire 15 députés au parlement sur un total de 100 membres.

Les résultats des élections indiquent :

a) Que les trotskystes ont à Ceylan de profondes racines dans les masses ; b) Que les peuples les plus opprimés des colonies luttant pour la liberté et l'indépendance sont prêts à se regrouper autour d'un parti révolutionnaire intransigeant ; c) Qu'il est possible, au moins dans les pays coloniaux, de contourner l'obstacle du stalinisme et de la social-démocratie traitres.

Nous sommes en même temps pleinement conscients de la regrettable division qui existe à Ceylan entre la sec-

tion officielle de la IV^e Internationale et les dissidents. Mais le fait que les deux organisations portent le même nom et ont mené campagne sous le drapeau de la IV^e Internationale, signifiait que les masses, en votant pour ces partis et leurs candidats, n'avaient pas de moyens pour distinguer entre eux et que le résultat de l'élection devait être pris globalement comme victoire pour le trotskysme.

Cependant, la division nous faisait craindre quant aux possibilités futures de développement. Nous nous demandions si la scission serait résolue en face des responsabilités imposées par la victoire aux élections, si les fractions parlementaires allaient travailler unites en face de la classe ennemie.

C'était notre espoir fervent qu'il en soit ainsi et qu'un tel travail en commun conduise à une éventuelle fusion entre les deux organisations. Nous exprimons cet espoir dans un télégramme de félicitation envoyé aux deux organisations.

Nous n'avons pas eu à attendre la réponse à la question ci-dessus. Le problème de l'indépendance qui fut placé devant le parlement de Ceylan peu après les élections mit rapidement les trotskystes à l'épreuve. Deux positions séparées et deux attitudes différentes furent adoptées sur ce problème. Neuf membres du parlement, adhérents à l'organisation dissidente prirent une attitude « neutre », s'abstenant de voter sur ce problème brûlant. Il restait aux six membres du parlement, dont cinq représentaient la section officielle de la IV^e Internationale, de prendre une position ferme contre le projet bâtarde d'indépendance et de défendre une position intransigeante en faveur d'une indépendance véritable du joug impérialiste britannique.

Que comportait ce problème ?

L'Empire britannique en décomposition qui fut grandement affaibli par la seconde guerre mondiale, menacé d'une crise de production dans la métropole et d'une révolte des peuples asservis des colonies devait recourir à une nouvelle méthode de domination impérialiste. Afin de survivre en tant qu'empire, il devait faire d'importantes concessions à la bourgeoisie coloniale, lui accordant une forme de charte d'association dans l'exploitation des masses indigènes. Afin de sauvegarder les intérêts impérialistes anglais, il devait substituer la méthode d'oppression indirecte à la domination plus nue du passé. La faible bourgeoisie coloniale et l'impérialisme britannique décadent, se sont donc mis d'accord pour s'appuyer l'un sur l'autre dans la lutte contre les masses combattant pour une indépendance véritable. Le projet d'« indépendance » soumis au parlement de Ceylan représentait un accord suivant ces lignes, entre l'Empire britannique et la bourgeoisie de Ceylan, accordant à celle-ci la position de gardien des intérêts impérialistes britanniques. La rédaction du projet est telle

qu'elle donne l'impression que Ceylan a obtenu son indépendance. Mais cette proposition contient un piège qui en montre la duperie. Les associés de l'accord parvinrent à une formule intelligemment énoncée d'après laquelle le gouvernement anglais et celui de Ceylan entreprenaient de s'« assister » mutuellement militairement. Sous cette formule, le gouvernement de Sa Majesté garde le droit de conserver ses bases militaires et navales à Ceylan, contrôlant ainsi non seulement Ceylan, mais l'Océan Indien. Contre qui est dirigé cet accord militaire ? L'ennemi numéro 1 des masses cinghalaises est précisément l'impérialisme britannique avec sa puissance militaire et navale.

La première condition préalable d'une indépendance véritable pour Ceylan est de débarrasser le pays de tout vestige du contrôle britannique et spécialement du contrôle militaire. Cette question aurait dû paraître évidente à tout révolutionnaire. Le B.L.P.I. fit son devoir révolutionnaire lorsqu'il vota contre le projet, quand il le dénonça et quand il appela les masses à s'y opposer. Il utilisa correctement l'arène parlementaire pour faire appel aux masses afin de lutter pour une indépendance véritable.

Ce qui est incompréhensible cependant, est le fait que les dissidents n'aient pas agi de même. Nous en sommes préoccupés au plus haut point. Le fait qu'eux aussi se proclament trotskystes obscurcit la véritable position des trotskystes aux yeux des masses.

Nous répétons ici la position prise par les dissidents et nous dégageons toute responsabilité pour cette position. La IV^e Internationale est un combattant intransigeant de l'indépendance totale des peuples coloniaux, de leur liberté totale à déterminer leur propre sort. C'est une des questions fondamentales dans lesquelles la IV^e Internationale s'oppose radicalement aux partis traitres du stalinisme et de la social-démocratie. La position de la IV^e Internationale n'a été défendue à Ceylan que par une seule organisation, le B.L.P.I. et ses membres au parlement.

Notre espoir d'une fusion entre les deux organisations a reçu un coup sévère. L'action des représentants au parlement de l'organisation dissidente indique qu'ils s'éloignent de nos positions programmatiques. S'ils tiennent à s'intégrer dans la IV^e Internationale, ils doivent clairement répudier la position prise par leurs représentants au parlement sur le problème de l'indépendance. Le parti et ses membres au parlement doivent se placer sous la discipline du B.L.P.I. et de l'Internationale pour leurs actions à venir. Le refus de leur part de prendre cette position signifierait seulement qu'ils deviennent une organisation centriste nationalement isolée et un obstacle à la lutte de classe à Ceylan. Dans ce cas, les véritables trotskystes seront prêts à les combattre jusqu'au bout.

La parole est aux dissidents.

CHRONIQUE DE L'U.R.S.S.

LE CAS D'EUGÈNE VARGA

par F. FOREST

Nous inaugurons dans ce numéro la rubrique « Chronique de l'U.R.S.S. » qui contiendra des nouvelles économiques et soviétiques concernant la vie en U.R.S.S.

Le plus récent livre d'Eugène Varga, l'un des principaux économistes staliniens, est intitulé « Les changements dans l'économie du capitalisme résultants de la deuxième guerre mondiale. » Ce livre fut publié en 1946 à la maison des Editions politiques de l'Etat par l'Institut économique de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. Nous apprenons ce fait pour la première fois du rapport d'une discussion de ce livre qui dura trois jours et qui fut tenue sous les auspices communes de l'Institut et du département d'économie politique de l'Université étatique de Moscou. A cette discussion participèrent vingt « savants, académiciens, membres correspondants, docteurs en économie politique et professeurs ». Le rapport qui fut publié dans le numéro de juin-juillet 1947 du *Bulletin de l'Institut* n'occupait pas moins de 12 pages en petits caractères. Un autre rapport plus court, de 8 pages, parut dans le numéro de septembre 1947 du *Bolchevik*. Celui-ci, non seulement résume le débat, mais il procède également à une critique des critiques qui pensaient pouvoir arriver à un accord

Le rôle de l'Etat

La discussion du livre de Varga tourna essentiellement autour de deux points : 1) le rôle de l'Etat bourgeois dans une économie de guerre ; 2) le caractère des « démocraties nouvelles ».

La thèse de Varga était que l'Etat joue un rôle décisif dans l'économie de guerre et qu'étant donné que l'Etat est le principal client, il n'y a pas de problème de la réalisation (de la plus-value). Par conséquent, pendant les dix premières années après la guerre — c'est ainsi que le rapport présente la thèse de son livre — le capitalisme se développera « sous la loi inégale du développement ». Ce n'est qu'à la fin de cette période que le capitalisme se heurtera à sa contradiction fondamentale qui, selon l'auteur, consiste « dans l'exacerbation du problème de la réalisation (de la plus-value) ou, en d'autres termes, des problèmes du marché ».

Les « savants » nient tout d'abord

avec Varga et trouver une « sorte de formule qui arrange tout ». « Il est également impossible, conclut l'article avec insistance, de ne pas noter un autre résultat important de la discussion. Il s'y révèle avec une clarté extrême la faiblesse de l'auto-critique des économistes. » Le rapport prétend également que ce triste état de choses n'est pas seulement vrai en ce qui concerne le livre de Varga, mais aussi en ce qui concerne les autres travaux de « recherches théoriques sur l'état contemporain de l'impérialisme et de la crise générale du capitalisme », publiés par l'Institut d'économie mondiale et de politique mondiale de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.

Il est évident que la ligne stalinienne a changé et qu'une nouvelle série de livres devra être fabriquée. La justification théorique de l'ancienne ligne de coopération avec l'impérialisme américain devra faire place à une nouvelle théorie économique prouvant l'impossibilité de travailler avec celui-ci. Pour l'expliquer à tous les « savants », il fallut trois jours de discussion.

que le capitalisme dans l'économie de guerre surmonte l'anarchie de la production. Ils nient que l'Etat est le plus grand client ou que l'économie capitaliste, à n'importe quel moment, évolue en dehors de la crise générale du capitalisme qu'ils définissent également comme étant la contradiction entre la production et la consommation. Varga est accusé de ne pas donner une image du « parasitisme et de la décadence du capitalisme ».

« Il est impossible d'être d'accord avec l'assertion de l'auteur », déclara Strumilin, selon laquelle, pendant la guerre, les pays utilisent plus que v plus s, c'est-à-dire plus que la somme du revenu total de la nation. L'assertion selon laquelle le gouvernement est le plus grand client est également fautive. Un autre académicien déclara : « Varga décrit le mécanisme de reproduction du capitalisme contemporain d'une

telle façon que le problème de la réalisation de la partie de la plus-value assignée à l'accumulation, c'est-à-dire à la reproduction élargie, est impossible. »

En répudiant le rôle décisif de l'Etat dans l'économie de guerre, les « savants » prétendirent que ce n'est pas l'Etat qui dirige la production mais un petit groupe de monopoles : « Le patron dans le pays n'est pas l'Etat, mais les monopoles. » En ce qui concerne l'Allemagne, par exemple, Varga aurait prétendu que l'économie était inconditionnellement subordonnée à l'Etat. « Le contraire aurait dû être dit », déclarèrent ses critiques (1).

Ostrovityanov, qui présida le débat et le conclut, déclara que Varga s'était dérobé à la lutte entre les deux systèmes : le socialisme et le capitalisme. Selon Ostrovityanov, c'était se dérober à une analyse de classe, et séparer l'économie de la politique. La déviation de Varga, continua Ostrovityanov, apparut clairement dans un article que Varga écrivit pour le numéro de juin 1946 de « L'Economie mondiale et la politique mondiale » et dans lequel Varga prétendit que pendant la guerre la lutte entre les deux systèmes fut arrêtée. « Il est impossible d'être d'accord avec cette façon de poser la question », conclut Ostrovityanov.

Varga se défendit à moitié et recon-

Les « démocraties nouvelles »

Le second foyer d'attaque se centra sur l'évaluation faite par Varga des « démocraties nouvelles ». Le rapport lui attribue une surestimation de la capacité de l'Amérique de restaurer l'économie européenne et une sous-estimation de la puissance des « démocraties nouvelles » dont il aurait défini l'économie comme du « capitalisme d'Etat ».

Selon les critiques, en estimant qu'il faudrait une décennie pour restaurer l'économie des « démocraties nouvelles », Varga oublia de prendre en considération « les attributs spéciaux de la structure politique des démocraties nouvelles qui ne seront pas subordonnées au développement cyclique général du capitalisme, mais qui se développeront par leurs propres méthodes et à des rythmes supérieurs ».

On déclara également que Varga montra un pessimisme injustifié en ce qui concerne la production agricole et

(1) Note de la rédaction : voir, à ce sujet, « La nouvelle phase du capitalisme monopoleur » et « La propriété et le contrôle », deux études de B. Thomas, parues dans les numéros de juillet-août et de septembre-octobre 1947 de *Quatrième Internationale*.

nut à moitié ses péchés. Pour se défendre, Varga répondit que jamais un seul petit groupe de capitalistes n'avait dirigé toute la politique de l'Etat. « La planification sous le capitalisme est impossible, mais il serait faux de dire que pendant la guerre totale il existe la même anarchie dans la production qu'en temps de paix. » Varga insista sur la justesse de sa thèse selon laquelle le problème de la réalisation (de la plus-value) disparut pendant la guerre. Il cita les Etats-Unis à titre d'exemple de pays où, malgré une énorme expansion de la production, il n'exista aucun problème du marché, précisément parce que le gouvernement était le principal client.

En même temps, il souligna que son livre fut terminé dix mois auparavant. Avec la fourberie typique d'un théoricien stalinien, il demanda que l'occasion lui soit encore donnée d'adapter la théorie économique à la politique nouvelle. Il annonça que son prochain livre traiterait des aspects politiques de la question. Nous ne doutons pas que, tout comme Varga trouva en 1946 les statistiques destinées à prouver la stabilité du capitalisme et la possibilité de sa co-existence avec le « socialisme », son nouveau livre prouvera l'incomptabilité des « deux systèmes ».

lia de façon erronée la faible productivité sur le front de l'agriculture aux réformes agraires. Le phénomène de la faible productivité, déclarèrent les critiques, « était de nature temporaire, conjoncturelle et s'expliquait par la cause générale des difficultés économiques d'après guerre, et non par les réformes agraires ». D'autre part, il serait faux de dire comme Varga l'aurait fait, que le poids spécifique de l'Europe orientale dans l'économie mondiale capitaliste n'est relativement pas grand et « ne change encore pas fondamentalement les perspectives générales du développement du capitalisme dans son ensemble ». Ostrovityanov prétendit que c'était « une attitude économique bornée ». « La grande importance de principe de ces pays réside dans le profond changement des rapports de classe et dans l'ouverture d'une voie particulière de transition du capitalisme au socialisme ».

Ceci se passait en juin-juillet. Le 1^{er} septembre, Gladkov, l'auteur du rapport paru dans le *Bolchevik*, alla plus loin dans son attaque contre Varga pour avoir caractérisé les « démocraties nouvelles » comme du « capitalisme d'Etat » : « En réalité, il n'y a

pas d'exploitation du prolétariat dans ces entreprises d'Etat ; le revenu ne va pas aux capitalistes mais à la nation sous la forme de son Etat. C'est une économie d'un genre nouveau, assurant une augmentation du bien-être des masses laborieuses, et formant une base pour des progrès ultérieurs dans les pays de démocratie nationale. »

Mais le *Bulletin de l'Institut économique* de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. et le *Botchevik* devront tous deux chanter les louanges des « démocraties nouvelles » une octave au-dessus. Car, Jdanov, dans son discours au Kominform ne désigna pas seulement comme « démocraties nouvelles » la Yougoslavie, la Bulgarie et la Pologne, mais également la Tchécoslovaquie et, s'il vous plaît, la Roumanie, la Hongrie et l'Albanie. Voici sa définition fougueuse de ces économies :

« La réforme agraire transféra la terre aux mains des paysans, et mena à la liquidation de la classe des propriétaires terriens. La nationalisation

de l'industrie lourde et des banques, la confiscation des biens des traîtres qui collaborèrent avec les Allemands sapèrent à la racine la position du capital monopoleur dans ces pays et libérèrent les masses de la servitude impérialiste. Parallèlement à cela une nouvelle propriété populaire étatique fut établie, un Etat d'un type nouveau fut créé, — une république populaire où le pouvoir appartient à l'Etat et où la force dirigeante est le bloc des masses laborieuses de la population, à la tête desquelles se trouve la classe ouvrière. Il en résulte que les peuples de ces pays non seulement se sont libérés de l'état de l'impérialisme, mais ont jeté les bases de la transition vers la voie du développement socialiste (2). »

Janvier 1948.

(2) Note de la rédaction. — La théorie stalinienne de la « démocratie nouvelle » sera examinée dans un article qui paraîtra prochainement dans *Quatrième Internationale*.

PUBLICATIONS, DU SECRETARIAT INTERNATIONAL

L'ASSASSINAT DE LÉON TROTSKY

Une brochure de 64 pages : 30 fr.

Jacqueline ROUSSEL et ANH-VAN

MOUVEMENTS NATIONAUX ET LUTTE DE CLASSES AU VIET-NAM

Une brochure de 90 pages : 50 fr.

EN LIBRAIRIE

LEON TROTSKY

Les crimes de Staline 100 fr.
Lénine (Ed. Libr. du Travail) 75 fr.
La révolution trahie 100 fr.

VICTOR SERGE

Portrait de Staline.. 60 fr.
Destin d'une révolution 100 fr.
S'il est minuit dans le siècle 90 fr.

LES LIVRES

“ La lutte pour la domination mondiale ”

de James Burnham

LES « penseurs » de la bourgeoisie européenne, vassale de l'impérialisme américain, clament à leur tour leur admiration pour ce nouveau livre de l'auteur de la « Révolution des Directeurs ». Ils rendent hommage à la « logique » rigoureuse du livre et sont surtout charmés par sa franchise « machiavélique » qui donne une base « théorique » à la politique expansionniste de l'Amérique de Truman et de Marshall. Burnham, après avoir annoncé le règne proche de la « classe directoriale » remplaçant les capitalistes, se résigne à remettre aux mains des magnats de Wall Street le salut du monde « civilisé » à travers la préparation de la troisième guerre atomique contre l'U.R.S.S. et la domination mondiale de la « démocratie américaine ».

Ce « logicien » délicat qui lors de son premier livre sur la « Révolution des directeurs », en 1941, étalait encore toute sa tristesse devant le sort totalitaire « inévitable » selon lui, de l'hu-

manité, trouve maintenant toute la verve cynique d'un Machiavel de décadence pour ériger les usines atomiques des impérialistes américains, en sanctuaires de la « Paix » et de la « Démocratie » dans le monde. Le camarade Joseph Hansen qui a consacré à l'évolution de Burnham un excellent article critique (1), remarque avec justesse :

Le défenseur des droits démocratiques devient un anticommuniste enragé ; l'homme de bonne volonté, un misanthrope, et le froid logicien un intellectuel incompétent enivré de la puissance de Wall Street.

Burnham était depuis toujours un ennemi de la dialectique. Cependant son évolution confirme d'une façon éclatante la remarque faite à son sujet en 1940 par Trotsky : « Burnham ne reconnaît pas la dialectique, mais la dialectique ne laisse pas Burnham échapper à ses filets. Il y est pris comme une mouche dans une toile d'araignée ».

“ STALINGRAD ” de Th. Plivier

LA littérature sur la guerre est aussi vieille que la littérature elle-même. De *Viliade* au *Feu* de Barbusse, le sort des armées, la misère des soldats ont été présentés en raccourci à travers le destin de tel ou tel « héros », fût-il roi ou poilu. Théodore Plivier, romancier communiste allemand bien connu, a réussi dans *Stalingrad* la véritable révolution littéraire de faire du destin collectif le sujet direct et immédiat d'un roman.

Utilisant la méthode du reportage à grande échelle, Plivier a lu et assimilé des milliers et des milliers de lettres de soldats allemands, tombées entre les mains de l'armée russe durant la bataille de Stalingrad. Il réussit ainsi à nous initier au destin de plusieurs centaines de soldats nommés, décrits, placés dans le cadre de leur propre vie préalable à la guerre, alors qu'on voit, page après page, défilier l'ensemble de l'armée de Stalingrad, par régiments, divisions et corps d'armée.

L'impression qui se dégage de cette technique nouvelle est puissante. Nous ne connaissons aucun autre roman qui réussit à suggérer aussi intensément la somme des souffrances, des épreuves, des sévices qui a conduit à sa fin lamentable l'armée de Stalingrad. L'im-

pression réellement apocalyptique qui se dégage de cette description massive de saleté, de glace, de faim et de sang qui réduisent plus de cent mille hommes à l'état d'apathie complète fait dorénavant partie de la « sensation de notre époque » que tout révolutionnaire conscient doit ressentir.

Ajoutons que Plivier, après dix ans de résistance à Moscou, a récemment rompu avec la bureaucratie stalinienne dans des circonstances qui ne sont pas clarifiées. *Stalingrad*, écrit à l'époque où Plivier restait fidèle à la « ligne », se ressent de la propagande chauvine qui dominait à ce moment la politique stalinienne. Le mythe de la « culpabilité collective » du peuple allemand ressenti mystiquement par un officier « intelligent » au moment de l'effondrement, y montre le bout de l'oreille. Mais le destin des soldats de Stalingrad si adéquatement décrit par Plivier constitue lui-même la réputation la meilleure de ce mythe. C'est pourquoi *Stalingrad* reste un document de premier ordre sur la barbarie de la guerre contemporaine.

(1) « Fourth International », septembre-octobre 1947.

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE MOUVEMENT NATIONAL et la guerre anti-impérialiste des pays coloniaux et semi-coloniaux

(Proposé par la Ligue communiste de Chine pour le Congrès mondial)

Nous publions ci-dessous un projet de résolution soumis par une des organisations trotskystes de Chine en vue du Congrès mondial de la IV^e Internationale. La position de la IV^e Internationale sur le conflit sino-japonais et sur la participation de la Chine à la récente guerre mondiale a été définie dans la résolution du Comité Exécutif international de la IV^e Internationale du 31 mars 1941 qui déclarait entre autres :

« Les révolutionnaires doivent expliquer aux masses chinoises que l'alliance de leur bourgeoisie nationale avec l'impérialisme américain est la conséquence inévitable de la conduite réactionnaire de la guerre par Tchang-Kai-Tchek contre le Japon ; que l'écrasement de tout mouvement indépendant pour des réformes sociales et plus tard l'alliance avec Washington sont les deux aspects d'une même politique ; que cette politique ne peut ni assurer l'émancipation du pays ni avancer la libération sociale du peuple chinois. A l'encontre de l'enthousiasme officiel pour les « libérateurs » impérialistes américains et leur mission, les révolutionnaires doivent exposer les buts réels de l'impérialisme du dollar et démontrer le grand danger qui pèse sur la Chine, celui d'un nouvel esclavage. A la politique réactionnaire de Tchang-Kai-Tchek, ils opposeront le programme de la guerre révolutionnaire basé sur des transformations sociales radicales (la terre aux paysans, le contrôle ouvrier sur la production, etc.) »

« Ceci cependant n'empêchera pas les révolutionnaires de continuer à être pour la victoire des armées chinoises contre les envahisseurs japonais. L'alliance Washington-Tchoungking et le flot d'aide matérielle américaine au régime de Tchang-Kai-Tchek ne suppriment pas la tâche de jeter les impérialistes japonais hors de la Chine. »

Projet de résolution

1) Prenant pour base les expériences des mouvements nationaux dans différents pays coloniaux et semi-coloniaux au cours des vingt dernières années, particulièrement l'expérience de la Révolution chinoise de 1925-1927 et de la guerre de la Chine contre le Japon de 1937 à 1945, le Congrès mondial de la IV^e Internationale adopte la résolution particulière suivante sur la lutte émancipatrice des colonies et sur la guerre anti-impérialiste des pays coloniaux.

2) Les mouvements émancipateurs nationaux qui sont dirigés par la bourgeoisie « nationale » des pays coloniaux ne peut avoir un caractère vraiment progressif que si les larges masses y participent et si ces masses y possèdent une liberté totale de propagande, d'organisation et d'action. Ces mouvements ne peuvent devenir « une partie de la révolution mondiale », c'est-à-dire acquérir un caractère révolutionnaire qui en garantit la victoire que si la direction de ces mouvements passe aux mains de la classe ouvrière.

En l'absence des conditions mentionnées ci-dessus, les « mouvements émancipateurs » bourgeois des pays coloniaux, même s'ils ne sont pas réactionnaires, sont tout au moins dépourvus de signification progressive. Envers ces mouvements, les partisans de la IV^e Internationale dans les pays respectifs ne doivent pas prendre une attitude de soutien inconditionnel. Au contraire, ils doivent dénoncer le caractère mensonger de ces mouvements, en découvrir les mobiles réactionnaires, (« combat-

tre » l'ennemi extérieur uniquement pour maintenir en servitude l'ennemi intérieur, les masses travailleuses) et ils doivent en même temps s'adresser indépendamment aux masses, appeler celles-ci à se soulever afin de mener par leurs propres moyens un véritable mouvement émancipateur luttant contre les impérialistes et les oppresseurs indigènes.

C'est pourquoi la IV^e Internationale rejette non seulement la politique stalinienne de soutien de la « bourgeoisie nationale » pour prendre la direction du « mouvement émancipateur », mais elle rejette aussi la formule creuse de soutien inconditionnel de tous les mouvements nationaux conduits par la bourgeoisie.

La IV^e Internationale a pour devoir de rappeler à tous les révolutionnaires que les mots d'ordre « d'indépendance nationale » et « d'émancipation nationale » ont été plus d'une fois utilisés par Tchang-Kai-Tchek et la bourgeoisie chinoise comme le meilleur prétexte et comme l'arme la plus puissante pour écraser et massacrer les ouvriers et les paysans chinois.

La formule de soutien « inconditionnel » de tous les mouvements d'émancipation nationale doit par conséquent être abandonnée. Les ouvriers et paysans chinois ont payé d'un prix très cher cette leçon.

3) Les guerres anti-impérialistes (continuation des mouvements nationaux) dirigées par la bourgeoisie colo-

niale de même n'ont pas été et ne seront pas toujours invariablement progressives en toute condition et à tout moment. Leur caractère doit toujours être décidé en fonction de facteurs intérieurs et internationaux.

Facteurs intérieurs : La guerre, si elle est menée au prix d'une terrible oppression des ouvriers et paysans indigènes, bien qu'elle paraisse avoir un rôle objectivement progressif en raison de la lutte contre une puissance impérialiste, est en fait impuissante et, du point de vue de l'émancipation des ouvriers et des paysans, est encore essentiellement une guerre réactionnaire.

Facteurs internationaux : La guerre, si elle est menée entre un pays colonial d'une part et une puissance impérialiste d'autre part, est progressive ; mais cette guerre, si elle se trouve finalement impliquée dans la guerre entre deux puissances impérialistes, devient ainsi partie de la guerre impérialiste et, en tant qu'« interférence » d'un esclave dans le combat de son maître (voir « Histoire de la Révolution russe », édition anglaise, page 38), elle perd la signification progressive qu'elle avait au début.

La IV^e Internationale, tout en soutenant une guerre coloniale progressive, doit en même temps déclarer qu'elle retirerait son soutien à une guerre coloniale qui deviendrait réactionnaire, c'est-à-dire qui dégénérerait en une partie d'une guerre impérialiste mondiale.

Il est inutile de dire que la position définie ci-dessus concerne les sections de la IV^e Internationale dans les pays coloniaux. En ce qui concerne les sections de la IV^e Internationale dans les pays impérialistes, leur position juste est de combattre inconditionnellement toute guerre menée par leur « propre pays » avec des colonies, indépendam-

ment du fait de savoir qui dirige la guerre de la part de la colonie et comment elle est dirigée, et indépendamment du fait de savoir le rival impérialiste qui y est impliqué.

4) Envers la guerre anti-impérialiste dirigée par la bourgeoisie dans les pays coloniaux et particulièrement dans les pays semi-coloniaux, l'attitude juste que doivent prendre les partisans de la IV^e Internationale doit être strictement conforme aux directives données par le camarade Trotsky pendant la guerre sino-japonaise : Participer à la guerre mais conserver une indépendance complète dans l'action et dans la politique. Continuer la lutte de classe pendant la guerre de telle sorte qu'au moment où nous aurons assez de force et où les circonstances le permettront, nous puissions transformer l'opposition politique en opposition militaire afin de renverser la bourgeoisie dirigeante et d'instaurer la dictature du prolétariat (voir lettre de Trotsky à Diego Rivera).

Cette politique est applicable à toutes les étapes du développement d'une guerre anti-impérialiste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, que cette guerre soit progressive ou réactionnaire. Mais l'application de notre politique est bien entendu différente en fonction des différentes étapes. Quand la guerre est objectivement progressive, la raison qui guide notre politique est que la classe dirigeante n'est pas qualifiée pour mener la guerre ; mais une fois que la guerre devient réactionnaire, notre raison est que la classe dirigeante conduit une guerre réactionnaire.

Ainsi, dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux qui participent à une guerre anti-impérialiste les partisans de la IV^e Internationale doivent se fixer pour tâche la conquête du pouvoir, tout comme dans les pays impérialistes pendant une guerre impérialiste.

Mai 1947.

THÈSES DU DEUXIÈME CONGRÈS DU R.C.P. (Section néerlandaise de la IV^e Internationale)

Le principal document politique adopté au 2^e Congrès national du Parti communiste révolutionnaire, section néerlandaise de la IV^e Internationale, est intitulé : Thèses sur la situation économique et politique et sur les tâches du R.C.P. Ce document comporte six chapitres : « La nouvelle étape dans la situation internationale », « La faiblesse économique du capitalisme néerlandais », « La nouvelle étape aux Pays-Bas et l'orientation du R.C.P. », « La révolution en Indonésie et les rapports entre les classes aux Pays-Bas », « Les luttes économiques et les tâches du R.C.P. », « L'organisation du R.C.P. » Nous publions ci-dessous le deuxième et le quatrième chapitres de ces thèses qui constituent un témoignage éloquent de la maturité politique croissante de notre section néerlandaise.

LA FAIBLESSE ÉCONOMIQUE DU CAPITALISME NEERLANDAIS La situation d'avant-guerre

ANTANT la seconde guerre impérialiste, les Pays-Bas étaient un pays créateur type. La valeur des importations néerlandaises dépassait largement celle des exportations ; l'équi-

libre de la balance des paiements était maintenu grâce aux rentrées dans le pays d'énormes dividendes et d'intérêts des capitaux investis à l'étranger (sur-tout dans les colonies).

Les profits énormes et faciles rapportés durant des siècles par l'exploitation des colonies ont eu pour résultat que les investissements intérieurs restèrent fortement limités. L'appareil de production néerlandais reçut ainsi un caractère arriéré à plusieurs points de vue.

Également, par suite de l'absence de minerais propres, l'industrie néerlandaise se concentra presque exclusivement dans le secteur dit léger (produisant des moyens de consommation) : textiles, lampes électriques, industrie de transformation des graisses, etc. L'industrie lourde (machines, locomotives, armes, etc.) manqua pour ainsi dire complètement, à l'exception des chantiers navals qui connurent une évolution historique propre.

D'autre part, les Pays-Bas dépendaient dans une large mesure des importations pour couvrir leurs besoins militaires.

La production de céréales était réduite à un minimum par suite de l'effondrement des prix du blé dans la seconde moitié du XIX^e siècle, résultant de l'exportation massive de blé des gigantesques territoires nouvellement exploités d'outre-mer.

Les résultats de la guerre

La guerre et l'occupation du pays ont provoqué pour les Pays-Bas des pertes énormes sur le plan économique.

L'industrie a reçu de terribles coups, aussi bien par suite des destructions résultant des opérations militaires proprement dites (Brabant et Limbourg) que du démantèlement d'une partie importante de l'outillage vers la fin de l'occupation et de la destruction des installations portuaires d'Amsterdam et de Rotterdam. Ainsi, une importante partie des investissements intérieurs a été perdue pour la bourgeoisie.

La conversion de l'industrie par l'occupant en vue de la satisfaction de ses besoins de guerre a provoqué un retard sensible dans la reconversion d'après-guerre s'orientant vers la satisfaction des besoins de consommation. Ce retard a encore été accentué par une pénurie aiguë de main-d'œuvre qualifiée, résultat de la déportation de la jeunesse ouvrière qui ne put acquérir la qualification professionnelle normale. Cela s'exprime à son tour par un abaissement de la productivité moyenne du travail.

La capacité de production est diminuée d'autre part par suite de l'inutilisation d'une partie de l'outillage (par la brusque interruption de l'arrivée des matières premières coloniales), du vieillissement et du manque de réparations des installations industrielles.

Enfin, la perte du Hinterland allemand, surtout de la Ruhr, a porté un coup terrible au port de Rotterdam en tant que port de transit. Le tonnage chargé et déchargé à Rotterdam marque un recul prononcé par rapport à celui d'avant-guerre.

La deuxième guerre impérialiste a eu également un effet désastreux sur

La production agricole néerlandaise s'orientait alors vers la culture de produits de luxe pouvant compenser les coûts élevés résultant de la petite entreprise agricole qui domine dans le pays, et de la nature du sol. Une large partie de la superficie cultivable était consacrée à l'horticulture (fruits, légumes) et à la floriculture (tulipes), dont les produits devaient être surtout exportés et ne pouvaient pas intervenir largement dans le ravitaillement national. Les mêmes facteurs jouaient également sur le terrain de l'élevage.

Aussi bien pour l'approvisionnement en matières premières que pour celui en produits alimentaires, les Pays-Bas dépendaient par conséquent de l'étranger, et la bourgeoisie néerlandaise ne pouvait maintenir sa position d'impérialisme relativement indépendant que grâce à ses possessions coloniales qui constituaient pour ainsi dire le bouchon sur lequel flottait le capitalisme néerlandais.

Maintenir l'empire colonial signifiait cependant aussi maintenir une flotte relativement puissante, ce qui engloutissait une partie importante du revenu national.

l'agriculture néerlandaise. Outre les pertes provoquées directement par les opérations militaires, se trouvent celles qui résultent du manque d'engrais et de la déportation de main-d'œuvre (bien que moins désastreuse pour l'industrie). A côté du recul de la production agricole, il faut placer le coup fatal porté à l'élevage par suite du manque de fourrage et des abattages massifs, surtout durant le dernier hiver de famine.

Si donc le capitalisme néerlandais sort ainsi fortement éprouvé de la guerre, le coup le plus dur lui a été porté immédiatement après l'armistice par l'éclatement de la révolution coloniale en Indonésie. La révolution indonésienne signifie l'effondrement de l'impérialisme néerlandais, la perte de sa position relativement indépendante et la disparition de l'espoir d'une rapide reconstruction de la métropole.

La perte des possessions coloniales a provoqué l'arrêt du flux ininterrompu de dividendes et a détruit l'équilibre de la balance de paiement. Il s'y ajoute la disparition d'une masse de matières premières à bon marché et l'impossibilité de continuer à couvrir le déficit alimentaire aux frais des masses coloniales. Cette perte dévoile implacablement la faiblesse de l'appareil de production intérieur et sa dépendance de l'étranger pour l'approvisionnement en machines, en matières premières et en produits alimentaires.

A un rythme rapide, l'impérialisme néerlandais s'est ainsi vu transformé de pays créateur en pays débiteur. Les emprunts étrangers conclus pendant la guerre pour des buts militaires étaient suivis de plus en plus rapidement par

des emprunts pour l'achat de produits alimentaires et ensuite, davantage encore, par des emprunts pour couvrir les besoins de la guerre en Indonésie et pour l'achat des machines et des matières premières nécessaires à la reconstruction de l'appareil de production métropolitain. L'impérialisme néerlandais

s'est vu forcé de liquider une partie très importante de ses investissements à l'étranger (vente d'actions américaines, liquidation de banques sur hypothèque opérant à l'étranger) et d'admettre des investissements de l'étranger sur une grande échelle au Pays-Bas même.

La reprise économique et ses limites

Durant les premières années d'après-guerre, le capitalisme néerlandais a réussi avec l'aide de crédits étrangers et d'allocations de matières premières et de combustibles, à réaliser une certaine reprise et à augmenter progressivement la production.

Mais, au fur et à mesure que le poids des dettes s'est alourdi et que les obligations annuelles de paiement d'intérêts se sont accrues; au fur et à mesure aussi que la bourgeoisie impérialiste s'est avérée de plus en plus impuissante à abattre la révolution indonésienne, les créanciers étrangers se sont montrés de moins en moins empressés à accorder de nouveaux crédits, et dans la même mesure s'est accentuée aussi la nécessité pour la bourgeoisie de se procurer grâce à ses propres exportations les moyens nécessaires pour l'achat de matières premières et de matériel de guerre.

En fait, la stagnation se manifeste déjà très nettement dans la reprise économique. La faiblesse de la position économique de la bourgeoisie se manifeste de façon aiguë à chaque événement imprévu (par exemple un hiver particulièrement sévère) qui provoque chaque fois un recul sensible de la production.

Les possibilités d'exportation sont cependant fortement limitées du fait que presque tous les pays européens se trouvent dans une situation analogue et cherchent à améliorer leur balance commerciale en limitant leurs importations de façon draconienne et en augmentant leurs exportations.

L'arme principale dont dispose la bourgeoisie néerlandaise pour maintenir et pour renforcer sa position dans la course aux marchés est celle des bas prix. Afin d'arriver sur les marchés étrangers avec de bas prix, elle essaye de maintenir par toutes ses forces le niveau actuel des salaires aux Pays-Bas, qui est resté fortement en retard par rapport aux augmentations nominales des salaires à l'étranger. Etant donné que la tendance inflationniste est plus prononcée à l'étranger, il reste généralement profitable à l'entrepreneur néerlandais de vendre ses produits sur les marchés extérieurs. Dans le cas opposé, l'Etat soutient l'exportateur en lui oc-

troyant une prime aux exportations. Mais il en résulte que la grande majorité des exportations s'orientent vers les pays à « monnaie faible », ce qui donne une base fort instable à la balance commerciale.

D'autre part, en Hollande aussi, la circulation fiduciaire a commencé ces derniers temps à s'élargir considérablement et à prendre un caractère nettement inflationniste.

Cette tendance inflationniste résulte en premier lieu du déficit du budget qui est d'une ampleur inconnue dans le passé et qui ne se voit réduit que partiellement par des emprunts d'Etat. Elle est également fonction de l'inflation de crédit distribué aux entreprises industrielles par la Banque de Reconstruction et par les grandes banques privées de crédit, et du fait que certains groupes de capitalistes ont réalisé d'énormes bénéfices pour lesquels ils cherchent des investissements profitables qu'ils n'ont pas encore réussi à trouver, étant donnée la lenteur de l'approvisionnement en outillage industriel. Cette inflation qui, contrairement à ce que prétend la propagande de la bourgeoisie, ne résulte nullement de la hausse nominale des salaires, mais bien des buts poursuivis exclusivement par les capitalistes eux-mêmes, se manifeste avec un rythme de plus en plus accéléré et provoque une hausse des prix du même ordre.

Cette inflation accentuée d'une part la tendance à l'élévation du cours de bourse des actions industrielles, provoquée par les profits élevés des entreprises, et aboutit ainsi à l'enrichissement des spéculateurs capitalistes; d'autre part, elle provoque un abaissement continu du pouvoir d'achat des masses, qui devient la cause et le point de départ d'une nouvelle vague de luttes des masses ouvrières. Celle-ci prendra une forme plus violente à la suite de la tentative désespérée de la bourgeoisie de nouer les deux bouts par une nouvelle attaque contre le niveau de vie des ouvriers, par la diminution des rations et par l'aggravation de la qualité des produits alimentaires, jusqu'au moment où la réalisation du plan Marshall lui offrirait un nouveau sursis...

LA RÉVOLUTION EN INDONÉSIE ET LES RAPPORTS ENTRE LES CLASSES AUX PAYS-BAS

La révolution en Indonésie est déterminée par son caractère permanent, comme c'est le cas pour les autres pays coloniaux ou semi-coloniaux. La période

de décadence capitaliste ne permet plus que dans de tels pays se développe une bourgeoisie nationale suffisamment puissante pour réaliser sa propre émanci-

pation du féodalisme et de l'impérialisme. D'une part, sa base dans la production reste trop restreinte, par suite de la pression de l'impérialisme dominant ; d'autre part, elle n'est plus capable de maintenir dans le cadre des rapports capitalistes de production l'énergie révolutionnaire des masses, sur lesquelles elle doit s'appuyer dans sa lutte pour un Etat national bourgeois propre. La bourgeoisie naissante est incapable de résoudre en Indonésie ses propres tâches historiques : renverser ce qui subsiste des rapports féodaux de propriété, de réaliser la révolution

La bourgeoisie naissante en Indonésie

Lors de la proclamation de la République indonésienne, en août 1945, la direction politique du nouvel Etat se trouva entre les mains d'un groupe de nationalistes bourgeois, dont les principaux porte-parole étaient Sharir, Soekarno, etc. La base économique de ce groupe est infiniment plus faible que celle de la bourgeoisie indienne qui avait réussi à construire sa propre industrie lourde et sa propre industrie des textiles, concurrentes à l'impérialisme britannique. Alors qu'il existe aux Indes indubitablement une classe capitaliste indigène qui organise, indépendamment de l'impérialisme, l'exploitation d'une partie importante des masses et qui revendique maintenant le monopole de cette exploitation, la bourgeoisie naissante en Indonésie s'efforce seulement, à travers la révolution, d'arriver à ce premier stade de formation. En de multiples occasions, le gouvernement républicain a affirmé qu'il rendra toutes les entreprises existant avant 1941 à leurs « propriétaires légitimes ». La bourgeoisie indigène naissante ne réclame rien d'autre qu'une souveraineté suffisante pour lever des impôts sur ces entreprises, et pour en fonder de nouvelles avec le capital commercial dont elle dispose déjà. La politique de ce groupe est ainsi déterminée par sa faiblesse économique. En face de la pression de l'impérialisme néerlandais, elle doit s'appuyer sur l'énergie révolutionnaire des larges masses d'exploités, alors qu'elle

La masse des ouvriers et des paysans pauvres

La révolution indonésienne a été portée par la grande masse des ouvriers et paysans pauvres : les ouvriers mènent la lutte contre l'exploitation coloniale comme une lutte contre toute exploitation, et leur aspiration fondamentale n'est nullement différente de celle de tout le prolétariat mondial : la construction de la société socialiste. Grâce à leur lutte contre les rapports de propriété féodaux, maintenus et défendus par l'impérialisme, les paysans pauvres constituent par leur lutte pour la terre des alliés indispensables au prolétariat et un réservoir inépuisable de combattants révolutionnaires. L'exploitation accentuée à laquelle l'impérialisme doit soumettre ces masses dans sa période de décadence ne leur laisse plus d'autre

agraire et d'établir un Etat national bourgeois. D'autre part, elle se voit soumise à une organisation, de par ses origines, aux couches dominantes féodales. Elle doit également chercher un appui auprès de l'impérialisme dominateur dans sa lutte contre les masses révolutionnaires. Les tâches de la révolution bourgeoise incombent ainsi au prolétariat, s'appuyant sur la masse des paysans pauvres. Mais le prolétariat devra réaliser ses propres tâches révolutionnaires prolétariennes, du moment qu'il s'est placé à la tête du mouvement révolutionnaire.

ne peut se maintenir en face des aspirations des masses populaires que grâce à la pression militaire et économique de l'impérialisme néerlandais et international. Il résulte précisément de son existence fantomatique qu'elle est incapable de faire des concessions décisives à l'une ou l'autre des parties en présence. Elle ne peut pas aller à l'encontre des masses populaires au point où celles-ci se verraient capables de se saisir du pouvoir politique, d'établir un gouvernement ouvrier et paysan et d'arracher ainsi à la bourgeoisie naissante une partie de la faible portion de plus-value que celle-ci s'attribue. La constitution du « Front du Peuple », de Tan Malakka signifiait que la perspective du gouvernement ouvrier et paysan devenait réelle, et forçait le gouvernement Sjarir à rejeter cette formation dans l'illégalité et à en arrêter les dirigeants. D'autre part, le fait que la bourgeoisie naissante n'a pas encore réussi à construire sa propre industrie lui permet de ne pas marcher complètement avec l'impérialisme néerlandais contre les masses populaires. Cela aurait signifié la fin de son existence autonome. Il a été ainsi impossible au gouvernement Sjarifoeddin d'accepter l'institution d'une gendarmerie commune, qui aurait signifié le retour intégral à l'entreprise coloniale. Par suite de ses propres aspirations, elle a dû accepter la guerre qui lui est imposée par l'impérialisme néerlandais.

issue que celle de la révolte continuelle. Il en résulte une position intransigeante des masses populaires indonésiennes envers l'impérialisme néerlandais et mondial. Pour elles, la révolution ne sera pas terminée avant que l'influence de l'impérialisme dominateur ne soit complètement détruite et que l'indépendance intégrale ne soit conquise, c'est-à-dire avant la destruction du capitalisme comme tel également.

La composition sociale de la grande masse révolutionnaire en Indonésie est cependant défavorable à la formation de la conscience politique qui seule peut montrer l'issue à leurs aspirations. Le prolétariat salarié ne constitue qu'une partie relativement petite de la population indonésienne. Le prolétariat indus-

triel ne représente à son tour qu'une fraction minime de cette partie. Malgré cela, l'idée qu'il faut un gouvernement ouvrier et paysan, s'appuyant sur les propres organes de ces classes, fait son chemin. C'est à la suite de la pression croissante des masses sur le gouvernement que Sjarifoeddin a dû abandonner

Révolution indonésienne et révolution mondiale

Ce n'est pas seulement l'état embryonnaire de la bourgeoisie indonésienne et l'impossibilité de le dépasser ; ce n'est pas seulement l'énergie révolutionnaire inépuisable des masses indonésiennes et la puissance croissante des révolutionnaires indonésiens ; c'est aussi la nécessité de relier la révolution indonésienne à la révolution mondiale qui implique le caractère permanent de la crise du capitalisme et des révoltes coloniales dans ce pays. Le caractère permanent de la révolution ne s'exprime pas seulement dans le déroulement de la révolution en Indonésie, mais également dans la combinaison, dans l'espace de la lutte d'émancipation indonésienne avec celle d'autres peuples coloniaux et celle du

procès de Tan Malakka, jadis annoncé comme un des points essentiels de son programme, et qu'il a dû libérer ce leader révolutionnaire. Cela ouvre des perspectives grandioses à la formation d'organismes autonomes des ouvriers et paysans pauvres en Indonésie et à la lutte pour le socialisme.

prolétariat mondial. Le mouvement de boycott mené par les ouvriers de nombreux pays du monde est d'une importance décisive précisément à cause de la composition sociale faible des masses indonésiennes. La révolution indonésienne ne pourra triompher à l'état isolé. Elle devra recevoir le soutien actif d'autres peuples coloniaux, d'organisation supérieure, tels que ceux des Indes et du Ceylan, ainsi que de la classe ouvrière européenne et mondiale. La révolution indonésienne est incluse dans le processus révolutionnaire mondial et aboutira à la victoire finale grâce à la révolution mondiale, ou bien fera avec le monde entier un pas de plus vers la barbarie.

Après le 24 juillet (1)

Le déclenchement de la guerre ouverte a accéléré le processus révolutionnaire des masses en Indonésie et ailleurs. Les dernières revendications brutales des impérialistes néerlandais, qui n'impliquaient rien moins que la destruction de la République, ont démasqué comme une politique traître celle des Soekarno-Sjarir et de tous ceux qui appuyaient leur attitude conciliatrice. L'accord de Linggadjadi, considéré par eux comme la base solide de l'indépendance indonésienne et de la collaboration pacifique entre la République et les Pays-Bas impérialistes, s'avéra en réalité être le point de départ d'une attaque frontale de la bourgeoisie néerlandaise contre eux. Ainsi, la stratégie de défaite du gouvernement indonésien et des dirigeants ouvriers « officiels » a été implacablement stigmatisée. Cela

augmente dans une mesure importante les chances du parti révolutionnaire.

D'autre part, le fait que le gouvernement de la République a dû accepter la guerre coloniale qui lui a été imposée, démontre que sa marge de manœuvre s'est considérablement réduite. Cela ne concerne pas seulement son attitude envers l'impérialisme néerlandais, mais également sa politique envers les masses révolutionnaires en Indonésie. L'attaque de l'impérialisme néerlandais le livre en fait à la discrétion des masses qui sont entrées dans un processus de radicalisation consciente accélérée. La libération de Tan Malakka et des siens démontre que la poussée des masses vers l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan ne pourra pas être contenue à la longue par le gouvernement indonésien.

L'O.N.U. et le mouvement de boycott

La révolution indonésienne constitue une question d'intérêt mondial, et cela est compris aussi bien par la bourgeoisie que par le prolétariat mondial. L'intervention de l'O. N. U. et le mouvement de boycott international démontrent qu'en ce qui concerne ses aspects internationaux, la révolution indonésienne joue, toutes proportions gardées, un rôle analogue à celui de la jeune Russie soviétique après l'autre guerre mondiale.

Pour la clique dominante en Indonésie, l'appel à l'O. N. U. constitue une suite logique de sa politique conciliatrice dans les conditions d'une guerre coloniale. Les chefs staliniens et réformistes de leur côté se sont emparés avec gratitude de cette possibilité de

continuer à tromper les masses. Le fait que Sjarir et Cie ont accepté de se soumettre inconditionnellement aux décisions de l'O. N. U. constitue une trahison encore plus flagrante que celle du 24 juillet, car la situation militaire de la République s'est empirée depuis lors ; et les armées populaires indonésiennes n'ont pas manqué de considérer comme telle l'ordre de « Cessez le feu ». L'attitude des agents de Wall Street à l'O. N. U., tout en restant invariablement orientée vers la soumission com-

(1) Date à laquelle, en 1947, commença sous l'étiquette « action de police... » la guerre ouverte de l'impérialisme contre la République indonésienne.

plète de la République, reflète les exigences que les impérialistes américains ont posées à leurs confrères néerlandais en échange de leurs bons services. C'est cela qui explique la résistance de Van Kleffens. Tout comme l'ordre de « Cessez le feu » était unilatéral et exclusivement destiné à permettre aux impérialistes néerlandais d'occuper effectivement les territoires conquis au moyen d'« opérations de nettoyage », toute décision ultérieure de cette « assemblée de brigands » sera caractérisée par son unilatéralité.

D'autre part, la classe ouvrière a déclaré sienné la cause du boycott dans

La position sans issue de la bourgeoisie néerlandaise

La bourgeoisie néerlandaise se trouve, depuis la capitulation de l'Allemagne et du Japon, dans les mêmes difficultés que celles que connaissent les bourgeoisies des autres pays européens. Un poids alourdi de dettes et une économie désaxée se joignent au fait que le prolétariat néerlandais n'est nullement prêt à accepter les méthodes d'exploitation d'avant 1940 ; la révolution indonésienne a amené la bourgeoisie néerlandaise dans une situation de détresse extrême. Tous ces facteurs sont des phénomènes de la crise d'agonie du capitalisme, et de même qu'on peut très peu parler de reconstruction durable ou même d'équilibre stable pour la bourgeoisie mondiale, de même la bourgeoisie néerlandaise est-elle aussi peu capable de trouver une issue à ses difficultés. L'équilibre que le capitalisme néerlandais a su rétablir est aussi instable que celui de toutes les autres bourgeoisies européennes.

Les mesures que le gouvernement néerlandais est forcé de prendre à chaque occasion pour reconquérir les sources de plus-value indonésiennes menacent progressivement de déruire cet équilibre et ne tarderont pas à avoir des résultats funestes pour la bourgeoisie néerlandaise. Du point de vue financier, la guerre en Indonésie a déjà largement dépassé ses possibilités et, de ce fait, elle est devenue entièrement dépendante de Wall Street et du sort que le capitalisme américain fait à sa politique indonésienne. Du point de vue économique, l'aventure militaire en Indonésie constitue une entrave extrêmement lourde pour la reconstruction des forces productives des Pays-Bas, parce qu'elle enlève des crédits et de la main-d'œuvre aux buts productifs. Il résulte de tout cela une pression sans cesse croissante sur le prolétariat néerlandais, dont les conséquences politiques et sociales sont d'une portée de grande importance. Sur le plan international, la position de la bourgeoisie néerlandaise est celle d'une prisonnière impuissante qui doit sa place uniquement au fait qu'une petite tâche lui incombe, à elle aussi dans le cadre de la politique des boursiers yankees. L'aventure indonésienne renforce encore cette dépendance.

Mais il est impossible à la bourgeoisie

de nombreux pays du globe. Mené depuis août 1945 par les travailleurs australiens, le mouvement de boycott a trouvé maintenant une réponse parmi les travailleurs de Singapour et d'autres villes de l'Extrême-Orient, ainsi qu'aux Etats-Unis et au Canada. Les staliniens néerlandais ont également été obligés de proclamer le boycott. La réalisation effective du boycott aux Pays-Bas constitue une grande tâche révolutionnaire qui incombe au R. C. P. Elle est absolument indispensable pour la défense de la République et offre de grandes perspectives au développement de la lutte de classe aux Pays-Bas.

néerlandaise de se résigner à la perte de l'Indonésie qui constitue la base du capitalisme néerlandais. Le fait que la bourgeoisie mondiale ne peut nullement permettre un nouveau développement de la révolution indonésienne accentue encore la nécessité pour le gouvernement Beel d'intervenir rapidement et efficacement. Si les conséquences de l'aventure militaire peuvent être considérées comme sérieuses, les résultats d'une perte définitive de l'Indonésie ne seraient pas moins funestes. La guerre est donc pour elle un mal inévitabile ; mais sa position s'avère ainsi plus faible qu'elle ne l'a jamais été depuis le début de l'éclatement de la révolution indonésienne, et cela rend les chances du prolétariat plus favorables que jamais.

La bourgeoisie néerlandaise ne peut pas essayer, comme l'a fait avec succès la bourgeoisie britannique aux Indes, de conserver sa mainmise sur l'économie en remettant la responsabilité politique du pouvoir à la bourgeoisie indigène, ne fût-ce parce que celle-ci ne s'est pas encore constituée en tant que classe consolidée en Indonésie. Si elle a cependant commencé à Malino et Den Passar (1) une politique de « diviser pour régner » à l'aide de ses Quislings, politique qu'elle s'efforcera de poursuivre avec logique jusqu'à la division totale de la République, cela ne change rien à la nécessité dans laquelle elle se trouve de reconquérir d'abord par les armes chaque pouce de terrain qu'elle désire dominer. Elle n'est pas davantage capable de tromper les masses quant à la persistance de l'exploitation coloniale toute nue dans les territoires occupés par l'armée néerlandaise qui ont été proclamés « indépendants dans le cadre de l'Union néerlandaise ».

La bourgeoisie néerlandaise ne trouve pas de parti du Congrès à sa disposition. C'est pourquoi elle n'a pas d'autre perspective que celle de la guerre — d'une guerre qui a pris maintenant la forme de guerre prolongée.

(1) Capitales de deux Etats Quislings, comparables à la Cochinchine « autonome », établie en Indochine par l'impérialisme français.

Le prolétariat néerlandais et la révolution indonésienne

La crise latente dans laquelle se trouve le capitalisme néerlandais lui impose la nécessité d'accroître l'exploitation des masses néerlandaises et constitue la cause de la disparition de sa base politique essentielle : l'aristocratie ouvrière maintenue grâce aux surprofits indonésiens. Les couches mêmes qui étaient jadis la base du réformisme se trouvent maintenant à l'avant-garde de la lutte du prolétariat néerlandais pour l'amélioration de son sort. Cela constitue un des indices les plus sûrs de la décomposition du capitalisme néerlandais et crée des conditions propices à l'application de tous les mots d'ordre du programme transitoire.

La politique indonésienne du parti révolutionnaire doit partir du caractère permanent de la révolution indonésienne. La base de sa politique est constituée par le mot d'ordre : « Indépendance immédiate et intégrale de l'Indonésie » (« Indonesië los van Holland, nu ! ») Tout ce qui favorise la cause indonésienne accélère la chute du capitalisme néerlandais et mondial. L'organisation de la solidarité des masses néerlandaises envers la révolution indonésienne est un devoir impérieux pour les révolutionnaires métropolitains. Les mots d'ordre de boycott de tout transport vers l'Indonésie, et de l'action pour le retrait des troupes néerlandaises constituent des mots d'ordre transitoires révolutionnaires qui se montrent vifs dans le cœur du prolétariat néerlandais.

Chaque lutte partielle que le prolétariat néerlandais conduit aujourd'hui pour l'amélioration de son sort est une lutte contre toute la classe capitaliste et contre son gouvernement ; de ce fait déjà, chaque conflit de classe aux Pays-Bas se pose dans le cadre de la lutte contre le gouvernement et sa politique coloniale. La lutte contre la politique indonésienne du gouvernement aboutit, elle aussi, à des mots d'ordre transitoires : « Rompez la coalition de guerre ! Pour un gouvernement socialiste-communiste ! ». Le parti révolutionnaire aux Pays-Bas doit en même temps considérer comme sa tâche propre de prendre contact avec les révolutionnaires en Indonésie et de favoriser par tous les moyens la construction d'une section indonésienne de la IV^e Internationale.

Le parti travailliste réformiste, directement responsable du passage à la guerre coloniale ouverte et de sa préparation, a connu à cette occasion sa première grande crise dans ses rangs. Notre action pour la rupture de coalition de guerre implique la désagrégation du parti travailliste.

La politique du parti stalinien concernant la question indonésienne est d'autant plus criminelle que les grandes masses ouvrières des industries-clé lui ont accordé leur confiance. C'est lui qui a brisé la résistance au départ des soldats, quand il a ramené les ouvriers au

travail, le 24 septembre 1946. C'est lui qui, forcé par l'éclatement de la guerre coloniale ouverte de reprendre le mot d'ordre du boycott, a fait échouer ensuite cette action en laissant les ouvriers sans direction. Mais les sentiments du prolétariat au sujet de la lutte émancipatrice des Indonésiens sont trop élémentaires pour pouvoir être détournés pendant longtemps. La lutte pour le soutien de la révolution indonésienne constitue un combat acharné avec les réformistes et les staliniens pour leur arracher la direction du prolétariat. Le R.C.P. doit consacrer toutes ses forces à l'organisation du boycott et à la réalisation de la grève de protestation contre le gouvernement Beel et pour le retrait des troupes.

La trahison des staliniens et des réformistes a pu d'autant mieux détourner les ouvriers de la lutte directe qu'ils trompaient politiquement les ouvriers en accordant leur soutien aux « forces progressistes dans le gouvernement », c'est-à-dire à la préparation organisée de la guerre qu'ils appelaient « politique de temporisation pacifique ». Cela se prolonge aujourd'hui, après l'éclatement de la guerre ouverte, dans une politique pacifiste, orientée vers la conclusion d'un armistice avec retrait des troupes sur les positions occupées à la veille de l'éclatement de la guerre ouverte. Sous le couvert de la lutte pour la « paix », ils se refusent à mener à bien la lutte pour l'indépendance complète.

Le R.C.P. soutient dans la guerre coloniale, par tous les moyens, les forces indonésiennes. Le moyen de soutien le plus efficace est pour lui l'action de masse et la fraternisation massive des prolétaires néerlandais en uniforme avec les combattants indonésiens populaires. Il écarte le refus individuel de rejoindre l'armée, produit de la mentalité des pacifistes d'origine stalinienne ou centriste, comme nuisible à la réalisation de l'unité révolutionnaire et de la fraternisation entre ouvriers néerlandais et masses indonésiennes, et le condamne comme un désarmement du prolétariat.

La politique des partis réformiste et stalinien n'est pas déterminée par les intérêts de la révolution indonésienne et mondiale. Le parti travailliste est l'exécutif et le propagandiste direct des intérêts des impérialistes. Le parti stalinien essaye de couvrir son soutien de fait du gouvernement néerlandais par un soutien platonique du gouvernement indonésien. Le R.C.P. voit les garanties d'un développement révolutionnaire dans la position sans issue de la bourgeoisie néerlandaise, dans le déroulement des événements en Indonésie confirmant la justesse de la théorie de la révolution permanente, et dans l'esprit de solidarité et dans la combativité du prolétariat néerlandais qui se sont déjà une fois puissamment manifestés.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

AUSTRALIE

La lutte pour les quarante heures

Voici le rapport sur la lutte victorieuse pour la semaine des 40 heures donné par un membre du « Labor Socialist Group of Australia » (Groupe ouvrier socialiste d'Australie) (trotskyste) qui joua un rôle important dans le lancement et dans la direction de cette campagne :

Une récente décision de la cour d'arbitrage en faveur de la semaine de 40 heures de travail à partir de la première période de paye de l'année 1943 marque la fin virtuelle d'une des plus importantes luttes dans l'histoire du mouvement ouvrier d'Australie. Les arbitres ont vu dans ce jugement une justification de la cour. Mais, en vérité, ce sont les syndicats qui sont arrivés à « convaincre » les juges, seulement après qu'un nombre considérable d'ouvriers avaient déjà obtenu la semaine des 40 heures, ou moins, par différents tactiques, comprenant des contrats collectifs, des actions de grève et une pression massive sur le gouvernement.

Ce sont les membres du syndicat des employés de l'industrie de la presse à Sydney qui commencèrent la lutte pour les 40 heures. La réduction des heures de travail présentait un intérêt particulier pour les ouvriers de la presse, à cause des dangers sanitaires de cette industrie — empoisonnement par le plomb, maladies respiratoires, maladies des yeux, surdité, fatigue due à une concentration excessive. Pendant la guerre, le syndicat des employés de l'industrie de la presse établit à Sydney un comité de reconstruction d'après guerre, dont le but était d'élaborer un programme de revendications pour l'après guerre. Le point principal de ce programme était la revendication de la diminution des heures de travail.

Les ouvriers du journal « Sun » entrent en action

En octobre 1944, la section syndicale du journal « Sun », de Sydney, du syndicat des employés de l'industrie de la presse déclencha spontanément une grève pour la semaine des 40 heures et pour quatre semaines de congés payés par an. D'autres syndicats du journal « Sun », comprenant les membres du syndicat général de la presse et de l'Association des journalistes australiens se joignirent au syndicat des employés de l'industrie de la presse. Les seigneurs de la presse capitaliste essayèrent im-

médiatement de sortir le journal « Sun » dans d'autres locaux contrôlés par « l'Association des propriétaires de la presse quotidienne », mais partout les ouvriers refusèrent d'imprimer ce journal « jaune » et il y eut un lock-out. Bientôt toute la presse quotidienne de Sydney était arrêtée. A une majorité considérable l'organisme dirigeant du syndicat des employés de l'industrie de la presse décida d'appuyer les ouvriers de la presse. Les patrons prirent des mesures pour sortir un journal « jaune » commun, publiant les titres de tous les torchons quotidiens capitalistes touchés par la grève. Une équipe de travail composée d'hommes de la direction et de patrons de quelques imprimeries commerciales travailla à ce journal « commun ». Quelques-uns des hommes de la direction refusèrent de faire les jaunes. Les ouvriers en grève se mirent rapidement à publier leur propre journal « The News » (Les Nouvelles). Tout le travail de composition et de production de ce grand journal quotidien ne prit que quelques jours.

Mesures préventives et élargissement

Les grévistes obtinrent la permission d'utiliser l'imprimerie du parti communiste (stalinien), ainsi que du papier et de l'encre. Ayant à sa disposition toute une série d'hommes de talent parmi les grévistes et les lock-outés, des journalistes, des dessinateurs, des photographes et des imprimeurs, le journal « Les Nouvelles » eut un succès immédiat se vendant à une moyenne de 110.000 exemplaires durant sa courte vie. Les possibilités techniques limitées et le manque de papier empêchèrent un plus grand tirage. L'hebdomadaire du Labour Party, « Standard », et le journal bi-hebdomadaire stalinien, « Tribune », publièrent des éditions spéciales qui se vendirent en grand nombre dans la rue. Ces deux journaux publièrent des articles dénonçant la mauvaise foi de la presse capitaliste. Dans l'atmosphère de guerre, rien n'aurait pu être plus dramatique que l'élimination virtuelle des journaux

capitalistes et leur remplacement par des publications de la classe ouvrière.

Etant donné qu'à cette époque les staliens suivaient une ligne politique favorable à la guerre, l'attitude du parti communiste vis-à-vis de la grève était d'accorder un certain appui à la lutte mais de s'efforcer d'aboutir à une solution rapide et d'empêcher entre temps toute expansion de la grève aux industries de guerre « vitales ». Les militants de base du P. C. apportèrent à manger aux ouvriers travaillant au journal « Les Nouvelles », mais les dirigeants staliens firent bien attention de louer leur imprimerie seulement à la condition que le journal « Les Nouvelles » ne fassent aucune propagande pour l'extension de la lutte à d'autres industries. Sans aucun doute, cette tactique stalinienne tendant à limiter la lutte délaya de beaucoup l'introduction générale de la semaine des 40 heures.

Un meeting de cinq cents délégués syndicaux réunis à la bourse du travail pour écouter un rapport du dirigeant soviétique Thornton sur la Fédération syndicale mondiale coïncida avec la grève. Précédant le discours de Thornton, un représentant du syndicat des employés de l'industrie de la presse défendit la cause des ouvriers de la presse, soulignant qu'il était temps d'obtenir la semaine de 40 heures dans toutes les industries. Prenant la parole, Thornton marqua sa réprobation en déclarant : « Camarade président, camarades. Il y a des gens dans cette salle qui ne semblent pas se rendre compte qu'il y a une guerre à gagner. »

La grève était contrôlée par le Labour Council (commission exécutive) qui, à cette époque, à cause de la politique de « l'effort de guerre » des fractions dominantes de la droite et des staliens, était connu à juste titre comme le « tombeau des luttes ouvrières ». Des conditions d'accord furent élaborées et soumises à la ratification du conseil. On prétendit que les seigneurs de la presse avaient capitulé. Les staliens présentèrent les conditions comme une grande victoire. Des meetings de masses furent convoqués pour l'acceptation de ces conditions. Les membres du syndicat des employés de l'industrie de la presse se réunirent à l'hôtel de ville, et d'autres militants de syndicats se réunirent à la Bourse du travail. A la Bourse du travail, on poussa à une rapide acceptation des conditions et sur ce, un dirigeant stalinien du Labour Council se rendit rapidement à l'hôtel de ville pour y apporter la nouvelle et parvint à persuader les membres du syndicat des employés de l'industrie de la presse de reprendre le travail.

Dès qu'ils eurent repris le travail, les ouvriers de la presse se rendirent compte de la situation réelle. Les patrons n'étaient pas satisfaits des concessions, comme le prétendaient les dirigeants du Labour Council. La victoire ne fut obtenue que lorsque les femmes et filles menèrent la grève jusqu'au bout et que les dirigeants de la section syndicale entreprirent de nouvelles négociations.

Le succès final de la lutte des ouvriers et des employés de la presse créa une situation tout à fait anormale parmi les neuf mille membres du syndicat des employés de l'industrie de la presse dans la Nouvelle-Galles du Sud. Quelque quinze cents ouvriers de la presse avaient emporté la semaine de 40 heures, plusieurs centaines d'ouvriers de l'imprimerie du gouvernement d'Etat faisaient 42 heures 1/2 ; une section d'ouvriers syndiqués de l'imprimerie avait obtenu les 40 heures par un contrat collectif ; tandis que la plupart des autres ouvriers des imprimeries commerciales et des imprimeries de province continuaient à travailler 44 heures. Vers la fin de 1945, il y eut des mouvements pour mettre fin à cette situation anormale. Un vote parmi les ouvriers syndiqués de la presse donna une grande majorité en faveur d'un refus de travailler plus de 40 heures par semaine. Le syndicat général des imprimeurs se rallia à la position du syndicat des employés de l'industrie de la presse.

Echo magnifique

Pas une heure de plus que 40 heures ! ce mot d'ordre trouva un écho magnifique parmi les ouvriers des imprimeries du labour. C'était d'autant plus remarquable qu'ils étaient dispersés dans des centaines d'imprimeries, à Sydney, à Newcastle. Après une période pendant laquelle les imprimeurs travaillèrent 40 heures pour un salaire de 40 heures, les maîtres imprimeurs reçurent notification légale que s'ils continuaient à céder à ces mesures, la cour d'arbitrage pourrait considérer que la semaine des 40 heures était devenue une habitude de métier et que le syndicat pourrait prétendre à un plein salaire légal pour les nouvelles conditions des heures de travail. Là-dessus, survint un ultimatum exigeant la reprise de la semaine des 44 heures. Un énorme meeting fut tenu. Les dirigeants syndicaux prétendirent abandonner l'action directe et proposèrent de soumettre le différend à la cour d'arbitrage. Ce conseil fut repoussé à une grande majorité. Sauf quelques petites entreprises, toutes les imprimeries du labour furent lockoutées.

Le 23 octobre 1945, à un moment critique du conflit, une réunion de six cents membres des exécutifs et délégués du Labour Council se tint à la Bourse du travail. Il y fut décidé d'organiser des manifestations de masses le 9 décembre en faveur de la semaine des 40 heures. Appui fut accordé aux revendications des imprimeurs, mais malgré l'appel à l'extension de la lutte lancé par un représentant de la base, la réunion se limita à faire appel au gouvernement fédéral pour appliquer la semaine des 40 heures dans un délai de six mois après le jour de la victoire et de profiter de ses pouvoirs pour ratifier la politique des 40 heures au Bureau international du travail. Sous l'effet déprimant de cette décision, la lutte arrivait à son point culminant. Les dirigeants fédéraux du syndicat des employés de l'industrie

de la presse vinrent à Sydney. Un autre meeting de masses fut convoqué. Certains dirigeants prônaient que si le différend était soumis à la cour d'arbitrage un procès rapide serait assuré. On décida de procéder au vote secret dans le syndicat des employés de l'industrie de la presse et dans le syndicat général des imprimeurs. Les résultats montrèrent l'existence d'une nette majorité en faveur de la reprise du travail et de la remise du différend à la cour d'arbitrage.

Entre temps la campagne du Labour Council continua, avec manifestation suivie d'un grand rassemblement.

Un marathon

Le différend des imprimeurs fut présenté à la cour d'arbitrage mais le gouvernement du Commonwealth et le Conseil des syndicats australiens intervint pour transformer celui-ci en un procès général pour les 40 heures en ce qui concernait tous les syndicats de la Fédération. Ainsi, au lieu d'un rapide procès « pour tâter le terrain », le procès devenait un marathon qui dura à peu près deux ans. Les dirigeants syndicaux convoqués devant la cour soulignèrent le fait qu'on avait promis aux ouvriers un « nouvel ordre social » après la guerre. Néanmoins, les dirigeants syndicaux eurent du mal à concrétiser cette revendication, étant donné qu'ils ne s'étaient pas assurés une déclaration écrite du gouvernement ou des patrons.

Étant donné le délai de la cour d'arbitrage, les staliniens cherchèrent à faire revivre l'action gréviste, prétendant que les juges tiraient l'affaire en longueur afin que la prochaine et inévitable dépression économique justifie un jugement adverse de leur part. Par cette at-

titude non-dialectique, les staliniens prouvèrent qu'ils n'avaient pas été capables d'imposer une pression de masses suffisante à la cour d'arbitrage. La pression sur le gouvernement travailliste fédéral et d'Etat s'intensifia et cette situation se répercuta naturellement sur la cour d'arbitrage. La diminution des heures de travail devint une question de premier plan chez tous les travailleurs, dans tous les syndicats et dans toutes les sections du Labour Party. Alors que le premier ministre Chifley pouvait prétendre ne pas disposer de pouvoir constitutionnel pour décréter la diminution des heures de travail, il n'existait aucun obstacle pour la législation de la Nouvelle-Galles du Sud, excepté pour le Sénat.

Quelques semaines après le remplacement de MacKell par James MacGirr comme ministre du Travail de la Nouvelle-Galles du Sud, celui-ci introduit la semaine des 40 heures pour tous les employés d'Etat, ainsi que pour les ouvriers travaillant sous des contrats et des primes gouvernementales.

La puissante influence des syndicats de la Nouvelle-Galles du Sud en vue de faire passer des réformes au Parlement fut à nouveau prouvée.

La plupart des capitalistes australiens sont inquiets du fait de l'immense victoire acquise par l'agitation pour les 40 heures. Ils rêvent d'acquérir des marchés d'outre-mer sur la base d'une exploitation intense des travailleurs ; et la diminution de la semaine de travail est un coup porté à leur plan. Les mineurs de charbon exigent maintenant la semaine de 35 heures et la foule enthousiaste qui se rendit à la récente manifestation de 6 heures à Sydney montra clairement que de nouvelles luttes pour la diminution des heures de travail ne sont pas lointaines.

HOLLANDE

Le II^e Congrès du R. C. P.

Du 25 au 27 décembre s'est tenu à Amsterdam, le 2^e Congrès national du Parti communiste révolutionnaire, section hollandaise de la IV^e Internationale. Une cinquantaine de délégués élus et de délégués fraternels de toutes les sections du parti, ainsi que deux délégués des sections sœurs de l'Internationale et du secrétariat international ont participé au congrès. L'ordre du jour du congrès a comporté notamment : la discussion des thèses présentées par le Comité central sortant sur la situation internationale, la situation en Hollande et la révolution indonésienne ; la déclaration de principe et le programme d'action élaboré

par le comité central ; un rapport sur l'organisation du parti en rapport avec les perspectives de luttes économiques en Hollande, une résolution sur la défense de l'U.R.S.S. ; un rapport et une autocritique en ce qui concerne la situation du mouvement syndical et l'attitude du R.C.P. face à cette situation ; un rapport financier, etc.

Ce congrès, venant deux ans après la fondation du R.C.P. a été une démonstration de la consolidation politique et organisationnelle du plus jeune de nos partis du continent européen. Il a prouvé que ce parti a été capable de sélectionner une direction collective, de

s'enraciner profondément dans la classe ouvrière et dans le mouvement syndical et d'élever sérieusement le niveau politique de ses cadres. Ceci a été prouvé particulièrement par le niveau politique élevé des débats au congrès et par la maturité des interventions de multiples délégués du rang. Partant de ce congrès

bien réussi, la section hollandaise de la IV^e Internationale, surmontant de multiples difficultés d'ordre matériel, s'avèrera capable de se transformer dans la période suivante en un parti dirigeant effectivement l'avant-garde du prolétariat hollandais en lutte pour ses intérêts immédiats et historiques.

CANADA

15.423 voix au candidat du « Revolutionary Workers Party »

Les résultats des dernières élections municipales de Toronto montrent un grand succès pour le parti trotskyste. Le camarade Ross Dowson, candidat maire du R.W.P. a reçu 15.423 voix, ou 11 % des suffrages. Le camarade Harry Clairmont, candidat du R.W.P. au département du contrôle a reçu 4.957 voix, un peu plus de 5 1/2 % des suffrages. Les trotskystes ont obtenu ces résultats malgré une campagne anticommuniste des plus haineuses que cette ville ait connue, déclare « Labour Challenge », organe central du R.W.P. (section canadienne de la IV^e Internationale).

Les deux candidats du R.W.P. ont mené une sérieuse campagne contre la politique capitaliste. Les staliniens n'ont pas présenté de candidats, capitulant devant la pression capitaliste, prétendant que la politique municipale devait

rester neutre ! Les deux candidats trotskystes se sont battus de toutes leurs forces contre les attaques anti-communistes des capitalistes. Ils ont présenté courageusement le programme du parti dans des douzaines de réunions électorales à travers toute la ville. Malgré les menaces et les intimidations policières et malgré les attaques staliniennes, les trotskystes de Toronto ont tenu bon. Plus de 35.000 exemplaires du manifeste électoral trotskyste et des milliers d'exemplaires de « Labour Challenge » ont été distribués dans les quartiers ouvriers de la ville. Les suffrages du R.W.P. sont venus particulièrement des ouvriers de l'abattoir et de la presse ainsi que des ouvriers progressifs, et non de la part des « cafetiers mécontents », comme a essayé de l'expliquer le maire Saunders, en apprenant les résultats électoraux.

VIET-NAM

Les trotskystes au Tonkin (Lettre de Hong-Kong)

Actuellement 100.000 Vietnamiens se trouvent au Siam qui est devenu le centre de gravité du mouvement de résistance.

Je suis partiellement au courant de ce qui concerne le mouvement trotskyste au Tonkin. Th... en était le leader. Le groupe trotskyste est soutenu par un grand nombre d'ouvriers et d'étudiants. Il a organisé beaucoup de grandes réunions auxquelles participaient même des orateurs du gouvernement vietnamien. Par exemple à Bach-Mai (près de l'hôpital Robin), il a remporté un grand succès et la population de cette région approuvait en grande majorité la ligne politique du trotskysme. Cette réunion a marqué un échec sérieux pour la ligne politique du gouvernement vietnamien. Après cette réunion, ayant constaté la popularité d'une politique prolétarienne et craignant sa trop grande extension, Ho-Chi-Minh a donné l'ordre secret

d'arrêter Th... ainsi que d'autres militants de la IV^e. Malgré cela il n'a pu empêcher la parution clandestine du journal *Chiên-Dâu* (La Lutte), en même temps que la participation du groupe de la IV^e au mouvement de la résistance.

Le groupe a publié au Tonkin plusieurs livres pour expliquer les problèmes de la révolution et a constitué des cercles d'étude marxiste à raison de 5 personnes par cercle.

Un indice très encourageant pour le mouvement, c'est la participation des femmes, à la fois d'origine ouvrière et petite-bourgeoise. Ce sont elles qui collaient les affiches, distribuaient les tracts lors des manifestations. Elles ont aussi beaucoup aidé dans les liaisons.

Th... (ancien dirigeant du syndicat des ouvriers imprimeurs du Tonkin en 1937-38) et un autre militant de la IV^e, H. (ancien déporté politique au bagne

de Son-La) furent arrêtés. Ils se sont évadés et actuellement luttent parmi les maquis du Tonkin.

En résumé, le mouvement de la IV^e du Tonkin, grâce à l'action de ses militants audacieux, ouvriers et étudiants, a pu monter une organisation méthodique et plus solide encore que l'orga-

nisation en Cochinchine. Mais le groupe a dû subir la même terreur que le groupe de Cochinchine. Un nombre assez grand de trotskystes ont péri au cours de la résistance. Les mots d'ordre suivis sont les mêmes que ceux de Cochinchine ; le groupe a reçu vos documents

ITALIE

La gauche révolutionnaire et les Jeunesses Socialistes quittent le parti Saragat

Après des débats passionnés, le Congrès national du P.S.L.I. (parti de Saragat) s'est terminé par le départ de la gauche révolutionnaire et des Jeunesses socialistes.

Préalablement, la droite (tendance « Critica Social ») et le centre (« Iniziativa Socialista ») avaient bloqué sur une résolution commune confirmant la politique de collaboration gouvernementale poursuivie depuis décembre dernier par Saragat. Seule, la gauche révolutionnaire a opposé, finalement, sa propre résolution condamnant la politique de collaboration gouvernementale et exigeant une prise de position du parti en faveur d'un soutien des luttes ouvrières. La résolution centre-droite

obtenait 163.000 voix, la résolution gauche 27.000 voix.

Immédiatement après la fin du Congrès, la nouvelle direction droitnière du P.S.L.I. dissolvait le comité national et le bureau exécutif des Jeunesses socialistes et instaurait une commission provisoire de gestion composée de ses créatures réformistes.

En réalité, la grande majorité des jeunes socialistes a suivi sa direction. En même temps, la direction des jeunes socialistes a clairement exprimé, après la scission, la décision de ne pas s'orienter vers le parti socialiste de Nenni, mais de constituer un nouveau mouvement.

**L'U.R.S.S. au lendemain de la guerre
ET LA POLITIQUE
DES PARTIS COMMUNISTES**

**3 Bulletins de discussion sur l'U.R.S.S.
édités par le Secrétariat International**

TOME III. - Bulletin du S. I. n° 12, un vol. de 32 pages : 20 fr.

- Le Kremlin en Europe orientale, par E.-R. Frank.
- La Russie stalinienne; Etat capitaliste, par J. Fredericks et Hudson.
- Remarques sur la discussion de la question russe dans le parti anglais, par B. Thomas.
- Encore sur la question russe, par R. Guérin.
- Le problème de l'U.R.S.S. et la possibilité d'une 3^e solution historique, par P. Chaulieu.



“ Quatrième Internationale ” entre dans sa sixième année

Parue clandestinement en 1943, en pleine occupation nazie de l'Europe, elle n'a cessé de s'améliorer.

De nouvelles rubriques seront inaugurées cette année, entre autres celle des "Chroniques de l'U.R.S.S." commençant dans ce numéro et, très prochainement, une rubrique économique donnant les informations essentielles de l'évolution de l'économie mondiale. Un effort sera fait pour que QUATRIEME INTERNATIONALE paraisse bientôt régulièrement tous les mois.

Grâce à une meilleure collaboration des journalistes révolutionnaires du mouvement international de la IV^e Internationale, notre Revue sera en mesure de refléter, encore mieux que dans le passé, la pensée du mouvement ouvrier révolutionnaire de notre époque et de répondre à toutes les questions qui préoccupent et intéressent les militants de l'avant-garde prolétarienne internationale.

QUATRIEME INTERNATIONALE pour subsister et s'améliorer, a besoin de l'aide matérielle active de tous les militants et amis du mouvement de la IV^e Internationale, des pays de langue française notamment.

SOUSCRIVEZ DES ABONNEMENTS A " QUATRIEME
INTERNATIONALE " ET FAITES SOUSCRIRE VOS AMIS.

INTERESSEZ-VOUS A SA DIFFUSION ET SA CIRCULATION

ABONNEMENTS

Les six numéros :

200 francs français - 10 francs suisses - 60 francs belges

CORRESPONDANCE

Mademoiselle Weill, Boîte postale 124 - PARIS-15^e

Mlle Weill, boîte postale 124, C.C.P. n° 5672-07

Nous sommes obligés, en raison de la hausse des travaux d'imprimerie, d'augmenter le prix de notre publication et de ses abonnements.